

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi



MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET



PROJET DE LOI DE REGLEMENT

GESTION 2021

TABLE DES MATIERES

Exposé général des motifs.....	3
I. CONTEXTE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE DE 2021.....	3
II. PREVISIONS ET MODIFICATIONS DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2021.....	5
III. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE.....	7
IV. ETABLISSEMENT DU RESULTAT DE L'ANNEE	11
V. APPLICATION DU TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'ETAT :	11
EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE	12
I. Résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour l'année 2021	13
I.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général.....	14
I.2 Arrêt des montants définitifs des crédits de paiements des programmes et dotations du budget général .	14
I.3 Ratification des ajustements des crédits de paiements des programmes et dotations du budget général .	14
I.4 Arrêt des montants définitifs des autorisations d'engagement des programmes et dotations du budget général.....	15
I.5 Ratification des ajustements des autorisations d'engagement des programmes et dotations du budget général.....	15
I.6 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du trésor	16
I.7 Arrêt des montants définitifs des crédits de paiements des programmes des comptes spéciaux du trésor	17
I.8 Arrêt des montants définitifs des autorisations d'engagement des programmes des comptes spéciaux du trésor	17
I.9 Ratification des ajustements des crédits de paiements des programmes des comptes spéciaux du trésor	18
I.10 Fixation des soldes des comptes spéciaux du trésor.....	19
I.11 Application du tableau de financement	19
II. Ratification des ouvertures de crédits par décrets d'avances	20
III. Etablissement et affectation des résultats	20
IV. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2020 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR 21	
PROJET DE LOI	22
ANNEXES AU PROJET DE LOI	29

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

Le présent projet de loi de règlement (PLR) soumis à votre examen rend compte de l'exécution des lois de finances adoptées au titre de la gestion 2021, conformément aux dispositions des articles 48,49 et 50 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances. Il s'agit de :

- la loi de finances de l'année n°2020-33 du 22 décembre 2020 ;
- la première loi de finances rectificative (LFR1) n°2021-29 du 05 juillet 2021 ;
- la seconde loi de finances rectificative (LFR2) n°2021-37 du 22 novembre 2021.

Le projet de loi de règlement pour la gestion 2021 marque la deuxième année de reddition des comptes sous format budget-programme. En plus de présenter les aspects classiques relatifs à l'exécution des autorisations budgétaires, le PLR 2021 présente également un volet « Performances », qui permet d'apprécier la qualité de la gestion des politiques publiques en fonction des performances réalisées par les programmes budgétaires.

Le PLR devient ainsi un outil de contrôle et d'évaluation des politiques publiques mises en œuvre par le Gouvernement, permet d'identifier les marges de progrès et engage les exécutants des politiques publiques dans une dynamique vertueuse.

Les rapports annuels de performances (RAP), annexés au présent projet de loi de règlement, rendent compte des résultats des programmes, au regard des engagements pris lors du vote de la loi de finances initiale (LFI) à travers les projets annuels de performance (PAP).

L'instruction du présent projet de loi est aussi l'occasion, pour la Cour des comptes, de donner son avis sur la qualité des procédures comptables et des comptes ainsi que sur les rapports annuels de performance.

Le contexte d'exécution des recettes et des dépenses des lois de finances étant aussi déterminant pour une juste appréciation des performances, il s'avère nécessaire de retracer la situation économique internationale et nationale de l'année 2021 d'abord, avant de procéder à une analyse du niveau d'exécution du budget de l'Etat.

I CONTEXTE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE DE 2021

Au plan international

Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé, dans ses dernières perspectives économiques, à la fin du mois d'avril dernier, la croissance du PIB à 6,1% en 2021 pour l'économie mondiale contre un repli de 3,1% en 2020.

Alors que le monde reste aux prises avec la pandémie, les risques pour la stabilité financière ont été maîtrisés jusqu'ici grâce, entre autres leviers, au soutien continu des politiques monétaires et budgétaires à l'instar de celles des grandes banques centrales, restées globalement accommodantes en 2021 et au rebond de l'économie mondiale observé.

Les pays émergents et en développement ont bénéficié de cette reprise de l'activité économique mondiale. Leur croissance est estimée à 6,5% en 2021 contre -2,0% en 2020. L'activité économique en Inde, en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande a été marquée négativement suite à la succession des vagues de contamination durant la période mars-mai 2021. Toutefois, la croissance en Inde est évaluée en hausse de 9,0% en 2021. La Chine a bénéficié de la vigueur du soutien budgétaire de l'Etat qui a conduit à une estimation de la croissance en hausse de l'ordre de 8,1% en 2021. En Afrique subsaharienne, avec un taux de croissance de 4,5%, la reprise économique moins vigoureuse a été notée, malgré le renforcement de la demande mondiale en matières premières.

Pour le contexte national

Les finances publiques du Sénégal sont restées performantes pour l'année 2021. La croissance économique est estimée à 6,1 % en 2021, bien supérieure à celle de l'Afrique subsaharienne, contre une prévision de 5%. Cette performance est obtenue en dépit d'une conjoncture économique défavorable qui se matérialise par :

- la hausse continue du prix du baril du pétrole avec des charges budgétaires induites pour soutenir le secteur réel et les ménages ;
- la demande sociale pressante pour l'emploi des jeunes ;
- la troisième vague de la pandémie COVID19 intervenue au troisième trimestre de l'année 2021 impliquant une augmentation des dépenses budgétaires de l'ordre de 112,1 milliards de francs CFA et une baisse des prévisions de recettes de 36 milliards FCFA initialement attendus devant provenir d'un don budgétaire de l'IDA (le Sénégal étant requalifié par l'institution de pays à risque de dette modérée bas, il n'est plus éligible ainsi à ce guichet de la Banque mondiale) ;
- une instabilité géopolitique dans la sous-région.

Cette conjoncture défavorable a nécessité des mesures correctrices appropriées avec notamment :

- l'enregistrement de ressources additionnelles de 246,237 milliards de FCFA résultant de la quote-part du Sénégal des allocations des DTS décidées par le FMI dans le contexte de la pandémie à COVID 19 ;
- la révision à la baisse de certaines dépenses (charges financières de la dette publique de 12,7 milliards de FCFA, dépenses en capital sur ressources extérieures de 11 milliards de FCFA et des dépenses de personnel de l'Etat de 8,9 milliards de FCFA) ;
- l'augmentation des dépenses d'intervention sociale et économique (dépenses courantes de 30 milliards de FCFA et dépenses d'investissement exécutées par l'Etat de 33,8 milliards de FCFA).

L'année 2021 marque ainsi un retour de la dynamique de croissance économique, dans un contexte incertain et difficile, malgré une économie éprouvée par une troisième vague de pandémie.

L'inflation moyenne sur l'année 2021 est ressortie à 2,2% avec une hausse enregistrée sur les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, le service de l'hôtellerie et de la restauration, le logement, l'électricité, l'eau, le gaz et autres combustibles. D'importants efforts ont été déployés pour contenir la flambée des prix. Ainsi, pour la farine, le taux de la TVA a été ramenée de 18% à 0%, et celui des droits de douane de 5% à 0%. Sur l'huile, la taxe d'ajustement a baissé de 5%. Pour le riz, la suspension de la TVA reste maintenue. En outre, les prix homologués du gaz butane sont restés stables, alors que ceux du carburant n'ont pas connu de hausse.

Face aux chocs extérieurs, les mesures de résilience ont aussi montré la vulnérabilité du Sénégal vis-à-vis de l'étranger et la nécessité d'atteindre rapidement la souveraineté alimentaire et sanitaire.

Dans ce cadre, l'Etat qui a adapté sa stratégie de développement avec le PAP2A, a consenti un investissement de 60 milliards de F CFA en matériels et intrants agricoles pour la campagne hivernale, qui a généré des récoltes en hausse notamment pour le riz, l'arachide, le manioc, le niébé et le coton, entre autres spéculations. En soutien aux producteurs, le prix plancher du kilogramme d'arachides a été maintenu à 250 FCFA. S'agissant de l'élevage, la subvention pour l'achat de génisses laitières à haut potentiel génétique a été portée à 50%, sur une durée de dix ans. Quant au secteur de la pêche, il a bénéficié d'importants investissements.

Dans ce même registre, les travaux de construction d'une usine de production de vaccins contre la COVID-19 et d'autres maladies endémiques en Afrique ont été entamés à Diamniadio.

La croissance cumulée sur l'année 2021 est essentiellement liée à la forte progression de l'activité économique dans les secteurs secondaire (+10,9%) et tertiaire (+5,7%). En revanche, le secteur primaire s'est inscrit en retrait de 1,0% contre une hausse de 15,9% en 2020.

II PREVISIONS ET MODIFICATIONS DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2021

Les prévisions du budget général et des comptes spéciaux du Trésor ont été autorisées par la loi n°2020-33 du 22 décembre 2020 portant loi de finances pour l'année 2021. Elles ont été revues, en cours de gestion par :

- les lois de finances rectificatives n°2021-29 du 5 juillet 2021 et n° 2021-37 du 22 novembre 2021;
- les actes modificatifs pris par voie réglementaire conformément aux dispositions de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances notamment en ces articles 15 et 21 à 26.

II.1 Prévisions de la Loi de Finances Initiale

Les recettes budgétaires, arrêtées à 3 225 929 031 000 FCFA, sont réparties ainsi qu'il suit :

- ☞ recettes internes : 2 758 026 003 000 FCFA ;
- ☞ dons budgétaires : 63 953 000 000 FCFA ;
- ☞ dons projets : 268 000 000 000 FCFA ;
- ☞ recettes des CST : 135 950 000 000 FCFA.

Les dépenses, arrêtées à 3 969 850 000 000 FCFA, sont réparties comme suit :

- ☞ dépenses ordinaires : 2 238 900 000 000 F CFA ;
- ☞ dépenses d'investissement : 1 595 000 000 000 FCFA ;
- ☞ dépenses des CST : 135 950 000 000 FCFA.

Le déficit budgétaire pour l'année 2021 s'est établi à -5% du PIB soit -743,9 milliards FCFA en valeur absolue.

Les prévisions de ressources et de charges de trésorerie sont estimées à un montant de **1 363,22** milliards dans la LFI de 2021.

II.2 Les modifications apportées par les actes règlementaires

II.2.1 Les modifications apportées par les lois de finances rectificatives

La loi n°2020-33 du 22 décembre portant loi de finances pour l'année 2021 a, comme déjà précisé, été modifiée à travers deux lois de finances rectificatives prises conformément aux dispositions des articles 5 et 47 de la loi n°2020-07 du 26 février 2020 portant loi organique relative aux lois de finances.

La loi n°2021-29 du 5 juillet 2021 portant première loi de finances rectificative, a eu pour objet de prendre en charge le programme d'urgence pour l'emploi des jeunes dénommé « XËYU NDAW GNI » lancé par le Président de la République mais aussi la mise en œuvre de la stratégie universelle de vaccination contre la COVID 19 étendue à toute la population ; sans oublier le financement complémentaire accordé au secteur de l'énergie suite à la montée des cours mondiaux du pétrole et la stratégie universelle de vaccination afin d'interrompre la chaîne de transmission de la maladie. C'est ainsi que les crédits ouverts de la LFI 2021 ont évolué de 0,4%, soit 17,6 milliards en valeur absolue, faisant passer ainsi le déficit de 5% à 5,4%.

S'agissant de la loi n°2021-37 du 22 novembre 2021 portant seconde loi de finances rectificative pour l'année 2021, elle s'explique par la compensation tarifaire en faveur de la SENELEC de 35 000 000 000 FCFA avec la poursuite de la montée du prix du pétrole mais aussi, par la programmation des Droits de tirages spéciaux (DTS) accordés au Sénégal par le Fonds monétaire international, pour faire face à la pandémie tout en soutenant l'amorce de la reprise économique. Dans ce cadre, les prévisions de la LFR1 ont été revues à la hausse à hauteur de 224,4 milliards FCFA en valeur absolue et 5,6% en valeur relative. Ce qui fait évoluer le déficit budgétaire de 0,9% pour atteindre 6,3%.

II.2.2 Les mouvements de crédits

Au cours de la gestion 2021, les autorisations parlementaires ont été modifiées par voie règlementaire conformément aux dispositions des articles 15 et 21 à 26 de la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances. Ces modifications concernent les recettes et les dépenses du budget général et des comptes spéciaux du Trésor.

Pour les recettes, il s'agit d'actes pris pour constater des recettes issues, entre autres, de fonds de concours provenant de la Banque mondiale dans le cadre de la mise en œuvre du programme de compétitivité pour l'Agriculture et l'Élevage, de fonds de concours provenant du programme d'appui aux communes et agglomérations du Sénégal et des Droits de tirages spéciaux.

Pour les dépenses, il s'agit, d'une part, d'actes modifiant la répartition des crédits des programmes ou dotations budgétaires, (arrêtés/décrets d'annulation, d'ouverture de crédits de virement, et de transfert) et d'autre part, d'actes reportant des crédits de 2020 sur 2021 (arrêtés de report de crédits).

Les actes modifiant la répartition des crédits ont été pris pour faire face à des dépenses urgentes et prioritaires non prévues initialement. Quant au report de crédits, ils ont été pris pour poursuivre les projets d'investissement en cours de mise en œuvre.

Tableau 1 Récapitulatif des actes par type

Natures actes	Nombre d'actes
Arrêtés portant annulation de crédits sur la gestion 2021	3
Arrêtés portant constatation de recettes et ouverture de crédits sur fonds de concours sur la gestion 2021	2
Arrêtés portant ouverture de crédits de fonds de concours sur la gestion 2021	3
Arrêtés portant transfert de crédit du budget de la gestion 2021	140
Arrêtés portant virement de crédits globaux sur la gestion 2021	442
Décrets portant ouverture de crédit à titre d'avance sur la gestion 2021	5
Décrets portant report de crédits du budget général de la gestion 2020 sur 2021	5
Total général	600

III ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

L'exécution budgétaire en 2021 a été marquée par l'effet corrosif de la pandémie sévissant, la problématique de l'emploi des jeunes, la relance de l'économie à travers le PAP 2A, le ralentissement des échanges commerciaux du fait de la fermeture des frontières et la hausse du prix du pétrole.

III.1 Mobilisation des recettes budgétaires

Les recettes budgétaires ont été recouvrées à hauteur de **95%**. En effet, sur des prévisions de **3269,48 milliards FCFA**, les réalisations s'établissent à **3 119,09 milliards FCFA**. En glissement annuel, il est noté une hausse de 4% imputable pour l'essentiel, à l'augmentation des recettes fiscales et non fiscales, des recettes exceptionnelles mais aussi des recettes des CST.

Tableau 2 Exécution des recettes

NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS	REALISATIONS 2021	REALISATIONS 2020	Taux de réalisation	Evolution%
Recettes fiscales	2 691 350 000 000	2 511 404 859 943	2 381 990 470 529	93%	5%
Recettes non fiscales	74 500 000 000	111 153 960 548	73 884 706 519	149%	50%
Dons et legs	37 678 164 039	19 044 624 213	207 684 218 900	51%	-91%
Recettes exceptionnelles	60 000 000 000	99 510 004 608	20 979 361 741	166%	374%
Produits financiers	47 000 000 000	141 070 722 467	46 024 128 163	300%	207%
TOTAL RECETTES INTERNES	2 910 528 164 039	2 882 184 171 779	2 730 562 885 852	99%	6%
Dons projets	223 000 000 000	84 657 648 413	124 724 647 821	38%	-32%
TOTAL RECETTES DU BUDGET GENERAL	3 133 528 164 039	2 966 841 820 192	2 855 287 533 673	95%	4%
Recettes CST	135 950 000 000	152 247 461 422	143 391 267 932	112%	6%
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	3 269 478 164 039	3 119 089 281 614	2 998 678 801 605	95%	4%

Les recettes fiscales et non fiscales s'établissent à **2 622,56 milliards FCFA** en 2021 contre **2 455,88 milliards FCFA en 2020**, soit une hausse de **166,68 milliards FCFA (7%)**. Cette situation s'explique notamment, par la progression des impôts indirects qui ont augmenté de **246,86 milliards FCFA**

(15%). Toutefois, cette hausse est atténuée par le repli des impôts directs particulièrement l'impôt sur le revenu, les bénéfices et gains en capital qui s'est contracté de 34% en glissement annuel.

Concernant les **dons budgétaires**, les décaissements attendus des partenaires techniques et financiers n'ont été mobilisés qu'à hauteur de 51%, enregistrant ainsi une baisse de 91% par rapport à 2020.

Les recettes exceptionnelles ont été recouvrées à hauteur de 166% par rapport aux prévisions et passent de **20,97 milliards FCFA** en 2020 à **99,51 milliards FCFA** en 2021, soit un quadruplement en glissement annuel.

S'agissant des **produits financiers**, ils se sont bien comportés du fait notamment des dividendes enregistrés à la suite des conventions de dettes croisées signées avec certaines sociétés nationales.

Quant aux **dons projets (Hors PIC IV)**, ils représentent 3% des recettes du budget général de 2021. Ils ressortent à hauteur de 84,66 milliards. Il en résulte encore une baisse de 40,05 milliards en glissement annuel soit 32% en valeur relative.

Pour les **recettes des CST**, le montant recouvré est de **152,25 milliards FCFA** soit un taux d'exécution de 112% imputable pour l'essentiel aux recettes générées par le nouveau régime complémentaire du Fonds national de retraite (FNR) et aux efforts consentis pour le renforcement du suivi des cotisations des fonctionnaires du secteur parapublic.

III.2 Exécution des dépenses budgétaires

Les dépenses du budget sont ressorties à **4 000,45 milliards FCFA** à fin 2021 contre 3957 milliards FCFA en 2020, soit une hausse de 43,4 milliards FCFA en valeur absolue et 1% en valeur relative. Cette légère hausse est imputable aux dépenses de personnel, aux achats de biens et services et aux charges financières sur la dette publique, atténuée par la baisse constatée sur les transferts et les investissements.

Au titre des **autorisations d'engagement (AE)**, il convient de rappeler qu'elles ont été généralisées à toutes les natures de dépenses budgétaires à travers la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances pour couvrir, au plan budgétaire, tous les engagements juridiques de l'Etat. Pour l'année 2021, les autorisations d'engagement sur ressources internes sont consommées pour un montant de **3372,34 milliards FCFA** sur des prévisions d'un montant de **5278,47 milliards FCFA** ; soit un taux d'exécution de **64%**.

Tableau 3 Exécution des dépenses budgétaires par grandes catégories en crédits de paiement

Catégories	Crédits ouverts 2021	Paiements 2021	Paiements 2020	Taux Exécution %	Evolution Valeur	Evolution %
Intérêt de la Dette publique	309 000 000 000	306 355 345 820	288 290 600 302	99%	18 064 745 518	6%
Dépenses de personnel	896 000 000 000	915 578 287 877	831 289 875 845	102%	84 288 412 032	10%
Biens et services	583 875 798 898	426 067 380 626	339 017 193 412	73%	87 050 187 214	26%
Transferts courants	868 206 286 482	857 340 577 193	955 925 952 288	99%	-98 585 375 095	-10%
Investissement	927 305 802 995	691 622 365 996	713 265 758 362	75%	-21 643 392 366	-3%

Transferts en capital	749 770 040 602	679 738 178 132	706 286 685 967	91%	-26 548 507 835	-4%
CST	135 950 000 000	119 839 623 629	115 774 825 867	88%	4 064 797 762	4%
PIC IV	11 077 769 836	3 909 612 040	7 158 538 236	35%	-3 248 926 196	-45%
Total général	4 481 185 698 813	4 000 451 371 313	3 957 009 430 279	89%	43 441 941 034	1%

Pour ce qui concerne la dette publique, il convient de rappeler que seules les charges liées au paiement des intérêts sont budgétaires. Les montants payés s'élevaient à **306,35 milliards FCFA** dont **218,44 milliards FCFA** pour la dette extérieure et **87,91 milliards FCFA** pour la dette intérieure.

Concernant les dépenses de personnel, elles ont été exécutées à **102%**, soit un montant de **19,6 milliards FCFA** de plus par rapport aux prévisions. Cet écart par rapport aux prévisions se justifie principalement par l'augmentation des effectifs et la prise en charge d'indemnités.

En glissement annuel, la masse salariale a connu une hausse de **84,29 milliards FCFA** en valeur absolue et **10%** en valeur relative.

Ce niveau d'exécution s'explique par l'incidence financière des décrets pris en cours d'exercice. Il s'agit entre autres :

- du décret allouant une indemnité forfaitaire de transport à certaines catégories d'agents de l'Etat ;
- du décret élargissant le champ d'application de l'Indemnité de Représentation Médicale aux médecins vétérinaires civils ;
- du décret élargissant le champ d'application de l'indemnité forfaitaire de téléphone aux magistrats de la Cour des comptes.

Il s'y ajoute la prise en charge du personnel local des ambassades d'un montant de **9,56 milliards FCFA** et la prise en compte des avances Tabaski d'un montant de **15,6 milliards FCFA**.

S'agissant des autres dépenses courantes, elles ont été exécutées à hauteur de **88%** pour un montant de **1283,4 milliards FCFA**. En glissement annuel, les paiements ont connu une baisse de **11,53 milliards FCFA** en valeur absolue soit **1%** en valeur relative. Cette baisse est portée par les transferts courants qui ont diminué de **98,6 milliards FCFA**, baisse atténuée par la hausse des dépenses de biens et services du fait du reclassement de certaines dépenses de transferts courants. Le montant des autres dépenses courantes est détaillé comme suit :

- le fonctionnement des services : **426,07 milliards FCFA** et ;
- les transferts courants : **857,34 milliards FCFA**.

En ce qui concerne les dépenses d'investissements, elles ont été exécutées pour un montant de **1375,27 milliards FCFA** en 2021 contre **1426,71 milliards FCFA** en 2020, soit une baisse de **51,44 milliards FCFA** en valeur absolue et **4%** en valeur relative.

Les dépenses d'investissements sur **ressources internes** ont été exécutées pour un montant de **809,39 milliards FCFA** sur des crédits de la gestion de **912,24 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **89%**.

Les dépenses d'investissements sur **ressources externes** ont été exécutées à hauteur de **565,87 milliards FCFA** sur des prévisions de **775,92 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **73%**. Ces dépenses d'investissements intègrent celles réalisées sur le PIC IV (Coopération Luxembourg) d'un montant de **3,90 milliards** payées par le Trésor public.

Les dépenses d'investissement sur ressources extérieures se répartissent en emprunts pour **477,31 milliards FCFA (84%)** et en subventions pour **84,66 milliards FCFA (15%)** auxquelles il convient de rajouter les **3,9 milliards (1%)** du PIC IV payées par le Trésor public au courant de la gestion 2021.

Pour les **autorisations d'engagement** sur ressources internes du budget général, l'exécution se présente par catégorie de dépense comme suit :

- Amortissement et charge de la dette publique : 306,35 milliards FCFA ;
- Dépenses de personnel : 915,58 milliards FCFA ;
- Dépenses de fonctionnement : 431,09 milliards FCFA ;
- Transferts courants : 857,55 milliards FCFA ;
- Investissements exécutés par l'Etat : 182,02 milliards FCFA ;
- Transferts en capital : 679,738 milliards FCFA.

Relativement **aux dépenses des CST**, l'exécution est portée principalement par le compte d'affectation spéciale « Fonds national de Retraites (FNR) » pour un montant **de 116,02 milliards FCFA**. La situation des autres opérations des comptes spéciaux du Trésor se présente comme suit :

- Frais de contrôle des entreprises publiques : les dépenses se sont chiffrées à **414,747 millions FCFA** ;
- Caisse d'encouragement à la pêche et à ses industries annexes : les dépenses sont arrêtées à **1,171 milliard FCFA** ;
- Gestion des prêts et avances : les dépenses exécutées s'élèvent à **2,23 milliards FCFA**.

III.3 Evolution des principaux agrégats macroéconomiques

Globalement, **l'activité économique** est ressortie en hausse de 6,1% en 2021 contre 1,3% en 2020. Cette reprise est tirée par la forte progression de l'activité dans les secteurs secondaire (+10,9%) et tertiaire (+5,7%). En revanche, le secteur primaire s'est inscrit en retrait de 1,0% après une hausse de 15,9% en 2020.

En ce qui concerne la **pression fiscale**, elle est ressortie à **16,9%** du PIB en 2021 contre **16,7%** un an auparavant, soit une légère augmentation de 0,2 point de pourcentage.

Sur l'évolution des prix, **l'inflation**, mesurée par l'Indice national des prix à la consommation (INPC), est ressortie à 2,2% en 2021 contre 2,3% en 2020. En effet, cette progression s'explique par le renchérissement des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,9%), du transport (+2,3%), des « meubles, articles de ménages et entretiens courants du foyer » (+2,9%). Toutefois, l'inflation s'est maintenue en deçà du seuil communautaire de 3,0%, retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA. Les prix à la production, mesurés par le déflateur du PIB, ont cru de 2,4% en 2021 contre 1,5% un an plutôt.

Concernant la **situation monétaire** en 2021, elle a été marquée par une augmentation des avoirs extérieurs nets (+142,2 milliards FCFA), un accroissement des créances intérieures (+868,3 milliards FCFA) et une expansion de la masse monétaire (+1084,3 milliards FCFA).

IV ETABLISSEMENT DU RESULTAT DE L'ANNEE

Les résultats de l'exécution du budget de la gestion 2021 se présentent comme suit :

RECETTES ENCAISSEES	Montants	DEPENSES PAYEES	Montants	SOLDE
A BUDGET GENERAL				
A1 Opérations budgétaires dont le Trésor est comptable assignataires				
Recettes fiscales	2 511 404 859 943	Intérêts de la Dette publique	306 355 345 820	
Recettes non fiscales	111 153 960 548	Personnel	915 578 287 877	
Recettes exceptionnelles	99 510 004 608	Acquisitions biens et services	426 067 380 626	
Donc budgétaires hors PIC IV	12 090 187 725	Transferts courants	857 340 577 193	
Produits financiers	141 070 722 467	Investissement exécutés par l'Etat	129 656 559 097	
		Transfert en capital	679 738 178 132	
Total recettes internes	2 875 229 735 291	total dépenses internes	3 314 736 328 745	
Recette externes PIC IV	6 954 436 488	Investissement PIC IV	3 909 612 040	
Total A1	2 882 184 171 779	Total dépenses	3 318 645 940 785	- 436 461 769 006
A2 Opérations budgétaires sur ressources externes				
Dons projets et legs	84 657 648 413	Investissements projets sur dons	84 657 648 413	
		Investissements projets sur emprunts	477 308 158 486	
Total A2	84 657 648 413	Total investissements sur ressources externes	561 965 806 899	- 477 308 158 486
TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL	2 966 841 820 192	TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL	3 880 611 747 684	- 913 769 927 492
B COMPTES SPECIAUX				
RECETTES	152 247 461 422	DEPENSES	119 839 623 629	32 407 837 793
TOTAL GENERAL RECETTES	3 119 089 281 614	TOTAL GENERAL DEPENSES	4 000 451 371 313	- 881 362 089 699

V APPLICATION DU TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'ETAT

Le tableau de financement, composé des ressources et des charges de trésorerie, est présenté conformément aux dispositions de l'article 48 de la loi organique n°2020-07 comme suit :

Ressources de trésorerie		Charges de trésorerie		SOLDE
Emprunts projets	477 308 158 486	Amortissement de la dette	551 757 448 791	
Emprunts programmes	153 958 951 418	Rachat Eurobonds	211 442 451 153	
Autres emprunts	1 098 947 813 133	Déficit OPEX	31 155 857 914	
DTS	246 276 927 078	Participation financières	30 000 000 000	
Surplus financement reporté sur 2021	51 310 000 000	Financement déficit	881 362 089 699	
TOTAL ENTREE	2 027 801 850 115	TOTAL SORTIE	1 705 717 847 557	322 084 002 558

Telle est l'économie du présent projet de loi soumis à votre approbation.

EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

I. RESULTATS GENERAUX DE L'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES POUR L'ANNEE 2021

ARTICLE PREMIER

EXPOSE DES MOTIFS : Les montants définitifs des encaissements de recettes et des paiements de dépenses du budget de l'Etat sont arrêtés respectivement à **3 119 089 281 614 FCFA** et **4 000 451 371 313 FCFA**. Il se dégage un solde budgétaire global de **-881 362 089 699 FCFA**.

Le solde des opérations budgétaires définitives dont le Trésor est comptable assignataire, est arrêté à **-436 461 769 006 FCFA**. Le solde des opérations définitives dont le Trésor n'est pas comptable assignataire est arrêté à **- 477 308 158 486 FCFA**. Le solde des opérations de l'année des comptes spéciaux du Trésor est de **32 407 837 793 FCFA**.

Texte de l'article

Le montant définitif des recettes et des dépenses du budget de l'année 2021 est arrêté aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après :

RECETTES ENCAISSEES	Montants	DEPENSES PAYEES	Montants	SOLDE
A BUDGET GENERAL				
A1 Opérations budgétaires dont le Trésor est comptable assignataires				
Recettes fiscales	2 511 404 859 943	Intérêts de la Dette publique	306 355 345 820	
Recettes non fiscales	111 153 960 548	Personnel	915 578 287 877	
Recettes exceptionnelles	99 510 004 608	Acquisitions biens et services	426 067 380 626	
Donc budgétaires hors PIC IV	12 090 187 725	Transferts courants	857 340 577 193	
Produits financiers	141 070 722 467	Investissement exécutés par l'Etat	129 656 559 097	
		Transfert en capital	679 738 178 132	
Total recettes internes	2 875 229 735 291	total dépenses internes	3 314 736 328 745	
Recette externes PIC IV	6 954 436 488	Investissement PIC IV	3 909 612 040	
Total A1	2 882 184 171 779	Total dépenses	3 318 645 940 785	- 436 461 769 006
A2 Opérations budgétaires sur ressources externes				
Dons projets et legs	84 657 648 413	Investissements projets sur dons	84 657 648 413	
		Investissements projets sur emprunts	477 308 158 486	
Total A2	84 657 648 413	Total investissements sur ressources externes	561 965 806 899	- 477 308 158 486
TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL	2 966 841 820 192	TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL	3 880 611 747 684	- 913 769 927 492
B COMPTES SPECIAUX				
RECETTES	152 247 461 422	DEPENSES	119 839 623 629	32 407 837 793
TOTAL GENERAL RECETTES	3 119 089 281 614	TOTAL GENERAL DEPENSES	4 000 451 371 313	- 881 362 089 699

I.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général

ARTICLE 2

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet de fixer le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour 2021 conformément à l'article 48 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances.

Les recettes du budget général sont arrêtées à **2 966 841 820 192 FCFA**. Elles prennent en compte les dons projets et legs non assignés au Trésor qui s'élèvent à **84 657 648 413 FCFA**.

Texte de l'article :

*Le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour la gestion 2021 est arrêté à **2 966 841 820 192 FCFA** conformément à l'annexe n°1 du présent document.*

I.2 Arrêt des montants définitifs des crédits de paiements des programmes et dotations du budget général

ARTICLE 3

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet de constater les crédits de paiement consommés par programme et dotation.

Texte de l'article :

*Le montant des crédits de paiement consommés sur le budget général au titre de l'année 2021 est arrêté par programme et dotation à la somme de **3 880 611 747 684 FCFA** conformément à l'annexe n° II du présent document.*

I.3 Ratification des ajustements des crédits de paiements des programmes et dotations du budget général

ARTICLE 4

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet de procéder aux ajustements en régularisant les dépassements ou/et en annulant les crédits de paiement non consommés et non reportés. Les écarts de l'exécution par rapport aux prévisions par programme et catégorie de dépenses sont plus du fait des dépenses de personnel.

Texte de l'article :

Les crédits de paiement complémentaires, d'un montant de **347 676 973 213 FCFA** sont ouverts pour régulariser les dépassements sur la gestion 2021.

Il est procédé à l'annulation des crédits de paiement non consommés sur l'année 2021 et non reportés sur la gestion 2022 pour un montant de **559 897 361 877 FCFA** comme détaillé dans le tableau ci-après :

Libellés catégories	Disponible	Dépassement	Ajustement de la loi de règlement		
			Crédits de paiement reportés sur 2022	Annulation de CP non consommés et non reportés	Ouverture de CP complémentaires
Intérêt de la Dette publique	2 644 654 180			2 644 654 180	0
Dépenses de personnel	328 050 729 384	-347 629 017 261		328 050 729 384	347 629 017 261
Biens et services	157 816 423 538	-8 005 266		157 816 423 538	8 005 266
Transferts courants	10 865 709 289			10 865 709 289	0
Investissements exécutés par l'Etat	32 849 760 970	-39 950 686	3 270 055 032	29 579 705 938	39 950 686
Transferts en capital	70 031 862 470		43 844 944 968	26 186 917 502	0
Total hors PIC IV	602 259 139 831	-347 676 973 213	47 115 000 000	555 144 139 831	347 676 973 213
PIC IV	7 168 157 796		2 414 935 750	4 753 222 046	
Total général	609 427 297 627	-347 676 973 213	49 529 935 750	559 897 361 877	347 676 973 213

I.4 Arrêt des montants définitifs des autorisations d'engagement des programmes et dotations du budget général

ARTICLE 5

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet de constater les autorisations d'engagement consommées par programme et dotations sur ressources internes.

Texte de l'article :

Le montant des autorisations d'engagement consommées sur le budget général sur ressources internes au titre de l'année 2021 est arrêté par programme et dotation à la somme de **3 372 335 138 869 FCFA** conformément à l'annexe **n° III** de la présente loi.

I.5 Ratification des ajustements des autorisations d'engagement des programmes et dotations du budget général

ARTICLE 6

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet de procéder aux ajustements en régularisant les dépassements ou/et en annulant les autorisations d'engagement (AE) non consommées et non reportées.

Au titre de la gestion de 2021, des dépassements ont été constatés sur les autorisations d'engagement du budget général, pour les dépenses de personnel et dans une moindre mesure pour le fonctionnement du ministère des affaires étrangères.

Ils sont particulièrement élevés pour les programmes 1017 du ministère de l'Education nationale avec un dépassement de **287 811 690 648 FCFA** dû à des chapitres dont les crédits sont ouverts dans le programme « 2054 Enseignement élémentaire » et dont les dépenses sont supportées par le programme « 1017 : Pilotage, Coordination et Gestion administrative ».

Quant au dépassement de **9 982 710 FCFA** constaté au niveau du fonctionnement du ministère des Affaires Etrangères, il est lié aux autorisations d'exécution accordées au programme « 2003 : Gestion des Affaires consulaires et promotion des sénégalais de l'extérieur ». Cet engagement n'a pas fait l'objet de paiement.

Texte de l'article :

*Les autorisations d'engagement (AE) complémentaires, d'un montant de **347 638 999 971 FCFA** sont ouvertes pour régulariser les dépassements sur la gestion 2021.*

*Il est procédé à l'annulation des autorisations d'engagement non consommées sur l'année 2021 et non reportées sur la gestion 2022 pour un montant de **2 207 486 778 167 FCFA** comme détaillé dans le tableau ci-après :*

Catégorie	DISPONIBLES	DEPASSEMENTS	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT		
			AE REPORTEES SUR 2022	ANNULATIONS DES AE NON CONSOMMEES ET NON REPORTEES	OUVERTURES DES AE COMPLEMENTAIRES
Dettes publiques	2 644 654 180			2 644 654 180	-
Personnel	328 050 729 384	347 629 017 261		328 050 729 384	347 629 017 261
Biens et services	152 989 941 512	9 982 710		152 989 941 512	9 982 710
Transferts courants	10 908 209 289			10 908 209 289	-
Investissements	1 316 993 401 591		2 446 139 606	1 314 547 261 985	-
Transferts en capital	442 190 926 785		43 844 944 968	398 345 981 817	-
Total GEN	2 253 777 862 741	347 638 999 971	46 291 084 574	2 207 486 778 167	347 638 999 971

I.6 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du trésor

ARTICLE 7

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet d'arrêter les recettes des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2021 conformément à l'article 48 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances.

Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **152 247 461 422 FCFA** dont 95% imputable au Fonds national de Retraite et 3% au compte de prêt.

Texte de l'article :

« Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor, au titre de la gestion 2021, est arrêté à **152 247 461 422 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor ».

Catégories CST	Recettes encaissées 2020
Comptes d'affectation spéciale	147 658 080 411
Comptes de prêts	4 589 381 011

I.7 Arrêt des montants définitifs des crédits de paiements des programmes des comptes spéciaux du trésor

ARTICLE 8

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet de constater les crédits de paiement consommés des programmes des comptes spéciaux du Trésor.

Texte de l'article :

Le montant des crédits de paiements consommés sur les comptes spéciaux du Trésor est arrêté, au 31 décembre 2021, par programme à la somme de **119 839 623 629 FCFA**, conformément à l'annexe **n°V-1** du présent document.

I.8 Arrêt des montants définitifs des autorisations d'engagement des programmes des comptes spéciaux du trésor

ARTICLE 9

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet, de constater les montants des autorisations d'engagement des comptes spéciaux du Trésor, consommées par les engagements juridiques, intervenus au titre de la gestion 2021.

Texte de l'article : Le montant des autorisations d'engagement consommées sur les comptes spéciaux du Trésor est arrêté, au 31 décembre 2021, par programme à la somme de **119 839 623 629 FCFA**, conformément à l'annexe **n°V-2** de la présente loi.

I.9 Ratification des ajustements des crédits de paiements des programmes des comptes spéciaux du trésor

ARTICLE 10

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet de procéder aux ajustements en régularisant les dépassements ou/et en annulant les crédits de paiement non consommés des Comptes spéciaux du Trésor conformément au tableau ci-dessous. Le seul dépassement constaté est imputable au Fonds national de Retraite (FNR), dont les crédits n'ont pas été revus à hauteur des recettes encaissées.

<i>En FCFA</i>				AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
Nom Programme	Catégorie	DISPONIBLES	DEPASSEMENTS	ANNULATIONS DES AE NON CONSOMMEES ET NON REPORTEES	OUVERTURES DES AE COMPLEMENTAIRES
Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	4		4 274 323 904		4 274 323 904
Sous total 3005		-	4 274 323 904	-	4 274 323 904
Fonds de lutte contre les incendies	3	126 000 000		126 000 000	
Fonds de lutte contre les incendies	5	74 000 000		74 000 000	
Sous total 3003		200 000 000	-	200 000 000	-
Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	2	9 444 606		9 444 606	
Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	3	11 815 524		11 815 524	
Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	5	107 197 673		107 197 673	
Sous total 3004		128 457 803	-	128 457 803	-
Frais de contrôle des entreprises publiques	2	40 228 016		40 228 016	
Frais de contrôle des entreprises publiques	3	44 619 766		44 619 766	
Frais de contrôle des entreprises publiques	5	405 100		405 100	
Sous total 3001		85 252 882	-	85 252 882	-
Opérations à caractère industriel et commerciale	3	150 000 000		150 000 000	
Sous total 3002		150 000 000	-	150 000 000	-
Gestion des Prêts et Avances	5	19 320 989 590		19 320 989 590	
Sous total 3006		19 320 989 590	-	19 320 989 590	-
Gestion des Garanties et avals	5	500 000 000		500 000 000	
Sous total 3007		500 000 000	-	500 000 000	-
TOTAL GENERAL		20 384 700 275	4 274 323 904	20 384 700 275	4 274 323 904

Texte de l'article :

*Les crédits de paiement complémentaires d'un montant de **4 274 323 904 FCFA**, sont ouverts pour régulariser les dépassements sur comptes spéciaux du Trésor au titre de la gestion 2021.*

*Pour la gestion 2021, il est procédé à l'annulation des crédits de paiement non consommés des comptes spéciaux du Trésor d'un montant de **20 384 700 275 FCFA**.*

I.10 Fixation des soldes des comptes spéciaux du trésor

ARTICLE 11

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet d'arrêter les soldes des comptes spéciaux du Trésor au 31 décembre 2021. L'article 37 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 dispose que « *sauf dispositions contraires prévues par une loi de finances, le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté de droit sur l'exercice suivant* ». Or, l'article 7 de la loi de finances n°2020-33 du 22 décembre 2020 prévoit le report du solde de chaque compte d'affectation spécial, sauf pour le solde débiteur du Fonds national de Retraite (FNR).

Texte de l'article :

Les soldes des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent sur l'année 2022 sont arrêtés, à la date du 31 décembre 2021, aux sommes ci-après :

Compte spécial du Trésor	Recettes 31/12/2021	au	Dépenses 31/12/2021	au	Solde au 31/12/2021
Fonds national de retraite	145 145 533 335		116 024 323 904		29 121 209 431
Frais de contrôle des entreprises à participation publique	1 304 098 925		414 747 118		889 351 807
Caisse d'encouragement à la pêche	1 208 448 151		1 171 542 197		36 905 954
Prêts aux particuliers	4 589 381 011		2 229 010 410		2 360 370 601

I.11 APPLICATION DU TABLEAU DE FINANCEMENT

ARTICLE 12

EXPOSE DES MOTIFS : En application des dispositions de l'article 48 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, le projet de loi de règlement rend compte de la gestion de la trésorerie de l'Etat et de l'application du tableau de financement.

Texte de l'article :

Le tableau de financement pour la gestion 2021, composé des ressources et des charges de trésorerie, s'applique conformément aux lois et règlements en vigueur comme suit :

Ressources de trésorerie		Charges de trésorerie		SOLDE
Emprunts projets	477 308 158 486	Amortissement de la dette	551 757 448 791	
Emprunts programmes	153 958 951 418	Rachat Eurobonds	211 442 451 153	
Autres emprunts	1 098 947 813 133	Déficit OPEX	31 155 857 914	
DTS	246 276 927 078	Participation financières	30 000 000 000	
Surplus financement reporté sur 2021	51 310 000 000	Financement déficit	881 362 089 699	
TOTAL ENTREE	2 027 801 850 115	TOTAL SORTIE	1 705 717 847 557	322 084 002 558

II. RATIFICATION DES OUVERTURES DE CREDITS PAR DECRETS D'AVANCES

ARTICLE 13

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet de ratifier les ouvertures de crédits par décret d'avance conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020. Il s'agit des décrets n°2021-225 du 11 février 2021, n° 2021-418 du 31 mars 2021, n°2021-1570 du 24 novembre 2021 et n° 2021-1800 du 31 décembre 2021.

Le décret n°2021-1164 du 15 septembre 2021 est déjà ratifié dans la loi n°2021-37 du 22 novembre 2021 portant seconde loi de finances rectificative pour l'année 2021.

Texte de l'article :

« Sont ratifiés les crédits ouverts par les décrets n°2021-225 du 11 février 2021, n°2021-418 du 31 mars 2021, n°2021-1570 du 24 novembre 2021, n°2021-1800 du 31 décembre 2021 portant ouverture de crédits ».

III. ETABLISSEMENT ET AFFECTATION DES RESULTATS

III.1 ETABLISSEMENT DU RESULTAT DU BUDGET GENERAL

ARTICLE 14

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'établir le résultat budgétaire de la gestion 2021, au sens des dispositions de la loi organique n°2020-07 précitée.

Texte de l'article :

Le résultat du budget général pour l'année 2021 est définitivement arrêté comme suit :

- recettes : 2 966 841 820 192 FCFA ;
- dépenses : 3 880 611 747 684 FCFA ;
- **excédent des dépenses sur les recettes : 913 769 927 492 FCFA dont 436 461 769 006 FCFA assigné au Trésor public ».**

III.2 ETABLISSEMENT DU RESULTAT DES CST

ARTICLE 15

Le résultat des comptes spéciaux du Trésor pour l'exercice 2021 est définitivement arrêté comme suit :

- recettes: 152 247 461 422 FCFA ;
- dépenses: 119 839 623 629 FCFA ;
- **excédent des recettes sur les dépenses: 32 407 837 793 FCFA ».**

III. 3 PERTES ET PROFITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE**ARTICLE 16**

*Les pertes sur opérations de trésorerie pour la gestion 2021 sont définitivement arrêtées à **2 333 436 483 FCFA**.*

IV. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2021 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR**ARTICLE 17**

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article récapitule le compte de résultat de l'année et autorise son transfert au compte permanent des découverts du Trésor. La non production des états financiers prévus par la loi organiques n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, se justifie par la non effectivité de la mise en œuvre de la comptabilité patrimoniale.

Texte de l'article :

*« Le solde débiteur du budget général d'un montant de **913 769 927 492 FCFA**, dont **436 461 769 006 FCFA** assigné au Trésor public, est transféré en augmentation du débit du compte 98 résultat d'exécution des lois de finances.*

*Les pertes sur opérations de trésorerie d'un montant de **2 333 436 483 FCFA** sont transférées en augmentation du débit du compte 98 résultat d'exécution des lois de finances.*

Telle est l'économie du présent projet de loi de règlement pour l'année 2021.

PROJET DE LOI

I. RESULTATS GENERAUX DE L'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES POUR L'ANNEE 2021

ARTICLE PREMIER

Le montant définitif des recettes et des dépenses du budget de l'année 2021 est arrêté aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après :

RECETTES ENCAISSEES	Montants	DEPENSES PAYEES	Montants	SOLDE
A BUDGET GENERAL				
A1 Opérations budgétaires dont le Trésor est comptable assignataires				
Recettes fiscales	2 511 404 859 943	Intérêts de la Dette publique	306 355 345 820	
Recettes non fiscales	111 153 960 548	Personnel	915 578 287 877	
Recettes exceptionnelles	99 510 004 608	Acquisitions biens et services	426 067 380 626	
Donc budgétaires hors PIC IV	12 090 187 725	Transferts courants	857 340 577 193	
Produits financiers	141 070 722 467	Investissement exécutés par l'Etat	129 656 559 097	
		Transfert en capital	679 738 178 132	
Total recettes internes	2 875 229 735 291	total dépenses internes	3 314 736 328 745	
Recette externes PIC IV	6 954 436 488	Investissement PIC IV	3 909 612 040	
Total A1	2 882 184 171 779	Total dépenses	3 318 645 940 785	- 436 461 769 006
A2 Opérations budgétaires sur ressources externes				
Dons projets et legs	84 657 648 413	Investissements projets sur dons	84 657 648 413	
		Investissements projets sur emprunts	477 308 158 486	
Total A2	84 657 648 413	Total investissements sur ressources externes	561 965 806 899	- 477 308 158 486
TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL	2 966 841 820 192	TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL	3 880 611 747 684	- 913 769 927 492
B COMPTES SPECIAUX				
RECETTES	152 247 461 422	DEPENSES	119 839 623 629	32 407 837 793
TOTAL GENERAL RECETTES	3 119 089 281 614	TOTAL GENERAL DEPENSES	4 000 451 371 313	- 881 362 089 699

I.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général

ARTICLE 2

Le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour la gestion 2021 est arrêté à **2 966 841 820 192 FCFA** conformément à l'annexe n°1 du présent document.

I.2 Arrêt des montants définitifs des crédits de paiements des programmes et dotations du budget général

ARTICLE 3

Le montant des crédits de paiement consommés sur le budget général au titre de l'année 2021 est arrêté par programme et dotation à la somme de **3 880 611 747 684 FCFA** conformément à l'annexe n° II du présent document.

I.3 Ratification des ajustements des crédits de paiements des programmes et dotations du budget général

ARTICLE 4

Les crédits de paiement complémentaires, d'un montant de **347 676 973 213 FCFA** sont ouverts pour régulariser les dépassements sur la gestion 2021.

Il est procédé à l'annulation des crédits de paiement non consommés sur l'année 2021 et non reportés sur la gestion 2022 pour un montant de **559 897 361 877 FCFA** comme détaillé dans le tableau ci-après :

Libellés catégories	Disponible	Dépassement	Ajustement de la loi de règlement		
			Crédits de paiement reportés sur 2022	Annulation de CP non consommés et non reportés	Ouverture de CP complémentaires
Intérêt de la Dette publique	2 644 654 180			2 644 654 180	0
Dépenses de personnel	328 050 729 384	-347 629 017 261		328 050 729 384	347 629 017 261
Biens et services	157 816 423 538	-8 005 266		157 816 423 538	8 005 266
Transferts courants	10 865 709 289			10 865 709 289	0
Investissements exécutés par l'Etat	32 849 760 970	-39 950 686	3 270 055 032	29 579 705 938	39 950 686
Transferts en capital	70 031 862 470		43 844 944 968	26 186 917 502	0
Total hors PIC IV	602 259 139 831	-347 676 973 213	47 115 000 000	555 144 139 831	347 676 973 213
PIC IV	7 168 157 796		2 414 935 750	4 753 222 046	
Total général	609 427 297 627	-347 676 973 213	49 529 935 750	559 897 361 877	347 676 973 213

I.4 Arrêt des montants définitifs des autorisations d'engagement des programmes et dotations du budget général

ARTICLE 5

Le montant des autorisations d'engagement consommées sur le budget général sur ressources internes au titre de l'année 2021 est arrêté par programme et dotation à la somme de **3 372 335 138 869 FCFA** conformément à l'annexe n° III de la présente loi.

I.5 Ratification des ajustements des autorisations d'engagement des programmes et dotations du budget général

Les autorisations d'engagement (AE) complémentaires, d'un montant de **347 638 999 971 FCFA** sont ouvertes pour régulariser les dépassements sur la gestion 2021.

Il est procédé à l'annulation des autorisations d'engagement non consommées sur l'année 2021 et non reportées sur la gestion 2022 pour un montant de **2 207 486 778 167 FCFA** comme détaillé dans le tableau ci-après :

Catégorie	DISPONIBLES	DEPASSEMENTS	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT		
			AE REPORTEES SUR 2022	ANNULATIONS DES AE NON CONSOMMEES ET NON REPORTEES	OUVERTURES DES AE COMPLEMENTAIRES
Dette publique	2 644 654 180			2 644 654 180	-
Personnel	328 050 729 384	347 629 017 261		328 050 729 384	347 629 017 261
Biens et services	152 989 941 512	9 982 710		152 989 941 512	9 982 710
Transferts courants	10 908 209 289			10 908 209 289	-
Investissements	1 316 993 401 591		2 446 139 606	1 314 547 261 985	-
Transferts en capital	442 190 926 785		43 844 944 968	398 345 981 817	-
Total GEN	2 253 777 862 741	347 638 999 971	46 291 084 574	2 207 486 778 167	347 638 999 971

I.6 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du trésor

ARTICLE 7

Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor, au titre de la gestion 2021, est arrêté à **152 247 461 422 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.

Catégories CST	Recettes encaissées 2020
Comptes d'affectation spéciale	147 658 080 411
Comptes de prêts	4 589 381 011

I.7 Arrêt des montants définitifs des crédits de paiements des programmes des comptes spéciaux du trésor

ARTICLE 8

Le montant des crédits de paiements consommés sur les comptes spéciaux du Trésor est arrêté, au 31 décembre 2021, par programme à la somme de **119 839 623 629 FCFA**, conformément à l'annexe **n°V-1** du présent document.

I.8 Arrêt des montants définitifs des autorisations d'engagement des programmes des comptes spéciaux du trésor

ARTICLE 9

Le montant des autorisations d'engagement consommées sur les comptes spéciaux du Trésor est arrêté, au 31 décembre 2021, par programme à la somme de **119 839 623 629 FCFA**, conformément à l'annexe **n°V-2** de la présente loi.

I.9 Ratification des ajustements des crédits de paiements des programmes des comptes spéciaux du trésor

ARTICLE 10

Les crédits de paiement complémentaires d'un montant de **4 274 323 904 FCFA**, sont ouverts pour régulariser les dépassements sur comptes spéciaux du Trésor au titre de la gestion 2021.

Pour la gestion 2021, il est procédé à l'annulation des crédits de paiement non consommés des comptes spéciaux du Trésor d'un montant de **20 384 700 275 FCFA**.

I.10 Fixation des soldes des comptes spéciaux du trésor

ARTICLE 11

Les soldes des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent sur l'année 2022 sont arrêtés, à la date du 31 décembre 2021, aux sommes ci-après :

Compte spécial du Trésor	Recettes 31/12/2021	au	Dépenses 31/12/2021	au	Solde au 31/12/2021
Fonds national de retraite	145 145 533 335		116 024 323 904		29 121 209 431
Frais de contrôle des entreprises à participation publique	1 304 098 925		414 747 118		889 351 807
Caisse d'encouragement à la pêche	1 208 448 151		1 171 542 197		36 905 954
Prêts aux particuliers	4 589 381 011		2 229 010 410		2 360 370 601

I.11 APPLICATION DU TABLEAU DE FINANCEMENT

ARTICLE 12

Le tableau de financement pour la gestion 2021, composé des ressources et des charges de trésorerie, s'applique conformément aux lois et règlements en vigueur comme suit :

Ressources de trésorerie		Charges de trésorerie		SOLDE
Emprunts projets	477 308 158 486	Amortissement de la dette	551 757 448 791	
Emprunts programmes	153 958 951 418	Rachat Eurobonds	211 442 451 153	
Autres emprunts	1 098 947 813 133	Déficit OPEX	31 155 857 914	
DTS	246 276 927 078	Participation financières	30 000 000 000	
Surplus financement reporté sur 2021	51 310 000 000	Financement déficit	881 362 089 699	
TOTAL ENTREE	2 027 801 850 115	TOTAL SORTIE	1 705 717 847 557	322 084 002 558

II. RATIFICATION DES OUVERTURES DE CREDITS PAR DECRETS D'AVANCES

ARTICLE 13

Sont ratifiés les crédits ouverts par les décrets n°2021-225 du 11 février 2021, n°2021-418 du 31 mars 2021, n°2021-1570 du 24 novembre 2021, n°2021-1800 du 31 décembre 2021 portant ouverture de crédits.

III. ETABLISSEMENT ET AFFECTATION DES RESULTATS

III.1 ETABLISSEMENT DU RESULTAT DU BUDGET GENERAL

ARTICLE 14

Le résultat du budget général pour l'année 2021 est définitivement arrêté comme suit :

- *recettes : 2 966 841 820 192 FCFA ;*
- *dépenses : 3 880 611 747 684 FCFA ;*
- ***excédent des dépenses sur les recettes : 913 769 927 492 FCFA dont 436 461 769 006 FCFA assigné au Trésor public ».***

III.2 ETABLISSEMENT DU RESULTAT DES CST

ARTICLE 15

Le résultat des comptes spéciaux du Trésor pour l'exercice 2021 est définitivement arrêté comme suit :

- *recettes: 152 247 461 422 FCFA ;*
- *dépenses: 119 839 623 629 FCFA ;*
- ***excédent des recettes sur les dépenses: 32 407 837 793 FCFA ».***

III. 3 PERTES ET PROFITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE**ARTICLE 16**

*Les pertes sur opérations de trésorerie pour la gestion 2021 sont définitivement arrêtées à **2 333 436 483 FCFA**.*

IV. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2021 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR**ARTICLE 17**

*Le solde débiteur du budget général d'un montant de **913 769 927 492 FCFA**, dont **436 461 769 006 FCFA** assigné au Trésor public, est transféré en augmentation du débit du compte 98 résultat d'exécution des lois de finances.*

*Les pertes sur opérations de trésorerie d'un montant de **2 333 436 483 FCFA** sont transférées en augmentation du débit du compte 98 résultat d'exécution des lois de finances.*

Fait à Dakar, le

Par le Président de la République

Macky SALL

ANNEXES AU PROJET DE LOI

ANNEXE I : SITUATION D'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL

Nature de la recette	Total prévisions	Recouvrements
071 RECETTES FISCALES		
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	292 200 018 000	179 662 212 600
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	459 300 000 000	369 032 819 282
Total impôts sur revenu et sur salaires(711+712)	751 500 018 000	548 695 031 882
713 impôts sur le patrimoine	51 999 982 000	47 403 042 758
714 Autres impôts directs	0	1 075 480 296
TOTAL Impôts directs (711+ 712+ 713+ 714)	803 500 000 000	597 173 554 936
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	1 247 092 246 000	1 290 455 835 497
716 Droits d'enregistrement et taxes assimilées	123 200 000 000	101 772 675 323
717 Droits et taxes à l'importation	325 300 000 000	450 035 929 539
718 Droits et taxes à l'exportation	0	3 291 693
719 Autres recettes fiscales	192 257 754 000	71 963 572 955
Total impôts indirects (715+716+717+718+719)	1 887 850 000 000	1 914 231 305 007
071 TOTAL RECETTES FISCALES(711+715+716+717+719)	2 691 350 000 000	2 511 404 859 943
072 RECETTES NON FISCALES	0	
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	64 700 000 000	109 659 526 455
722 Droits et frais administratifs	0	1 146 340 344
723 Amendes et condamnations pécuniaires	0	218 001 457
729 Autres recettes non fiscales	9 800 000 000	130 092 292
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)	74 500 000 000	111 153 960 548
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	2 765 850 000 000	2 622 558 820 491
741 Dons budgétaires	37 678 164 039	19 044 624 213
742 Dons Projet	223 000 000 000	84 657 648 413
75 Recettes exceptionnelles	60 000 000 000	99 510 004 608
77 Produits financiers	47 000 000 000	141 070 722 467
Total Autres Recettes (74 - 75- 77)	367 678 164 039	344 282 999 701
TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL	3 133 528 164 039	2 966 841 820 192

ANNEXE II : SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DE PAIEMENT DU BUDGET GENERAL PAR DOTATION ET PROGRAMME

II-1 SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DE PAIEMENT DU BUDGET GENERAL PAR DOTATION ET PROGRAMME HORS PIC IV

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
10	0001	Dettes Publiques (Intérêts et commissions)	1	327 000 000 000	321 740 000 000	309 000 000 000			309 000 000 000	306 355 345 820
Total Dettes Publiques (Intérêts et commissions)				327 000 000 000	321 740 000 000	309 000 000 000	-	-	309 000 000 000	306 355 345 820
Total Dettes Publiques				327 000 000 000	321 740 000 000	309 000 000 000	-	-	309 000 000 000	306 355 345 820
21	0002	Présidence de la République	2	9 501 340 560	9 681 340 560	9 681 340 560			9 681 340 560	17 436 919 737
21	0002	Présidence de la République	3	8 386 034 000	7 238 521 940	6 717 067 473			6 717 067 473	5 822 649 418
21	0002	Présidence de la République	4	36 119 784 078	37 341 984 078	46 705 233 985		200 000 000	46 905 233 985	46 905 233 985
21	0002	Présidence de la République	5	600 000 000	110 000 000	-			-	-
21	0002	Présidence de la République	6	13 555 429 284	13 266 842 829	11 553 493 376	400 000 000	750 000 000	12 703 493 376	12 703 493 376
Total Présidence de la République				68 162 587 922	67 638 689 407	74 657 135 394	400 000 000	950 000 000	76 007 135 394	82 868 296 516
Total Présidence de la République				68 162 587 922	67 638 689 407	74 657 135 394	400 000 000	950 000 000	76 007 135 394	82 868 296 516
22	0003	Assemblée Nationale	4	16 495 015 137	16 095 015 137	16 269 315 137		35 000 000	16 304 315 137	16 304 315 137
22	0003	Assemblée Nationale	6	2 946 447 518	2 946 447 518	2 946 447 518			2 946 447 518	2 946 447 518
Total Assemblée Nationale				19 441 462 655	19 041 462 655	19 215 762 655	-	35 000 000	19 250 762 655	19 250 762 655
Total Assemblée Nationale				19 441 462 655	19 041 462 655	19 215 762 655	-	35 000 000	19 250 762 655	19 250 762 655
24	0005	Conseil Economique, Social et Environnemental	2	43 206 000	43 206 000	43 206 000			43 206 000	
24	0005	Conseil Economique, Social et Environnemental	4	7 211 040 284	7 141 040 284	7 141 040 284			7 141 040 284	7 141 040 284
24	0005	Conseil Economique, Social et Environnemental	6	330 000 000	-	-			-	-
Total Conseil Economique, Social et Environnemental				7 584 246 284	7 184 246 284	7 184 246 284	-	-	7 184 246 284	7 141 040 284
Total Conseil Economique Social et Environnemental				7 584 246 284	7 184 246 284	7 184 246 284	-	-	7 184 246 284	7 141 040 284

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
25	0006	Conseil Constitutionnel	2	540 122 400	540 122 400	540 122 400			540 122 400	572 650 858
25	0006	Conseil Constitutionnel	4	750 000 000	750 000 000	750 000 000			750 000 000	750 000 000
Total Conseil Constitutionnel				1 290 122 400	1 290 122 400	1 290 122 400	-	-	1 290 122 400	1 322 650 858
Total Conseil Constitutionnel				1 290 122 400	1 290 122 400	1 290 122 400	-	-	1 290 122 400	1 322 650 858
27	0007	Cour Suprême	2	1 014 240 000	1 014 240 000	1 014 240 000			1 014 240 000	1 032 204 442
27	0007	Cour Suprême	4	1 050 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000			1 050 000 000	1 050 000 000
Total Cour Suprême				2 064 240 000	2 064 240 000	2 064 240 000	-	-	2 064 240 000	2 082 204 442
Total Cour Suprême				2 064 240 000	2 064 240 000	2 064 240 000	-	-	2 064 240 000	2 082 204 442
28	0008	Cour des Comptes	2	1 560 614 920	1 560 614 920	1 560 614 920			1 560 614 920	1 849 334 307
28	0008	Cour des Comptes	4	4 363 453 695	4 163 453 695	4 163 453 695			4 163 453 695	4 163 453 695
28	0008	Cour des Comptes	6	1 899 157 543	1 899 157 543	1 899 157 543			1 899 157 543	1 899 157 543
Total Cour des Comptes				7 823 226 158	7 623 226 158	7 623 226 158	-	-	7 623 226 158	7 911 945 545
Total Cour des Comptes				7 823 226 158	7 623 226 158	7 623 226 158	-	-	7 623 226 158	7 911 945 545
29	0013	Conseil des Collectivités Territoriales	2	14 546 000	14 546 000	14 546 000			14 546 000	
29	0013	Conseil des Collectivités Territoriales	4	6 300 000 000	6 100 000 000	6 100 000 000			6 100 000 000	6 100 000 000
29	0013	Conseil des Collectivités Territoriales	6	3 300 000 000	3 300 000 000	3 300 000 000			3 300 000 000	3 300 000 000
Total Conseil des Collectivités Territoriales				9 614 546 000	9 414 546 000	9 414 546 000	-	-	9 414 546 000	9 400 000 000
Total Haut Conseil des Collectivités Territoriales				9 614 546 000	9 414 546 000	9 414 546 000	-	-	9 414 546 000	9 400 000 000
30	0009	Secrétariat général du Gouvernement	2	4 534 606 980	4 534 606 980	4 534 606 980			4 534 606 980	4 629 566 906
30	0009	Secrétariat général du Gouvernement	3	4 470 787 703	4 147 716 214	4 216 621 696			4 216 621 696	4 019 463 767
30	0009	Secrétariat général du Gouvernement	4	6 130 174 496	6 727 806 496	7 377 806 496		325 000 000	7 702 806 496	7 701 806 496
30	0009	Secrétariat général du Gouvernement	5	500 000 000	498 500 000	255 499 432		140 000 000	395 499 432	181 008 884

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
30	0009	Secrétariat général du Gouvernement	6	4 005 000 000	6 135 000 000	5 804 000 000	1 035 292 000	150 000 000	6 989 292 000	5 954 000 000
Total Secrétariat général du Gouvernement				19 640 569 179	22 043 629 690	22 188 534 604	1 035 292 000	615 000 000	23 838 826 604	22 485 846 053
Total Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)				19 640 569 179	22 043 629 690	22 188 534 604	1 035 292 000	615 000 000	23 838 826 604	22 485 846 053
31	1001	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	1 117 324 000	1 117 324 000	1 117 324 000			1 117 324 000	5 320 279 675
31	1001	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	11 151 920 182	10 196 481 607	10 129 527 097		470 000 000	10 599 527 097	9 020 977 406
31	1001	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	948 814 000	923 814 000	923 814 000		100 000 000	1 023 814 000	881 619 645
31	1001	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	700 000 000	378 253 560	83 698 336	14 999 924		98 698 260	107 959 180
31	1001	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	6	-	261 188 365	260 594 182			260 594 182	260 594 182
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				13 918 058 182	12 877 061 532	12 514 957 615	14 999 924	570 000 000	13 099 957 539	15 591 430 088
31	2001	Coopération bilatérale et multilatérale	2	24 549 628 876	24 549 628 876	24 549 628 876			24 549 628 876	22 517 026 737
31	2001	Coopération bilatérale et multilatérale	3	20 519 001 661	20 825 447 255	21 389 528 514			21 389 528 514	18 108 823 281
31	2001	Coopération bilatérale et multilatérale	4	2 476 549 950	2 476 549 950	3 640 730 950			3 640 730 950	2 823 090 919
31	2001	Coopération bilatérale et multilatérale	5	2 010 357 352	2 219 233 352	2 696 233 352			2 696 233 352	2 573 907 937
31	2001	Coopération bilatérale et multilatérale	6	600 000 000	818 000 000	818 000 000			818 000 000	525 000 000
Total Coopération bilatérale et multilatérale				50 155 537 839	50 888 859 433	53 094 121 692	-	-	53 094 121 692	46 547 848 874
31	2002	Promotion de la Diplomatie économique	2	42 473 000	42 473 000	42 473 000			42 473 000	35 028 542
31	2002	Promotion de la Diplomatie économique	3	183 369 364	62 346 142	61 662 780			61 662 780	-
Total Promotion de la Diplomatie économique				225 842 364	104 819 142	104 135 780	-	-	104 135 780	35 028 542

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
31	2003	Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	2	140 289 000	140 289 000	140 289 000			140 289 000	13 656 155 360
31	2003	Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	3	138 021 450	70 933 792	70 933 792			70 933 792	78 939 058
31	2003	Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	4	750 000 000	750 000 000	750 000 000			750 000 000	750 000 000
31	2003	Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	5	170 000 000	140 000 000	129 561 008	19 929 800		149 490 808	139 320 269
31	2003	Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	6	950 000 000	950 000 000	1 450 000 000			1 450 000 000	950 000 000
Total Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE				2 148 310 450	2 051 222 792	2 540 783 800	19 929 800	-	2 560 713 600	15 574 414 687
Total Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur				66 447 748 835	65 921 962 899	68 253 998 887	34 929 724	570 000 000	68 858 928 611	77 748 722 191
32	1002	Pilotage coordination et gestion administrative	2	2 913 915 210	2 913 915 210	2 913 915 210			2 913 915 210	1 591 310 701
32	1002	Pilotage coordination et gestion administrative	3	2 651 736 355	2 833 488 677	2 908 120 695			2 908 120 695	2 794 592 170
32	1002	Pilotage coordination et gestion administrative	4	3 500 000 000	3 510 000 000	3 820 900 000			3 820 900 000	3 819 682 900
32	1002	Pilotage coordination et gestion administrative	5	15 300 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000			1 650 000 000	1 650 000 000
32	1002	Pilotage coordination et gestion administrative	6	434 000 000	3 234 000 000	5 434 000 000		527 148 000	5 961 148 000	5 961 148 000
Total Pilotage coordination et gestion administrative				24 799 651 565	14 141 403 887	16 726 935 905	-	527 148 000	17 254 083 905	15 816 733 771
32	2005	Défense du territoire national	2	74 360 680 001	74 360 680 001	74 360 680 001			74 360 680 001	74 387 273 925
32	2005	Défense du territoire national	3	33 127 544 635	35 158 295 103	36 703 073 675			36 703 073 675	36 020 383 510
32	2005	Défense du territoire national	5	10 074 264 829	7 922 275 449	7 920 296 648	2 802 677 441		10 722 974 089	10 002 016 561
32	2005	Défense du territoire national	6	16 800 000 000	27 666 295 952	30 166 295 952	628 000 000	-	28 294 295 952	27 794 295 952
Total Défense du territoire national				134 362 489 465	145 107 546 505	149 150 346 276	3 430 677 441	- 2 500 000 000	150 081 023 717	148 203 969 948
32	2008	Sûreté publique et maintien de l'ordre	2	49 836 966 232	49 836 966 232	49 836 966 232			49 836 966 232	48 347 700 741

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
32	2008	Sûreté publique et maintien de l'ordre	3	14 906 316 812	18 000 422 288	18 550 719 751			18 550 719 751	18 546 398 441
32	2008	Sûreté publique et maintien de l'ordre	4	60 000 000	470 000 000	470 000 000			470 000 000	470 000 000
32	2008	Sûreté publique et maintien de l'ordre	5	6 851 800 000	7 011 655 000	6 011 365 000			6 011 365 000	6 011 365 000
32	2008	Sûreté publique et maintien de l'ordre	6	8 888 000 000	11 727 750 000	16 091 149 000		2 000 000 000	18 091 149 000	17 091 149 000
Total Sûreté publique et maintien de l'ordre				80 543 083 044	87 046 793 520	90 960 199 983	-	2 000 000 000	92 960 199 983	90 466 613 182
Total Ministère des Forces Armées				239 705 224 074	246 295 743 912	256 837 482 164	3 430 677 441	27 148 000	260 295 307 605	254 487 316 901
33	1003	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	919 016 000	919 016 000	919 016 000			919 016 000	437 370 413
33	1003	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	1 510 000 000	1 712 843 809	1 680 343 809		5 000 000	1 685 343 809	1 527 575 627
33	1003	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	1 252 000 000	1 244 447 460	674 633 984	202 552 428	569 448 880	1 446 635 292	763 951 442
33	1003	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	6	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000		100 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				4 681 016 000	4 876 307 269	4 273 993 793	202 552 428	674 448 880	5 150 995 101	3 828 897 482
33	2009	Sécurité publique	2	40 707 932 168	40 707 932 168	40 707 932 168			40 707 932 168	38 658 433 331
33	2009	Sécurité publique	3	7 600 000 000	8 152 662 688	8 187 655 278			8 187 655 278	8 157 111 943
33	2009	Sécurité publique	4	10 638 000 000	13 638 000 000	15 228 350 000			15 228 350 000	15 226 377 554
33	2009	Sécurité publique	5	2 600 000 000	2 577 788 655	2 947 278 474	24 418 146		2 971 696 620	1 952 732 148
33	2009	Sécurité publique	6	5 000 000 000	7 250 000 000	9 050 000 000	500 000 000	8 895 010 004	18 445 010 004	12 300 000 000
Total Sécurité publique				66 545 932 168	72 326 383 511	76 121 215 920	524 418 146	8 895 010 004	85 540 644 070	76 294 654 976
33	2010	Sécurité civile	2	22 417 241 971	22 417 241 971	22 417 241 971			22 417 241 971	20 324 128 908
33	2010	Sécurité civile	3	3 520 000 000	3 618 174 414	3 619 174 414			3 619 174 414	3 616 947 681
33	2010	Sécurité civile	4	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000			1 820 000 000	1 820 000 000
33	2010	Sécurité civile	5	1 400 000 000	2 236 030 744	2 233 740 501		22 505 456	2 256 245 957	2 156 245 957
33	2010	Sécurité civile	6	-	4 567 953 971	4 567 953 971		150 000 000	4 717 953 971	4 567 953 971

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
Total Sécurité civile				29 157 241 971	34 659 401 100	34 658 110 857	-	172 505 456	34 830 616 313	32 485 276 517
33	2011	Administration territoriale	2	4 683 842 000	4 683 842 000	4 683 842 000			4 683 842 000	28 621 884 635
33	2011	Administration territoriale	3	2 316 588 536	2 640 927 077	2 699 750 589			2 699 750 589	2 589 107 203
33	2011	Administration territoriale	4			4 542 602 182			4 542 602 182	4 542 602 182
33	2011	Administration territoriale	5	200 000 000	168 952 300	210 187 082	69 951 408	121 981 393	158 157 097	148 745 200
Total Administration territoriale				7 200 430 536	7 493 721 377	12 136 381 853	69 951 408	- 121 981 393	12 084 351 868	35 902 339 220
33	2012	Gouvernance électorale	2	173 716 000	173 716 000	173 716 000			173 716 000	165 121 289
33	2012	Gouvernance électorale	3	5 100 000 000	3 466 782 500	3 178 782 500		60 000 000	3 238 782 500	3 226 995 706
33	2012	Gouvernance électorale	4	2 294 000 000	2 294 000 000	2 294 000 000			2 294 000 000	2 294 000 000
33	2012	Gouvernance électorale	6	10 000 000 000	-	-			-	-
Total Gouvernance électorale				17 567 716 000	5 934 498 500	5 646 498 500	-	60 000 000	5 706 498 500	5 686 116 995
Total Ministère de l'Intérieur				125 152 336 675	125 290 311 757	132 836 200 923	796 921 982	9 679 982 947	143 313 105 852	154 197 285 190
34	1004	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	1 095 313 000	1 095 313 000	1 095 313 000			1 095 313 000	2 237 256 743
34	1004	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	1 002 279 400	780 901 483	868 794 281		175 000 000	1 043 794 281	931 404 113
34	1004	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	2 437 000 000	3 467 000 000	5 710 000 000			5 710 000 000	5 710 000 000
34	1004	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	103 587 578	71 082 477	81 869 552			81 869 552	81 869 552
34	1004	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	6	100 000 000	25 100 000 000	25 000 000 000			25 000 000 000	25 000 000 000
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				4 738 179 978	30 514 296 960	32 755 976 833	-	175 000 000	32 930 976 833	33 960 530 408
34	2014	Justice judiciaire	2	17 032 551 973	17 032 551 973	17 032 551 973			17 032 551 973	11 970 176 375
34	2014	Justice judiciaire	3	1 735 075 850	1 694 251 901	1 698 351 901			1 698 351 901	1 669 157 055
34	2014	Justice judiciaire	4	800 000 000	860 000 000	960 000 000			960 000 000	960 000 000
34	2014	Justice judiciaire	5	850 000 000	163 899 456	263 884 042	124 711 371		388 595 413	388 595 243
Total Justice judiciaire				20 417 627 823	19 750 703 330	19 954 787 916	124 711 371	-	20 079 499 287	14 987 928 673

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
34	2015	Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	2	1 212 356 000	1 212 356 000	1 212 356 000			1 212 356 000	973 198 870
34	2015	Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	3	1 116 571 120	1 116 432 634	1 116 432 634			1 116 432 634	1 100 962 944
34	2015	Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	5	375 000 000	139 024 146	254 024 146	52 976 568		307 000 714	282 350 737
Total Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant				2 703 927 120	2 467 812 780	2 582 812 780	52 976 568	-	2 635 789 348	2 356 512 551
34	2016	Administration pénitentiaire	2	7 538 999 000	7 538 999 000	7 538 999 000			7 538 999 000	8 341 888 883
34	2016	Administration pénitentiaire	3	5 745 000 000	5 580 695 995	5 580 695 995			5 580 695 995	5 558 873 334
34	2016	Administration pénitentiaire	4	150 000 000	316 000 000	316 000 000			316 000 000	316 000 000
34	2016	Administration pénitentiaire	5	3 925 000 000	4 809 725 616	4 808 945 616			4 808 945 616	4 808 944 933
34	2016	Administration pénitentiaire	6	100 000 000	100 000 000	100 000 000			100 000 000	100 000 000
Total Administration pénitentiaire				17 458 999 000	18 345 420 611	18 344 640 611	-	-	18 344 640 611	19 125 707 150
34	2100	Bonne gouvernance et Droits humains	2	188 226 000	188 226 000	188 226 000			188 226 000	29 366 054
34	2100	Bonne gouvernance et Droits humains	3	465 500 000	444 888 887	423 696 187			423 696 187	417 162 350
34	2100	Bonne gouvernance et Droits humains	4	155 000 000	155 000 000	155 000 000			155 000 000	155 000 000
34	2100	Bonne gouvernance et Droits humains	5	200 000 000	186 825 531	186 808 031			186 808 031	184 138 864
Total Bonne gouvernance et Droits humains				1 008 726 000	974 940 418	953 730 218	-	-	953 730 218	785 667 268
Total Ministère de la Justice				46 327 459 921	72 053 174 099	74 591 948 358	177 687 939	175 000 000	74 944 636 297	71 216 346 050
35	1005	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	497 701 000	497 701 000	497 701 000			497 701 000	4 833 664 093
35	1005	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	584 780 425	584 596 183	754 596 183		100 000 000	854 596 183	838 751 354
35	1005	Pilotage, Coordination et Gestion administrative				-			-	
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				1 082 481 425	1 082 297 183	1 252 297 183	-	100 000 000	1 352 297 183	5 672 415 447
35	2017	Fonction publique	2	1 142 400 643	1 142 400 643	1 142 400 643			1 142 400 643	965 570 740

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
35	2017	Fonction publique	3	663 184 000	662 848 718	632 848 718			632 848 718	558 957 284
35	2017	Fonction publique	4	535 000 000	535 000 000	500 000 000			500 000 000	500 000 000
35	2017	Fonction publique	5	727 000 000	515 139 600	511 891 201		57 829 000	454 062 201	484 751 967
Total Fonction publique				3 067 584 643	2 855 388 961	2 787 140 562	-	- 57 829 000	2 729 311 562	2 509 279 991
35	2018	Renouveau du service public	2	94 204 000	94 204 000	94 204 000			94 204 000	105 008 290
35	2018	Renouveau du service public	3	254 100 000	254 070 281	159 070 281			159 070 281	128 257 603
35	2018	Renouveau du service public	5	773 000 000	1 073 000 000	770 502 583			770 502 583	582 029 293
Total Renouveau du service public				1 121 304 000	1 421 274 281	1 023 776 864	-	-	1 023 776 864	815 295 186
Total Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public				5 271 370 068	5 358 960 425	5 063 214 609	-	42 171 000	5 105 385 609	8 996 990 624
37	1006	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	448 931 207	448 931 207	448 931 207			448 931 207	282 856 508
37	1006	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	475 112 000	540 662 166	745 662 166		15 000 000	760 662 166	742 656 948
37	1006	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4			150 000 000			150 000 000	150 000 000
37	1006	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000			1 000 000 000	994 082 928
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				1 924 043 207	1 989 593 373	2 344 593 373	-	15 000 000	2 359 593 373	2 169 596 384
37	2019	Gouvernance du marché du travail	2	882 932 000	882 932 000	882 932 000			882 932 000	504 451 643
37	2019	Gouvernance du marché du travail	3	784 450 000	1 054 441 956	800 569 463			800 569 463	738 419 343
37	2019	Gouvernance du marché du travail	4	950 000 000	950 000 000	750 000 000		200 000 000	950 000 000	900 000 000
Total Gouvernance du marché du travail				2 617 382 000	2 887 373 956	2 433 501 463	-	200 000 000	2 633 501 463	2 142 870 986
37	2107	Protection sociale des travailleurs	2	69 406 000	69 406 000	69 406 000			69 406 000	22 865 653
37	2107	Protection sociale des travailleurs	3	142 600 000	142 599 492	142 599 492			142 599 492	127 535 854
Total Protection sociale des travailleurs				212 006 000	212 005 492	212 005 492	-	-	212 005 492	150 401 507

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
Total Ministère du travail du dialogue sociale et des relations avec les Institutions				4 753 431 207	5 088 972 821	4 990 100 328	-	215 000 000	5 205 100 328	4 462 868 877
40	1008	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	717 101 792	717 101 792	717 101 792			717 101 792	17 279 856
40	1008	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	172 712 150	134 480 162	137 452 655			137 452 655	115 033 968
40	1008	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	258 747 040	242 000 000	241 961 400			241 961 400	172 190 003
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				1 148 560 982	1 093 581 954	1 096 515 847	-	-	1 096 515 847	304 503 827
40	2023	Pêche et Aquaculture	2	1 023 215 000	1 023 215 000	1 023 215 000			1 023 215 000	1 059 181 827
40	2023	Pêche et Aquaculture	3	352 594 728	329 350 887	329 350 887			329 350 887	321 933 900
40	2023	Pêche et Aquaculture	4	764 000 000	1 094 512 000	993 832 000		100 000 000	1 093 832 000	1 093 832 000
40	2023	Pêche et Aquaculture	5	5 240 000 000	2 499 174 551	1 085 901 468	254 152 782	47 678 959	1 292 375 291	666 231 025
40	2023	Pêche et Aquaculture	6	2 000 000 000	2 540 233 416	2 340 233 416			2 340 233 416	2 340 233 416
Total Pêche et Aquaculture				9 379 809 728	7 486 485 854	5 772 532 771	254 152 782	52 321 041	6 079 006 594	5 481 412 168
40	2024	Economie Maritime	2	22 032 000	22 032 000	22 032 000			22 032 000	25 642 692
40	2024	Economie Maritime	3	46 487 004	40 754 226	40 754 226			40 754 226	37 983 319
40	2024	Economie Maritime	4	7 409 537 612	7 359 537 612	7 509 537 612			7 509 537 612	7 509 537 612
40	2024	Economie Maritime	5	5 693 000 000	1 100 000 000	1 391 492 571			1 391 492 571	1 391 492 571
40	2024	Economie Maritime	6	4 081 000 000	5 131 000 000	5 247 714 345			5 247 714 345	5 247 714 345
Total Economie Maritime				17 252 056 616	13 653 323 838	14 211 530 754	-	-	14 211 530 754	14 212 370 539
Total Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime				27 780 427 326	22 233 391 646	21 080 579 372	254 152 782	52 321 041	21 387 053 195	19 998 286 534
41	1009	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	841 491 908	841 491 908	841 491 908			841 491 908	318 865 825
41	1009	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	685 477 590	685 326 306	725 326 306			725 326 306	681 983 700
41	1009	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	500 000 000	412 862 148	507 846 767		25 000 000	532 846 767	505 157 309
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				2 026 969 498	1 939 680 362	2 074 664 981	-	25 000 000	2 099 664 981	1 506 006 834

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
41	2027	Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	2	113 722 000	113 722 000	113 722 000			113 722 000	119 127 869
41	2027	Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	3	86 886 000	86 772 736	78 675 196			78 675 196	64 378 990
41	2027	Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	4	190 000 000	190 000 000	190 000 000			190 000 000	190 000 000
41	2027	Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	5	37 522 712 096	10 000 000	-			-	-
41	2027	Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	6	13 000 000 000	47 093 371 797	47 193 371 797	8 714 608 553	3 000 000 000	58 907 980 350	58 807 980 350
Total Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières				50 913 320 096	47 493 866 533	47 575 768 993	8 714 608 553	3 000 000 000	59 290 377 546	59 181 487 209
41	2028	Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	3	15 000 000	14 971 490	14 971 490			14 971 490	14 969 330
41	2028	Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	4	6 000 000 000	5 100 000 000	6 200 000 000			6 200 000 000	6 100 000 000
41	2028	Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	5	11 160 000 000	300 000 000	26 292 490			26 292 490	-
41	2028	Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	6	35 000 000 000	36 500 000 000	36 250 000 000		- 5 500 000 000	30 750 000 000	30 750 000 000
Total Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire				52 175 000 000	41 914 971 490	42 491 263 980	-	- 5 500 000 000	36 991 263 980	36 864 969 330
41	2029	Développement et modernisation des services de transport	2	219 919 000	219 919 000	219 919 000			219 919 000	217 180 025
41	2029	Développement et modernisation des services de transport	3	111 011 758	111 004 263	169 474 263			169 474 263	169 361 029
41	2029	Développement et modernisation des services de transport	4	9 400 000 000	5 900 000 000	9 850 000 000			9 850 000 000	9 750 000 000

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
41	2029	Développement et modernisation des services de transport	5	50 000 000	20 000 000	-			-	-
41	2029	Développement et modernisation des services de transport	6	5 975 181 793	5 300 000 000	4 584 000 000			4 584 000 000	4 584 000 000
Total Développement et modernisation des services de transport				15 756 112 551	11 550 923 263	14 823 393 263	-	-	14 823 393 263	14 720 541 054
Total Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement				120 871 402 145	102 899 441 648	106 965 091 217	8 714 608 553	- 2 475 000 000	113 204 699 770	112 273 004 427
42	1010	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	511 414 840	511 414 840	511 414 840			511 414 840	97 164 516
42	1010	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	874 000 000	542 281 439	475 781 439			475 781 439	388 237 927
42	1010	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	650 000 000	592 000 000	592 000 000			592 000 000	592 000 000
42	1010	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	355 000 000	305 000 000	247 898 442	11 991 160		259 889 602	178 725 760
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				2 390 414 840	1 950 696 279	1 827 094 721	11 991 160	-	1 839 085 881	1 256 128 203
42	2030	Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	2	58 275 000	58 275 000	58 275 000			58 275 000	55 971 146
42	2030	Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	3	50 000 000	140 848 455	78 859 155			78 859 155	67 268 060
42	2030	Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	4	7 282 000 000	7 210 000 000	8 210 000 000			8 210 000 000	7 610 000 000
42	2030	Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	5	7 542 100 000	12 464 189 914	2 965 802 421	18 155 480	169 457 463	3 153 415 364	786 808 625
42	2030	Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	6	-	2 700 000 000	1 250 000 000	1 408 957 200		2 658 957 200	2 408 957 200
Total Sécurisation de la base product et dével des infrast rural				14 932 375 000	22 573 313 369	12 562 936 576	1 427 112 680	169 457 463	14 159 506 719	10 929 005 031
42	2031	Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	2	1 387 801 200	1 387 801 200	1 387 801 200			1 387 801 200	1 388 159 444
42	2031	Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	3	649 962 474	610 463 093	610 463 093			610 463 093	567 657 719

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
42	2031	Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	4	51 075 000 000	51 075 000 000	49 311 562 278			49 311 562 278	49 311 562 278
42	2031	Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	5	6 443 700 000	5 036 612 148	967 037 044	519 479 473	- 109 182	1 486 407 335	565 798 333
42	2031	Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	6	10 321 000 000	10 246 775 000	10 394 822 648		10 915 502 836	21 310 325 484	21 310 325 484
Total Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles				69 877 463 674	68 356 651 441	62 671 686 263	519 479 473	10 915 393 654	74 106 559 390	73 143 503 258
42	2033	Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	2	283 870 840	283 870 840	283 870 840			283 870 840	164 789 692
42	2033	Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	3	136 611 194	131 092 787	157 092 787			157 092 787	130 598 046
42	2033	Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	4	8 050 897 000	7 872 252 000	7 922 252 000			7 922 252 000	7 922 249 800
Total Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons				8 471 379 034	8 287 215 627	8 363 215 627	-	-	8 363 215 627	8 217 637 538
Total Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural				95 671 632 548	101 167 876 716	85 424 933 187	1 958 583 313	11 084 851 117	98 468 367 617	93 546 274 030
43	1011	Pilotage, gestion et coordination du MFB	2	3 626 736 373	3 626 736 373	3 626 736 373			3 626 736 373	2 586 205 724
43	1011	Pilotage, gestion et coordination du MFB	3	4 133 969 953	3 976 537 576	3 778 687 576		35 380 000	3 814 067 576	3 274 439 392
43	1011	Pilotage, gestion et coordination du MFB	4	3 807 857 265	3 717 857 265	4 766 111 895		58 000 000	4 708 111 895	4 708 111 894
43	1011	Pilotage, gestion et coordination du MFB	5	1 384 365 059	1 867 132 810	1 054 232 769	29 641 432	27 654 671	1 111 528 872	983 084 992
43	1011	Pilotage, gestion et coordination du MFB	6	2 000 000 000	2 000 000 000	3 170 000 000		- 375 000 000	2 795 000 000	2 795 000 000
Total Pilotage, gestion et coordination du MFB				14 952 928 650	15 188 264 024	16 395 768 613	29 641 432	- 369 965 329	16 055 444 716	14 346 842 002
43	2032	Gestion ressources douanières et protection de l'économie	2	9 467 649 502	9 467 649 502	9 467 649 502			9 467 649 502	10 256 218 106
43	2032	Gestion ressources douanières et protection de l'économie	3	1 690 875 762	2 079 870 984	2 228 370 984			2 228 370 984	2 172 811 818

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
43	2032	Gestion ressources douanières et protection de l'économie	4	24 000 000	24 000 000	40 000 000			40 000 000	40 000 000
43	2032	Gestion ressources douanières et protection de l'économie	5	7 200 000 000	7 235 000 000	5 700 000 000		1 000 000 000	6 700 000 000	5 700 000 000
43	2032	Gestion ressources douanières et protection de l'économie	6	-	1 699 500 000	12 699 500 000	2 250 000 000	1 500 000 000	16 449 500 000	3 199 232 000
Total Gestion ressources douanières et protection de l'économie				18 382 525 264	20 506 020 486	30 135 520 486	2 250 000 000	2 500 000 000	34 885 520 486	21 368 261 924
43	2035	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	2	2 324 212 616	2 324 212 616	2 324 212 616			2 324 212 616	2 940 557 276
43	2035	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	3	3 174 890 640	3 441 248 579	3 490 330 691		65 000 000	3 555 330 691	3 389 029 687
43	2035	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	4	742 400 000	14 631 969 070	63 202 969 070		3 500 000 000	66 702 969 070	63 702 969 070
43	2035	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	5	2 395 724 257	2 930 645 090	2 686 546 417	21 792 299	26 000 000	2 734 338 716	2 391 539 396
43	2035	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	6	36 633 358 711	47 778 637 275	120 402 324 424		6 253 502 251	126 655 826 675	126 655 826 675
Total Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution				45 270 586 224	71 106 712 630	192 106 383 218	21 792 299	9 844 502 251	201 972 677 768	199 079 922 104
43	2036	Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	2	3 948 287 520	3 948 287 520	3 948 287 520			3 948 287 520	4 054 843 047
43	2036	Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	3	1 910 676 748	1 647 272 374	1 680 385 899		19 883 100	1 700 268 999	1 611 854 340
43	2036	Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	4	20 000 000	20 000 000	20 000 000			20 000 000	20 000 000
43	2036	Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	5	2 142 905 931	1 972 905 931	1 241 896 879	229 771 400		1 471 668 279	1 023 367 651
Total Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics				8 021 870 199	7 588 465 825	6 890 570 298	229 771 400	19 883 100	7 140 224 798	6 710 065 038
43	2037	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	2	5 474 771 455	5 474 771 455	5 474 771 455			5 474 771 455	5 663 986 579
43	2037	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	3	1 564 306 842	1 398 907 178	1 548 969 398		12 000 000	1 560 969 398	1 529 981 037
43	2037	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	4	28 770 000	28 770 000	51 770 000			51 770 000	51 770 000

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
43	2037	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	5	4 313 354 370	5 216 824 224	3 993 247 921		52 000 000	4 045 247 921	3 946 781 507
43	2037	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	6	4 000 000 000	5 620 241 470	10 614 241 470			10 614 241 470	10 614 241 470
Total Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier				15 381 202 667	17 739 514 327	21 683 000 244	-	64 000 000	21 747 000 244	21 806 760 593
43	2038	Gestion du secteur financier	2	269 611 000	269 611 000	269 611 000			269 611 000	247 122 871
43	2038	Gestion du secteur financier	3	636 700 000	600 895 480	600 895 480			600 895 480	591 776 127
43	2038	Gestion du secteur financier	4	1 383 119 000	1 383 119 000	1 383 119 000			1 383 119 000	1 383 119 000
43	2038	Gestion du secteur financier	5	257 719 615	204 618 455	204 618 455	279 714 870		484 333 325	418 648 775
43	2038	Gestion du secteur financier	6	750 000 000	750 000 000	900 000 000			900 000 000	900 000 000
Total Gestion du secteur financier				3 297 149 615	3 208 243 935	3 358 243 935	279 714 870	-	3 637 958 805	3 540 666 773
Total Ministère des Finances et du Budget				105 306 262 619	135 337 221 227	270 569 486 794	2 810 920 001	12 058 420 022	285 438 826 817	266 852 518 434
44	1012	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	409 892 163	409 892 163	409 892 163			409 892 163	57 405 927
44	1012	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	401 000 290	333 680 854	331 680 854			331 680 854	320 763 961
44	1012	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	300 000 000	471 603 018	671 603 018		155 000 000	826 603 018	826 603 018
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				1 110 892 453	1 215 176 035	1 413 176 035	-	155 000 000	1 568 176 035	1 204 772 906
44	2039	Electrification rurale et Energies renouvelables	3	26 496 131	17 243 179	17 243 179			17 243 179	16 359 954
44	2039	Electrification rurale et Energies renouvelables	4	2 800 000 000	2 550 000 000	2 550 000 000			2 550 000 000	2 550 000 000
44	2039	Electrification rurale et Energies renouvelables	5	5 397 500 000	2 162 071 436	875 410 232	299 720	630 304 751	1 506 014 703	803 739 406
44	2039	Electrification rurale et Energies renouvelables	6	2 720 000 000	4 648 760 000	7 853 760 000	1 075 000 000		8 928 760 000	1 311 250 000
Total Electrification rurale et Energies renouvelables				10 943 996 131	9 378 074 615	11 296 413 411	1 075 299 720	630 304 751	13 002 017 882	4 681 349 360
44	2040	Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	2	34 741 280	34 741 280	34 741 280			34 741 280	28 325 614

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
44	2040	Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	3	32 949 654	25 734 789	25 734 789			25 734 789	24 223 099
44	2040	Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	4	46 715 681 000	85 765 681 000	92 956 831 325		- 34 922 000 000	58 034 831 325	58 034 831 325
44	2040	Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	5	700 000 000	471 527 494	442 318 259			442 318 259	323 810 432
44	2040	Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	6			-			-	
Total Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles				47 483 371 934	86 297 684 563	93 459 625 653	-	- 34 922 000 000	58 537 625 653	58 411 190 470
44	2120	Optimisation du système d'offre d'électricité	2	58 254 440	58 254 440	58 254 440			58 254 440	35 064 649
44	2120	Optimisation du système d'offre d'électricité	3	31 699 848	24 209 205	24 209 205			24 209 205	20 687 291
44	2120	Optimisation du système d'offre d'électricité	4	1 050 000 000	950 000 000	950 000 000			950 000 000	950 000 000
44	2120	Optimisation du système d'offre d'électricité	5	7 225 000 000	2 120 497 200	222 468 427		- 52 000 000	170 468 427	122 735 182
44	2120	Optimisation du système d'offre d'électricité	6	1 000 000 000	1 000 000 000	-			-	-
Total Optimisation du système d'offre d'électricité				9 364 954 288	4 152 960 845	1 254 932 072	-	- 52 000 000	1 202 932 072	1 128 487 122
Total Ministère du Pétrole et des Energies				68 903 214 806	101 043 896 058	107 424 147 171	1 075 299 720	- 34 188 695 249	74 310 751 642	65 425 799 858
45	1013	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	607 218 309	607 218 309	607 218 309			607 218 309	14 447 199
45	1013	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	259 831 105	205 601 287	205 601 287			205 601 287	204 828 731
45	1013	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	470 818 000	820 818 000	820 818 000			820 818 000	820 818 000
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				1 337 867 414	1 633 637 596	1 633 637 596	-	-	1 633 637 596	1 040 093 930

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
45	2041	Développement du marché intérieur et de la consommation	2	1 109 729 000	1 109 729 000	1 109 729 000			1 109 729 000	934 650 896
45	2041	Développement du marché intérieur et de la consommation	3	252 587 983	247 012 972	247 012 972			247 012 972	235 600 950
45	2041	Développement du marché intérieur et de la consommation	4	895 600 000	1 370 600 000	1 670 600 000			1 670 600 000	1 670 600 000
45	2041	Développement du marché intérieur et de la consommation	5	5 443 000 000	2 747 665 634	953 574 277			953 574 277	840 454 213
45	2041	Développement du marché intérieur et de la consommation	6	2 055 000 000	2 242 500 000	2 442 500 000	500 000 000		2 942 500 000	2 887 500 000
Total Développement du marché intérieur et de la consommation				9 755 916 983	7 717 507 606	6 423 416 249	500 000 000	-	6 923 416 249	6 568 806 059
45	2042	Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	2	252 437 000	252 437 000	252 437 000			252 437 000	223 820 083
45	2042	Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	3	123 300 010	107 351 009	107 351 009			107 351 009	104 968 665
45	2042	Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	4	950 000 000	950 000 000	1 650 000 000			1 650 000 000	1 650 000 000
45	2042	Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	5	16 550 000	70 881 000	70 841 798	1 859 680		72 701 478	61 640 942
Total Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in				1 342 287 010	1 380 669 009	2 080 629 807	1 859 680	-	2 082 489 487	2 040 429 690
45	2043	Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	2	70 673 000	70 673 000	70 673 000			70 673 000	63 226 976
45	2043	Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	3	223 333 333	180 109 887	285 109 887			285 109 887	279 783 149
45	2043	Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	4	1 400 000 000	1 299 331 130	1 299 331 130			1 299 331 130	1 299 331 130
45	2043	Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	5						-	

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
45	2043	Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	6	1 050 000 000	800 000 000	800 000 000			800 000 000	800 000 000
Total Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI				2 744 006 333	2 350 114 017	2 455 114 017	-	-	2 455 114 017	2 442 341 255
45	2044	Promotion et valorisation des produits locaux	4	222 194 000	222 194 000	222 194 000		50 000 000	272 194 000	272 194 000
45	2044	Promotion et valorisation des produits locaux	5	300 000 000	100 000 000	100 000 000			100 000 000	-
45	2044	Promotion et valorisation des produits locaux	6	200 000 000	200 000 000	200 000 000			200 000 000	200 000 000
Total Promotion et valorisation des produits locaux				722 194 000	522 194 000	522 194 000	-	50 000 000	572 194 000	472 194 000
Total Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises				15 902 271 740	13 604 122 228	13 114 991 669	501 859 680	50 000 000	13 666 851 349	12 563 864 934
46	1014	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	790 525 322	790 525 322	790 525 322			790 525 322	516 509 344
46	1014	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	940 916 765	1 088 469 972	1 088 469 972			1 088 469 972	1 074 255 348
46	1014	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	855 000 000	1 058 602 774	1 162 875 981		- 39 512 595	1 123 363 386	951 625 643
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				2 586 442 087	2 937 598 068	3 041 871 275	-	- 39 512 595	3 002 358 680	2 542 390 335
46	2045	Aménagement et développement urbain	2	203 413 000	203 413 000	203 413 000			203 413 000	300 294 057
46	2045	Aménagement et développement urbain	3	256 000 000	202 911 817	202 911 817			202 911 817	121 233 387
46	2045	Aménagement et développement urbain	4	300 000 000	338 000 000	338 000 000			338 000 000	338 000 000
46	2045	Aménagement et développement urbain	5	2 050 000 000	1 826 680 293	1 369 543 397		- 62 342 044	1 307 201 353	906 773 650
46	2045	Aménagement et développement urbain	6	15 045 000 000	6 400 000 000	5 825 000 000	500 000 000	250 000 000	6 575 000 000	6 275 000 000
Total Aménagement et développement urbain				17 854 413 000	8 971 005 110	7 938 868 214	500 000 000	187 657 956	8 626 526 170	7 941 301 094

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
46	2046	Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	2	161 310 000	161 310 000	161 310 000			161 310 000	147 597 380
46	2046	Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	3	349 228 423	349 723 845	349 723 845			349 723 845	338 210 173
46	2046	Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	4	17 450 000 000	11 683 000 000	16 017 000 000		465 000 000	16 482 000 000	16 482 000 000
46	2046	Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	5	1 970 000 000	1 943 402 748	1 770 340 025	14 986 000		1 785 326 025	1 597 560 848
46	2046	Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	6	15 296 004 161	12 000 000 000	7 175 000 000		3 207 000 000	10 382 000 000	7 225 000 000
Total Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub				35 226 542 584	26 137 436 593	25 473 373 870	14 986 000	3 672 000 000	29 160 359 870	25 790 368 401
46	2047	Cadre de vie	2	198 897 000	198 897 000	198 897 000			198 897 000	169 795 358
46	2047	Cadre de vie	3	388 743 141	387 234 704	432 266 654			432 266 654	425 034 026
46	2047	Cadre de vie	4	15 000 000 000	19 930 000 000	19 930 000 000			19 930 000 000	19 930 000 000
46	2047	Cadre de vie	5	7 943 324 110	7 443 324 110	4 607 423 934		221 692 000	4 829 115 934	3 452 126 015
46	2047	Cadre de vie	6	250 000 000	250 000 000	4 850 000 000	625 844 351	2 985 000 000	8 460 844 351	7 610 844 351
Total Cadre de vie				23 780 964 251	28 209 455 814	30 018 587 588	625 844 351	3 206 692 000	33 851 123 939	31 587 799 750
Total Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique				79 448 361 922	66 255 495 585	66 472 700 947	1 140 830 351	7 026 837 361	74 640 368 659	67 861 859 580
47	1015	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	313 062 285	313 062 285	313 062 285			313 062 285	666 940
47	1015	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	406 020 998	405 320 922	405 320 922			405 320 922	390 655 699
47	1015	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	40 000 000	40 000 000	240 000 000			240 000 000	240 000 000
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				759 083 283	758 383 207	958 383 207	-	-	958 383 207	631 322 639
47	2049	compétitivité de l'industrie sénégalaise	2	81 522 000	81 522 000	81 522 000			81 522 000	103 785 800

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
47	2049	compétitivité de l'industrie sénégalaise	3	36 350 000	36 343 518	36 343 518			36 343 518	31 840 404
47	2049	compétitivité de l'industrie sénégalaise	4	2 663 380 000	3 263 380 000	4 063 380 000			4 063 380 000	4 063 380 000
47	2049	compétitivité de l'industrie sénégalaise	5	100 000 000	800 000 000	700 000 000			700 000 000	700 000 000
47	2049	compétitivité de l'industrie sénégalaise	6	2 070 000 000	2 020 000 000	1 450 000 000		150 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000
Total compétitivité de l'industrie sénégalaise				4 951 252 000	6 201 245 518	6 331 245 518	-	150 000 000	6 481 245 518	6 499 006 204
Total Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie				5 710 335 283	6 959 628 725	7 289 628 725	-	150 000 000	7 439 628 725	7 130 328 843
49	1016	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	541 187 149	541 187 149	541 187 149			541 187 149	44 513 014
49	1016	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	257 002 120	167 801 079	204 245 979			204 245 979	202 957 071
49	1016	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	225 000 000	202 980 900	202 951 724			202 951 724	199 903 715
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				1 023 189 269	911 969 128	948 384 852	-	-	948 384 852	447 373 800
49	2050	Développement de l'Offre touristique	2	106 195 000	106 195 000	106 195 000			106 195 000	124 653 554
49	2050	Développement de l'Offre touristique	3	139 075 000	113 740 672	113 740 672			113 740 672	112 227 506
49	2050	Développement de l'Offre touristique	4	2 417 500 000	2 345 500 000	2 485 307 666		50 000 000	2 535 307 666	2 535 307 666
49	2050	Développement de l'Offre touristique	5	765 000 000	701 075 244	698 952 623			698 952 623	566 077 549
49	2050	Développement de l'Offre touristique	6	5 200 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000			7 700 000 000	7 700 000 000
Total Développement de l'Offre touristique				8 627 770 000	10 966 510 916	11 104 195 961	-	50 000 000	11 154 195 961	11 038 266 275
49	2051	développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	2	5 813 000	5 813 000	5 813 000			5 813 000	11 295 124
49	2051	développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	3	22 400 000	12 807 257	12 807 257			12 807 257	11 806 560

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
49	2051	développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	4	857 500 000	727 500 000	727 500 000			727 500 000	727 500 000
49	2051	développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	5	400 000 000	100 000 000	-			-	-
49	2051	développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	6	6 524 000 000	6 624 000 000	6 524 000 000			6 524 000 000	6 524 000 000
Total développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer				7 809 713 000	7 470 120 257	7 270 120 257	-	-	7 270 120 257	7 274 601 684
49	2052	Développement des infrastructures aéroportuaires	2	17 202 000	17 202 000	17 202 000			17 202 000	
49	2052	Développement des infrastructures aéroportuaires	3	22 800 000	14 796 786	14 796 786			14 796 786	14 793 286
49	2052	Développement des infrastructures aéroportuaires	4	3 242 000 000	3 892 000 000	2 521 000 000			2 521 000 000	2 521 000 000
49	2052	Développement des infrastructures aéroportuaires	5	2 400 000 000	1 271 174 500	133 196 758			133 196 758	133 196 296
49	2052	Développement des infrastructures aéroportuaires	6	6 475 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000	262 500 000		2 212 500 000	2 212 500 000
Total Développement des infrastructures aéroportuaires				12 157 002 000	7 145 173 286	4 636 195 544	262 500 000	-	4 898 695 544	4 881 489 582
Total Ministère du Tourisme et des transports aériens				29 617 674 269	26 493 773 587	23 958 896 614	262 500 000	50 000 000	24 271 396 614	23 641 731 341
50	1017	Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	2	68 293 391 952	68 293 391 952	68 293 391 952			68 293 391 952	356 105 082 600
50	1017	Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	3	17 235 062 580	18 440 658 510	19 450 658 510		109 845 712	19 560 504 222	19 358 632 204
50	1017	Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	4	1 657 572 000	2 157 572 000	2 157 572 000			2 157 572 000	2 150 071 334
50	1017	Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	5	1 276 206 513	1 236 206 513	1 225 984 683			1 225 984 683	1 180 170 434
Total Pilotage ministériel, gestion et coordination admi				88 462 233 045	90 127 828 975	91 127 607 145	-	109 845 712	91 237 452 857	378 793 956 572
50	2053	Education préscolaire	2	6 270 070 000	6 270 070 000	6 270 070 000			6 270 070 000	81 972 244
50	2053	Education préscolaire	3	187 645 300	176 785 909	176 785 909			176 785 909	128 545 396
50	2053	Education préscolaire	4	139 252 000	139 252 000	139 252 000			139 252 000	139 252 000

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
Total Education préscolaire				6 596 967 300	6 586 107 909	6 586 107 909	-	-	6 586 107 909	349 769 640
50	2054	Enseignement Elémentaire	2	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984			210 244 670 984	33 112 716 437
50	2054	Enseignement Elémentaire	3	28 575 084 982	31 699 989 372	34 647 169 252		1 342 265 985	35 989 435 237	34 379 159 790
50	2054	Enseignement Elémentaire	4	5 861 000 000	14 611 000 000	14 611 000 000		5 000 000 000	9 611 000 000	9 611 000 000
50	2054	Enseignement Elémentaire	5	2 783 666 721	4 395 666 721	4 995 100 458	284 036 462	136 415 000	5 142 721 920	3 005 970 916
50	2054	Enseignement Elémentaire	6	302 000 000	302 000 000	302 000 000	300 000 000		602 000 000	602 000 000
Total Enseignement Elémentaire				247 766 422 687	261 253 327 077	264 799 940 694	584 036 462	- 3 794 149 015	261 589 828 141	80 710 847 143
50	2055	Enseignement Moyen général	2	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520			100 153 024 520	12 443 150 288
50	2055	Enseignement Moyen général	3	2 679 907 380	2 673 063 342	2 673 063 342			2 673 063 342	1 674 771 834
50	2055	Enseignement Moyen général	5	2 527 128 990	2 427 128 990	1 456 602 228	661 299 133	16 304 560	2 134 205 921	1 745 479 172
Total Enseignement Moyen général				105 360 060 890	105 253 216 852	104 282 690 090	661 299 133	16 304 560	104 960 293 783	15 863 401 294
50	2056	Enseignement secondaire général	2	73 111 606 000	73 111 606 000	73 111 606 000			73 111 606 000	54 899 013 675
50	2056	Enseignement secondaire général	3	1 873 570 000	1 748 636 843	1 763 636 843			1 763 636 843	1 498 276 253
50	2056	Enseignement secondaire général	4	596 700 000	596 700 000	593 051 000			593 051 000	593 051 000
50	2056	Enseignement secondaire général	5	1 706 000 000	1 706 000 000	1 706 000 000	606 282 535	230 497 243	2 081 785 292	1 548 951 857
Total Enseignement secondaire général				77 287 876 000	77 162 942 843	77 174 293 843	606 282 535	- 230 497 243	77 550 079 135	58 539 292 785
50	2057	Education de base des jeunes et adultes	2	86 096 000	86 096 000	86 096 000			86 096 000	10 895 805
50	2057	Education de base des jeunes et adultes	3	641 414 000	288 201 333	288 201 333			288 201 333	269 243 173
50	2057	Education de base des jeunes et adultes	4	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000			1 000 000 000	1 000 000 000
50	2057	Education de base des jeunes et adultes	5	266 086 080	266 086 080	266 086 080			266 086 080	132 578 192
Total Education de base des jeunes et adultes				1 993 596 080	1 640 383 413	1 640 383 413	-	-	1 640 383 413	1 412 717 170

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
Total Ministère de l'Education Nationale				527 467 156 002	542 023 807 069	545 611 023 094	1 851 618 130	- 3 898 495 986	543 564 145 238	535 669 984 604
52	1018	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	714 741 135	714 741 135	714 741 135			714 741 135	349 946 213
52	1018	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	450 190 400	650 131 628	679 131 628			679 131 628	634 743 431
52	1018	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	260 000 000	1 360 000 000	1 790 000 000		1 300 000 000	3 090 000 000	3 090 000 000
52	1018	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	100 000 000	100 000 000	76 614 770			76 614 770	76 454 768
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				1 524 931 535	2 824 872 763	3 260 487 533	-	1 300 000 000	4 560 487 533	4 151 144 412
52	2058	Développement des ressources humaines et de la formation	2	66 596 780	66 596 780	66 596 780			66 596 780	73 218 460
52	2058	Développement des ressources humaines et de la formation	3	151 650 000	144 379 651	144 379 651			144 379 651	122 451 323
52	2058	Développement des ressources humaines et de la formation	4	60 000 000	60 000 000	35 521 500			35 521 500	35 521 500
52	2058	Développement des ressources humaines et de la formation	5	570 000 000	352 325 000	351 637 400			351 637 400	61 537 400
Total Développement des ressources humaines et de la formation				848 246 780	623 301 431	598 135 331	-	-	598 135 331	292 728 683
52	2059	Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	2	207 595 280	207 595 280	207 595 280			207 595 280	216 240 108
52	2059	Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	3	5 257 654 180	6 710 283 183	10 175 471 183			10 175 471 183	10 152 352 069
52	2059	Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	5	6 622 906 951	6 144 906 951	6 341 182 219	214 453 820		6 555 636 039	5 103 399 405
Total Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive				12 088 156 411	13 062 785 414	16 724 248 682	214 453 820	-	16 938 702 502	15 471 991 582
Total Ministère des Sports				14 461 334 726	16 510 959 608	20 582 871 546	214 453 820	1 300 000 000	22 097 325 366	19 915 864 677
53	1019	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	414 482 286	414 482 286	414 482 286			414 482 286	26 606 078
53	1019	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	914 973 800	948 787 515	960 037 515			960 037 515	948 917 516
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				1 329 456 086	1 363 269 801	1 374 519 801	-	-	1 374 519 801	975 523 594

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
53	2061	Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	2	546 288 720	546 288 720	546 288 720			546 288 720	502 812 965
53	2061	Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	3	452 532 630	429 805 307	472 455 307			472 455 307	458 712 090
53	2061	Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	4	5 519 096 333	5 907 352 279	6 146 937 279		100 000 000	6 246 937 279	6 246 937 279
53	2061	Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	5	1 558 750 000	1 052 983 000	1 080 888 375		25 660 376	1 106 548 751	658 757 475
53	2061	Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	6	1 000 000 000	1 200 000 000	1 100 000 000		200 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000
Total Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives				9 076 667 683	9 136 429 306	9 346 569 681	-	325 660 376	9 672 230 057	9 167 219 809
53	2062	Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	2	34 781 680	34 781 680	34 781 680			34 781 680	45 270 597
53	2062	Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	3	79 884 000	79 542 528	79 542 528			79 542 528	79 412 284
53	2062	Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	4	9 075 256 716	9 325 256 716	9 325 256 716		1 074 000 000	10 399 256 716	10 399 256 716
Total Développement et Encadrement du Secteur de la Communication				9 189 922 396	9 439 580 924	9 439 580 924	-	1 074 000 000	10 513 580 924	10 523 939 597
53	2063	Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	2	125 073 920	125 073 920	125 073 920			125 073 920	97 439 398
53	2063	Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	3	267 196 000	243 929 173	263 915 373			263 915 373	260 209 905
53	2063	Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	4	1 278 646 000	1 353 646 000	1 553 646 000			1 553 646 000	1 553 646 000
53	2063	Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	5	2 483 500 000	2 476 932 200	1 889 080 821			1 889 080 821	1 850 430 219
53	2063	Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	6	2 800 000 000	1 550 000 000	1 550 000 000			1 550 000 000	1 550 000 000
Total Promotion et valorisation du Patrimoine culturel				6 954 415 920	5 749 581 293	5 381 716 114	-	-	5 381 716 114	5 311 725 522
Total Ministère de la Culture et de la Communication				26 550 462 085	25 688 861 324	25 542 386 520	-	1 399 660 376	26 942 046 896	25 978 408 522

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
54	1020	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	17 342 469 371	17 342 469 371	17 342 469 371			17 342 469 371	17 889 010 035
54	1020	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	12 428 887 066	13 594 319 289	14 489 613 192			14 489 613 192	13 950 240 483
54	1020	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	15 884 299 000	16 474 299 000	18 451 313 500		200 000 000	18 651 313 500	18 651 209 500
54	1020	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	1 204 062 279	1 118 440 838	1 105 216 146	-		1 105 216 146	847 657 920
54	1020	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	6	1 450 000 000	1 400 000 000	900 000 000	-		900 000 000	900 000 000
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				48 309 717 716	49 929 528 498	52 288 612 209	-	200 000 000	52 488 612 209	52 238 117 938
54	2064	Santé de base	2	12 317 365 575	12 317 365 575	12 317 365 575			12 317 365 575	11 638 034 879
54	2064	Santé de base	3	1 723 132 314	1 707 540 154	1 709 040 154			1 709 040 154	1 646 419 512
54	2064	Santé de base	4	4 327 000 000	4 277 000 000	5 935 910 000			5 935 910 000	5 935 910 000
54	2064	Santé de base	5	2 980 433 376	1 011 575 542	1 003 031 309			1 003 031 309	530 998 666
54	2064	Santé de base	6	1 475 851 562	9 259 502 662	13 299 502 662		300 000 000	13 599 502 662	13 334 502 662
Total Santé de base				22 823 782 827	28 572 983 933	34 264 849 700	-	300 000 000	34 564 849 700	33 085 865 719
54	2066	Santé de référence	2	15 763 075 440	15 763 075 440	15 763 075 440			15 763 075 440	14 506 290 954
54	2066	Santé de référence	3	241 643 000	236 582 421	236 582 421			236 582 421	230 681 813
54	2066	Santé de référence	4	19 469 715 000	17 919 715 000	20 528 715 000			20 528 715 000	20 436 215 000
54	2066	Santé de référence	5	5 137 438 766	4 285 013 806	4 279 135 323	254 064 040		4 533 199 363	3 012 103 056
54	2066	Santé de référence	6	4 955 561 234	4 905 561 234	4 905 561 234	550 000 000	-	5 155 561 234	4 747 000 000
Total Santé de référence				45 567 433 440	43 109 947 901	45 713 069 418	804 064 040	-300 000 000	46 217 133 458	42 932 290 823
54	2067	Protection sociale	2	911 877 620	911 877 620	911 877 620			911 877 620	971 967 074
54	2067	Protection sociale	3	642 205 400	617 839 404	617 839 404			617 839 404	599 716 854
54	2067	Protection sociale	4	268 358 000	267 883 000	264 272 500		50 000 000	314 272 500	314 272 500
54	2067	Protection sociale	5	700 497 038	471 002 070	466 984 495	117 000 000		583 984 495	420 425 498
54	2067	Protection sociale	6	550 000 000	290 000 000	290 000 000			290 000 000	290 000 000

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
Total Protection sociale				3 072 938 058	2 558 602 094	2 550 974 019	117 000 000	50 000 000	2 717 974 019	2 596 381 926
Total Ministère de la Santé et de l'Action Sociale				119 773 872 041	124 171 062 426	134 817 505 346	921 064 040	250 000 000	135 988 569 386	130 852 656 406
55	1021	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	891 553 827	891 553 827	891 553 827			891 553 827	1 160 353 139
55	1021	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	450 803 960	1 205 044 742	405 044 742			405 044 742	398 497 696
55	1021	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	-	750 000 000	1 100 000 000		100 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
55	1021	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	211 250 000	115 650 000	115 622 680	83 140 075		198 762 755	198 762 754
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				1 553 607 787	2 962 248 569	2 512 221 249	83 140 075	100 000 000	2 695 361 324	2 957 613 589
55	2068	Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	2	102 636 780	102 636 780	102 636 780			102 636 780	82 048 054
55	2068	Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	3	36 425 200	30 657 398	30 657 398			30 657 398	29 899 074
55	2068	Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	5	4 084 300 000	3 503 782 800	1 860 312 377	1 000 000 000	-	1 830 392 377	1 813 589 586
Total Education à la citoyenneté et promotion du volontariat				4 223 361 980	3 637 076 978	1 993 606 555	1 000 000 000	- 1 029 920 000	1 963 686 555	1 925 536 714
55	2069	Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	2	67 201 860	67 201 860	67 201 860			67 201 860	62 793 845
55	2069	Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	3	403 601 154	392 654 418	872 654 418			872 654 418	871 646 826
55	2069	Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	5	77 500 000	75 400 000	75 390 840			75 390 840	67 742 846
Total Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement				548 303 014	535 256 278	1 015 247 118	-	-	1 015 247 118	1 002 183 517
55	2070	Promotion socioéconomique des jeunes	4	1 650 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000			1 850 000 000	1 831 974 700
55	2070	Promotion socioéconomique des jeunes	5	336 525 703	336 525 703	336 525 703			336 525 703	200 000 000
55	2070	Promotion socioéconomique des jeunes	6	6 048 320 802	6 048 320 802	6 048 320 802	100 000 000		6 148 320 802	6 048 320 802
Total Promotion socioéconomique des jeunes				8 034 846 505	8 234 846 505	8 234 846 505	100 000 000	-	8 334 846 505	8 080 295 502

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
Total Ministère de la Jeunesse				14 360 119 286	15 369 428 330	13 755 921 427	1 183 140 075	- 929 920 000	14 009 141 502	13 965 629 322
56	1022	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	322 698 536	322 698 536	322 698 536			322 698 536	61 903 441
56	1022	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	1 331 575 000	1 376 790 863	1 474 866 995			1 474 866 995	1 456 631 048
56	1022	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	50 000 000	50 000 000	116 500 000			116 500 000	116 500 000
56	1022	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	386 350 000	386 350 000	426 105 740			426 105 740	403 411 088
56	1022	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	6			40 000 000		70 000 000	110 000 000	110 000 000
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				2 090 623 536	2 135 839 399	2 380 171 271	-	70 000 000	2 450 171 271	2 148 445 577
56	2071	Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	2	4 105 408 904	4 105 408 904	4 105 408 904			4 105 408 904	4 109 670 858
56	2071	Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	3	1 537 657 485	1 526 476 741	1 556 476 741			1 556 476 741	1 535 167 888
56	2071	Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	4	2 070 000 000	6 220 000 000	5 420 000 000		- 1 976 923 077	3 443 076 923	3 420 000 000
56	2071	Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	5	1 145 499 990	4 331 168 329	4 414 305 622	1 987 474	-	4 416 293 096	3 921 344 028
56	2071	Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	6	2 241 725 000	1 241 725 000	1 241 725 000		2 000 000 000	3 241 725 000	1 241 725 000
Total Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres				11 100 291 379	17 424 778 974	16 737 916 267	1 987 474	23 076 923	16 762 980 664	14 227 907 774
56	2072	Conservation de la biodiversité et gestion des AP	2	2 739 491 000	2 739 491 000	2 739 491 000			2 739 491 000	2 874 125 122
56	2072	Conservation de la biodiversité et gestion des AP	3	670 838 763	655 155 355	655 155 355			655 155 355	654 234 376
56	2072	Conservation de la biodiversité et gestion des AP	4	351 120 000	326 120 000	351 120 000			351 120 000	351 120 000
56	2072	Conservation de la biodiversité et gestion des AP	5	665 160 520	665 034 950	668 796 849			668 796 849	655 308 557
Total Conservation de la biodiversité et gestion des AP				4 426 610 283	4 385 801 305	4 414 563 204	-	-	4 414 563 204	4 534 788 055

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
56	2073	Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	2	260 446 000	260 446 000	260 446 000			260 446 000	297 339 960
56	2073	Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	3	412 357 290	370 420 032	396 664 628			396 664 628	390 479 542
56	2073	Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	5	399 500 000	517 085 500	613 719 166			613 719 166	558 223 810
Total Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC				1 072 303 290	1 147 951 532	1 270 829 794	-	-	1 270 829 794	1 246 043 312
Total Ministère de l'Environnement et du développement durable				18 689 828 488	25 094 371 210	24 803 480 536	1 987 474	93 076 923	24 898 544 933	22 157 184 718
58	1023	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	904 517 480	904 517 480	904 517 480			904 517 480	
58	1023	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	191 662 655	169 841 633	169 841 633			169 841 633	156 998 112
58	1023	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	158 890 760	276 890 760	276 853 501			276 853 501	266 386 473
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				1 255 070 895	1 351 249 873	1 351 212 614	-	-	1 351 212 614	423 384 585
58	2098	Famille et genre	2	156 177 600	156 177 600	156 177 600			156 177 600	177 164 129
58	2098	Famille et genre	3	442 201 020	333 926 128	433 926 128			433 926 128	422 870 119
58	2098	Famille et genre	4	477 498 400	777 498 400	927 498 400			927 498 400	927 498 400
58	2098	Famille et genre	5	1 121 500 000	1 177 487 760	1 176 706 010	67 260 000		1 243 966 010	944 347 065
Total Famille et genre				2 197 377 020	2 445 089 888	2 694 308 138	67 260 000	-	2 761 568 138	2 471 879 713
58	2101	Enfance	2	92 965 960	92 965 960	92 965 960			92 965 960	45 350 404
58	2101	Enfance	3	272 745 000	269 934 089	269 934 089			269 934 089	200 734 319
58	2101	Enfance	4	2 398 334 160	2 973 752 481	3 023 752 481			3 023 752 481	2 523 752 081
58	2101	Enfance	5	1 395 000 000	695 000 000	631 311 101			631 311 101	601 040 556
58	2101	Enfance	6	-	250 000 000	250 000 000	525 000 000		775 000 000	425 000 000
Total Enfance				4 159 045 120	4 281 652 530	4 267 963 631	525 000 000	-	4 792 963 631	3 795 877 360
58	2110	Autonomie Economique des femmes	2	181 677 480	181 677 480	181 677 480			181 677 480	179 959 278
58	2110	Autonomie Economique des femmes	3	112 801 824	110 125 382	110 125 382			110 125 382	109 711 855

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
58	2110	Autonomie Economique des femmes	5	1 397 754 530	1 674 168 962	1 551 121 677	247 378 718	- 207 678 798	1 590 821 597	1 424 939 951
58	2110	Autonomie Economique des femmes	6	650 000 000	650 000 000	650 000 000			650 000 000	650 000 000
Total Autonomie Economique des femmes				2 342 233 834	2 615 971 824	2 492 924 539	247 378 718	- 207 678 798	2 532 624 459	2 364 611 084
Total Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants				9 953 726 869	10 693 964 115	10 806 408 922	839 638 718	- 207 678 798	11 438 368 842	9 055 752 742
59	1024	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	5 976 365 671	5 976 365 671	5 976 365 671			5 976 365 671	826 461 605
59	1024	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	1 212 831 194	1 353 095 804	1 353 095 804			1 353 095 804	1 302 535 335
59	1024	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	-	50 000 000	50 000 000			50 000 000	-
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				7 189 196 865	7 379 461 475	7 379 461 475	-	-	7 379 461 475	2 128 996 940
59	2077	Développement des offres de formation professionnelle et tec	2	18 117 126 000	18 117 126 000	18 117 126 000			18 117 126 000	18 528 935 264
59	2077	Développement des offres de formation professionnelle et tec	3	5 865 691 584	5 857 581 952	5 857 581 952			5 857 581 952	5 828 316 796
59	2077	Développement des offres de formation professionnelle et tec	4	940 637 600	1 008 212 600	973 827 600			973 827 600	948 190 000
59	2077	Développement des offres de formation professionnelle et tec	5	3 909 330 816	4 022 330 816	2 246 111 341	217 683 955	- 430 035 323	2 033 759 973	1 147 967 564
59	2077	Développement des offres de formation professionnelle et tec	6	200 000 000	550 000 000	10 650 000 000		- 10 000 000 000	650 000 000	650 000 000
Total Développement des offres de formation professionnelle et tec				29 032 786 000	29 555 251 368	37 844 646 893	217 683 955	- 10 430 035 323	27 632 295 525	27 103 409 624
59	2078	Développement de l'apprentissage	2	96 143 000	96 143 000	96 143 000			96 143 000	201 974 053
59	2078	Développement de l'apprentissage	3	11 899 224	9 990 130	9 990 130			9 990 130	8 987 230
59	2078	Développement de l'apprentissage	4	453 000 000	403 000 000	403 000 000			403 000 000	403 000 000
59	2078	Développement de l'apprentissage	5	725 000 000	300 000 000	254 826 292			254 826 292	254 826 292

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
59	2078	Développement de l'apprentissage	6	-	375 000 000	475 000 000			475 000 000	375 000 000
Total Développement de l'apprentissage				1 286 042 224	1 184 133 130	1 238 959 422	-	-	1 238 959 422	1 243 787 575
59	2103	Développement de l'emploi	2	18 214 000	18 214 000	18 214 000			18 214 000	10 738 248
59	2103	Développement de l'emploi	3	41 800 000	47 266 246	47 266 246			47 266 246	35 181 946
59	2103	Développement de l'emploi	4	1 000 000 000	5 000 000 000	4 050 000 000			4 050 000 000	4 050 000 000
59	2103	Développement de l'emploi	5	235 000 000	313 455 410	313 446 032			313 446 032	311 933 518
59	2103	Développement de l'emploi	6					1 200 000 000	1 200 000 000	-
Total Développement de l'emploi				1 295 014 000	5 378 935 656	4 428 926 278	-	1 200 000 000	5 628 926 278	4 407 853 712
Total Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion				38 803 039 089	43 497 781 629	50 891 994 068	217 683 955	-9 230 035 323	41 879 642 700	34 884 047 851
60	0010	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	2	51 319 840 912	51 139 840 912	42 239 840 912			42 239 840 912	36 029 971 016
60	0010	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	3	100 825 531 000	67 458 314 787	113 279 139 595		201 830 731 100	315 109 870 695	170 889 838 138
60	0010	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	4	46 939 873 953	74 949 730 128	68 888 402 010		1 869 731 573	67 018 670 437	63 378 714 229
60	0010	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	5	17 176 300 000	4 032 373 790	829 147 806		716 824 051	112 323 755	60 847 161
60	0010	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	6	14 100 000 000	45 457 107 012	48 681 678 411		3 350 000 000	52 031 678 411	51 947 678 411
Total DOTATION CHARGES NON REPARTIES				230 361 545 865	243 037 366 629	273 918 208 734	-	202 594 175 476	476 512 384 210	322 307 048 955
Total Charges non Réparties				230 361 545 865	243 037 366 629	273 918 208 734	-	202 594 175 476	476 512 384 210	322 307 048 955
61	1032	Pilotage gestion et coordination administrative	2	400 363 110	400 363 110	400 363 110			400 363 110	401 305 332
61	1032	Pilotage gestion et coordination administrative	3	936 500 314	663 568 220	663 448 220			663 448 220	599 716 197
61	1032	Pilotage gestion et coordination administrative	5	681 705 832	516 139 161	472 800 421			472 800 421	331 534 843
61	1032	Pilotage gestion et coordination administrative	6	550 000 000	550 000 000	850 000 000			850 000 000	850 000 000

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
Total Pilotage gestion et coordination administrative				2 568 569 256	2 130 070 491	2 386 611 751	-	-	2 386 611 751	2 182 556 372
61	2022	Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	2	168 989 000	168 989 000	168 989 000			168 989 000	168 847 876
61	2022	Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	3	614 840 536	578 081 035	573 081 035			573 081 035	529 052 461
61	2022	Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	4	150 000 000	150 000 000	150 000 000			150 000 000	150 000 000
61	2022	Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	5	851 677 146	496 150 498	509 564 761	5 912 980		515 477 741	263 050 357
61	2022	Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	6	3 000 000 000	6 500 000 000	10 500 000 000	1 640 000 000	200 000 000	12 340 000 000	12 139 999 999
Total Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé				4 785 506 682	7 893 220 533	11 901 634 796	1 645 912 980	200 000 000	13 747 547 776	13 250 950 693
61	2034	Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	2	482 189 000	482 189 000	482 189 000			482 189 000	528 813 808
61	2034	Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	3	1 193 316 646	964 266 247	962 002 821			962 002 821	898 955 609
61	2034	Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	4	7 481 000 000	7 577 128 685	7 577 128 685			7 577 128 685	7 577 128 685
61	2034	Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	5	372 000 000	376 137 160	369 337 558	17 794 400		387 131 958	278 200 450
61	2034	Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	6	2 000 000 000	2 000 000 000	1 900 000 000			1 900 000 000	1 900 000 000
Total Economie productive compétitive et créatrice d'emplois				11 528 505 646	11 399 721 092	11 290 658 064	17 794 400	-	11 308 452 464	11 183 098 552
Total Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération				18 882 581 584	21 423 012 116	25 578 904 611	1 663 707 380	200 000 000	27 442 611 991	26 616 605 617
62	1025	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	2 124 200 327	2 124 200 327	2 124 200 327			2 124 200 327	2 006 214 522
62	1025	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	773 390 901	807 063 677	807 063 677			807 063 677	781 340 192

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
62	1025	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	39 142 000	29 142 000	29 142 000			29 142 000	29 142 000
62	1025	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	70 119 117	70 119 117	70 100 994			70 100 994	52 581 874
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				3 006 852 345	3 030 525 121	3 030 506 998	-	-	3 030 506 998	2 869 278 588
62	2079	Productions animales	2	206 995 220	206 995 220	206 995 220			206 995 220	137 086 111
62	2079	Productions animales	3	150 379 059	139 521 554	142 271 554			142 271 554	136 536 320
62	2079	Productions animales	4	500 000 000	500 000 000	500 000 000			500 000 000	500 000 000
62	2079	Productions animales	5	3 910 940 731	2 799 399 659	2 269 291 114	207 997 912	27 765 866	2 505 054 892	1 266 230 056
62	2079	Productions animales	6	2 021 117 373	3 171 117 373	2 726 786 740	1 042 900 000	4 404 184 499	8 173 871 239	7 911 788 739
Total Productions animales				6 789 432 383	6 817 033 806	5 845 344 628	1 250 897 912	4 431 950 365	11 528 192 905	9 951 641 226
62	2080	Santé animale et Santé publique vétérinaire	2	140 125 500	140 125 500	140 125 500			140 125 500	102 954 392
62	2080	Santé animale et Santé publique vétérinaire	3	19 000 000	15 199 084	15 199 084			15 199 084	14 112 809
62	2080	Santé animale et Santé publique vétérinaire	5	1 133 271 279	-	-			-	-
62	2080	Santé animale et Santé publique vétérinaire	6	-	1 233 271 279	969 953 430			969 953 430	969 953 430
Total Santé animale et Santé publique vétérinaire				1 292 396 779	1 388 595 863	1 125 278 014	-	-	1 125 278 014	1 087 020 631
62	2081	Mise en marché des produits animaux	2	44 026 600	44 026 600	44 026 600			44 026 600	40 096 544
62	2081	Mise en marché des produits animaux	3	16 000 000	12 885 831	12 885 831			12 885 831	12 550 368
62	2081	Mise en marché des produits animaux	5	326 899 477	196 872 078	162 716 729			162 716 729	127 257 617
Total Mise en marché des produits animaux				386 926 077	253 784 509	219 629 160	-	-	219 629 160	179 904 529
Total Ministère de l'Elevage et des Productions Animales				11 475 607 584	11 489 939 299	10 220 758 800	1 250 897 912	4 431 950 365	15 903 607 077	14 087 844 974
63	1026	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	374 365 957	374 365 957	374 365 957			374 365 957	153 935 388

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
63	1026	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	194 050 000	167 214 333	167 214 333			167 214 333	164 177 925
63	1026	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	40 000 000	40 000 000	40 000 000			40 000 000	40 000 000
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				608 415 957	581 580 290	581 580 290	-	-	581 580 290	358 113 313
63	2083	Economie numérique	2	168 781 000	168 781 000	168 781 000			168 781 000	185 482 874
63	2083	Economie numérique	3	66 475 000	61 610 651	61 610 651			61 610 651	61 604 182
63	2083	Economie numérique	4	2 400 000 000	2 300 000 000	3 100 000 000			3 100 000 000	3 100 000 000
63	2083	Economie numérique	5	3 222 871 569	1 059 832 719	1 059 822 124	22 904 240		1 082 726 364	1 057 001 593
63	2083	Economie numérique	6	4 050 000 000	5 044 779 803	5 120 279 803		300 000 000	5 420 279 803	5 270 279 803
Total Economie numérique				9 908 127 569	8 635 004 173	9 510 493 578	22 904 240	300 000 000	9 833 397 818	9 674 368 452
63	2084	Secteur postal	2	29 296 000	29 296 000	29 296 000			29 296 000	8 574 319
63	2084	Secteur postal	3	18 515 000	17 901 689	17 901 689			17 901 689	14 901 689
63	2084	Secteur postal	4	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000			2 600 000 000	2 600 000 000
63	2084	Secteur postal	5	350 000 000	264 999 792	264 715 501			264 715 501	242 449 797
Total Secteur postal				2 997 811 000	2 912 197 481	2 911 913 190	-	-	2 911 913 190	2 865 925 805
Total Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications				13 514 354 526	12 128 781 944	13 003 987 058	22 904 240	300 000 000	13 326 891 298	12 898 407 570
64	1569	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	239 386 468	239 386 468	239 386 468			239 386 468	21 591 008
64	1569	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	536 041 435	486 775 701	654 286 040			654 286 040	651 040 259
64	1569	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	150 000 000	149 752 520	181 553 975			181 553 975	180 789 570
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				925 427 903	875 914 689	1 075 226 483	-	-	1 075 226 483	853 420 837
64	2102	Promotion de la microfinance	2	37 845 000	37 845 000	37 845 000			37 845 000	14 938 458
64	2102	Promotion de la microfinance	3	17 179 350	26 679 350	26 679 350			26 679 350	19 591 941
64	2102	Promotion de la microfinance	5	703 485 305	684 485 305	643 587 351			643 587 351	601 199 319
64	2102	Promotion de la microfinance	6	863 000 000	1 363 000 000	1 363 000 000			1 363 000 000	1 363 000 000
Total Promotion de la microfinance				1 621 509 655	2 112 009 655	2 071 111 701	-	-	2 071 111 701	1 998 729 718

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
64	2118	Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	2	48 360 000	48 360 000	48 360 000			48 360 000	51 679 957
64	2118	Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	3	73 898 039	64 098 039	51 587 700			51 587 700	51 100 620
64	2118	Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	6	500 000 000	500 000 000	500 000 000			500 000 000	500 000 000
Total Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)				622 258 039	612 458 039	599 947 700	-	-	599 947 700	602 780 577
Total Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire				3 169 195 597	3 600 382 383	3 746 285 884	-	-	3 746 285 884	3 454 931 132
65	1027	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	448 831 056	448 831 056	448 831 056			448 831 056	
65	1027	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	252 656 000	213 299 938	213 299 938			213 299 938	201 868 776
65	1027	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	6	4 600 000 000	5 500 000 000	6 300 000 000			6 300 000 000	6 300 000 000
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				5 301 487 056	6 162 130 994	6 962 130 994	-	-	6 962 130 994	6 501 868 776
65	2085	Cohérence territoriale	2	73 089 000	73 089 000	73 089 000			73 089 000	60 465 397
65	2085	Cohérence territoriale	3	40 000 000	32 445 369	32 445 369			32 445 369	28 422 869
65	2085	Cohérence territoriale	4	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000			1 500 000 000	1 483 766 700
65	2085	Cohérence territoriale	5						-	
65	2085	Cohérence territoriale	6	2 340 173 480	3 110 210 519	1 704 590 629	757 000 000	294 413 260	2 756 003 889	1 757 840 629
Total Cohérence territoriale				3 953 262 480	4 715 744 888	3 310 124 998	757 000 000	294 413 260	4 361 538 258	3 330 495 595
65	2086	Gouvernance territoriale	2	590 186 000	590 186 000	590 186 000			590 186 000	564 003 697
65	2086	Gouvernance territoriale	3	362 161 000	359 239 739	359 239 739			359 239 739	348 711 698
65	2086	Gouvernance territoriale	4	340 000 000	340 000 000	340 000 000			340 000 000	317 930 700
65	2086	Gouvernance territoriale	5	431 000 000	402 560 049	394 441 489	44 287 194		438 728 683	414 068 200
Total Gouvernance territoriale				1 723 347 000	1 691 985 788	1 683 867 228	44 287 194	-	1 728 154 422	1 644 714 295
65	2087	Financement du développement territorial	2	54 286 000	54 286 000	54 286 000			54 286 000	64 072 732
65	2087	Financement du développement territorial	3	59 010 000	53 919 556	53 919 556			53 919 556	48 949 556

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
65	2087	Financement du développement territorial	4	32 000 000 000	31 975 000 000	30 775 000 000			30 775 000 000	30 715 000 000
65	2087	Financement du développement territorial	5						-	
65	2087	Financement du développement territorial	6	34 509 826 520	34 509 826 520	22 765 017 713	905 957 000	19 478 849 831	43 149 824 544	16 938 496 844
Total Financement du développement territorial				66 623 122 520	66 593 032 076	53 648 223 269	905 957 000	19 478 849 831	74 033 030 100	47 766 519 132
Total Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires				77 601 219 056	79 162 893 746	65 604 346 489	1 707 244 194	19 773 263 091	87 084 853 774	59 243 597 798
68	1028	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	313 678 196	313 678 196	313 678 196			313 678 196	136 466 507
68	1028	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	216 637 667	158 217 782	158 217 782			158 217 782	127 854 830
68	1028	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	1 650 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000			1 600 000 000	1 600 000 000
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				2 180 315 863	2 071 895 978	2 071 895 978	-	-	2 071 895 978	1 864 321 337
68	2088	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	2	112 721 000	112 721 000	112 721 000			112 721 000	105 742 266
68	2088	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	3	47 234 308	47 227 691	47 227 691			47 227 691	47 060 348
68	2088	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	4	2 711 432 000	2 561 432 000	2 461 432 000		50 000 000	2 511 432 000	2 325 772 000
68	2088	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	5	3 887 223 300	205 075 800	202 174 820			202 174 820	193 193 916
68	2088	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	6	350 000 000	3 832 147 500	3 457 147 500			3 457 147 500	2 932 147 500
Total Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau				7 108 610 608	6 758 603 991	6 280 703 011	-	50 000 000	6 330 703 011	5 603 916 030
68	2089	Programme d'Accès à l'Eau Potable	2	163 877 900	163 877 900	163 877 900			163 877 900	193 320 754
68	2089	Programme d'Accès à l'Eau Potable	3	153 894 081	153 748 304	153 748 304			153 748 304	150 751 049
68	2089	Programme d'Accès à l'Eau Potable	4	1 897 798 808	1 600 000 000	1 650 000 000			1 650 000 000	1 650 000 000

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
68	2089	Programme d'Accès à l'Eau Potable	5	10 055 000 000	5 342 474 721	4 529 244 332			4 529 244 332	1 517 529 062
68	2089	Programme d'Accès à l'Eau Potable	6	6 775 000 000	11 608 483 927	9 817 474 721	1 814 428 746	- 308 500 000	11 323 403 467	11 323 403 467
Total Programme d'Accès à l'Eau Potable				19 045 570 789	18 868 584 852	16 314 345 257	1 814 428 746	- 308 500 000	17 820 274 003	14 835 004 332
68	2090	Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	2	201 530 000	201 530 000	201 530 000			201 530 000	148 458 378
68	2090	Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	3	161 245 840	120 095 000	120 095 000			120 095 000	93 680 081
68	2090	Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	5	14 400 500 000	8 965 105 779	8 898 721 505		- 100 000 000	8 798 721 505	7 125 302 751
68	2090	Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	6	7 025 000 000	12 023 540 507	10 968 673 507		1 188 474 264	12 157 147 771	11 432 500 000
Total Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales				21 788 275 840	21 310 271 286	20 189 020 012	-	1 088 474 264	21 277 494 276	18 799 941 210
Total Ministère de l'Eau et de l'assainissement				50 122 773 100	49 009 356 107	44 855 964 258	1 814 428 746	829 974 264	47 500 367 268	41 103 182 909
71	1570	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	269 050 000	316 585 500	239 585 500			239 585 500	129 197 094
71	1570	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	-	75 000 000	75 000 000		300 000 000	375 000 000	375 000 000
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				269 050 000	391 585 500	314 585 500	-	300 000 000	614 585 500	504 197 094
71	2121	Développement de l'artisanat	2	144 145 000	144 145 000	144 145 000			144 145 000	
71	2121	Développement de l'artisanat	3	16 545 000	11 345 000	11 345 000			11 345 000	4 720 092
71	2121	Développement de l'artisanat	4	1 166 783 000	1 241 783 000	4 741 783 000		- 2 845 716 133	1 896 066 867	1 241 783 000
71	2121	Développement de l'artisanat	5	1 037 608 550	1 037 608 550	1 029 240 717			1 029 240 717	552 694 628
Total Développement de l'artisanat				2 365 081 550	2 434 881 550	5 926 513 717	-	- 2 845 716 133	3 080 797 584	1 799 197 720
71	2122	Transformation Encadrement Economie informelle	3	100 000 000	62 000 000	52 000 000			52 000 000	12 499 150
71	2122	Transformation Encadrement Economie informelle	5	200 000 000	850 000 000	849 969 044			849 969 044	782 360 846
Total Transformation Encadrement Economie informelle				300 000 000	912 000 000	901 969 044	-	-	901 969 044	794 859 996

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
Total Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel				2 934 131 550	3 738 467 050	7 143 068 261	-	- 2 545 716 133	4 597 352 128	3 098 254 810
75	1029	Pilotage, Gestion et Coordination administrative	2	434 620 405	434 620 405	434 620 405			434 620 405	276 677 240
75	1029	Pilotage, Gestion et Coordination administrative	3	3 477 986 233	3 391 408 187	3 791 408 187			3 791 408 187	3 731 088 492
75	1029	Pilotage, Gestion et Coordination administrative	4	340 000 000	340 000 000	340 000 000			340 000 000	340 000 000
Total Pilotage, Gestion et Coordination administrative				4 252 606 638	4 166 028 592	4 566 028 592	-	-	4 566 028 592	4 347 765 732
75	2091	Education supérieure	2	132 356 000	132 356 000	132 356 000			132 356 000	141 765 727
75	2091	Education supérieure	3	305 500 000	170 834 748	142 511 522			142 511 522	136 677 277
75	2091	Education supérieure	4	81 038 942 094	82 353 942 094	88 424 017 616		435 000 000	87 989 017 616	87 983 060 027
75	2091	Education supérieure	5	46 685 149 770	9 901 149 770	7 673 588 707	680 584 920	157 756 461	8 196 417 166	6 498 018 864
75	2091	Education supérieure	6	348 768 050	9 048 768 050	16 671 363 687	600 000 000	2 531 654 064	19 803 017 751	19 803 017 751
Total Education supérieure				128 510 715 914	101 607 050 662	113 043 837 532	1 280 584 920	1 938 897 603	116 263 320 055	114 562 539 646
75	2092	OEuvres sociales universitaires	2	39 242 000	39 242 000	39 242 000			39 242 000	45 320 817
75	2092	OEuvres sociales universitaires	3	134 000 000	133 999 989	133 999 989			133 999 989	120 852 948
75	2092	OEuvres sociales universitaires	4	80 398 337 000	93 748 337 000	120 589 659 989		4 745 350 266	125 335 010 255	125 333 082 252
75	2092	OEuvres sociales universitaires	5	26 072 373 623	10 804 563 128	11 535 678 832	757 580 410		12 293 259 242	11 710 535 721
75	2092	OEuvres sociales universitaires	6			1 000 000 000			1 000 000 000	1 000 000 000
Total OEuvres sociales universitaires				106 643 952 623	104 726 142 117	133 298 580 810	757 580 410	4 745 350 266	138 801 511 486	138 209 791 738
Total Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation				239 407 275 175	210 499 221 371	250 908 446 934	2 038 165 330	6 684 247 869	259 630 860 133	257 120 097 116
83	1566	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	296 095 931	296 095 931	296 095 931			296 095 931	4 944 036
83	1566	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	260 443 000	167 083 347	253 467 952			253 467 952	229 050 558
83	1566	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	818 000 000	1 118 000 000	1 193 000 000			1 193 000 000	1 193 000 000

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
83	1566	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	915 000 000	446 850 000	646 850 000	14 986 000		661 836 000	236 657 285
Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative				2 289 538 931	2 028 029 278	2 389 413 883	14 986 000	-	2 404 399 883	1 663 651 879
83	2115	Mines	2	124 471 000	124 471 000	124 471 000			124 471 000	142 143 326
83	2115	Mines	3	145 543 000	125 045 084	142 722 329			142 722 329	128 751 235
83	2115	Mines	4	620 000 000	720 000 000	795 000 000			795 000 000	795 000 000
Total Mines				890 014 000	969 516 084	1 062 193 329	-	-	1 062 193 329	1 065 894 561
83	2116	Géologie	2	28 935 000	28 935 000	28 935 000			28 935 000	22 828 082
83	2116	Géologie	3	46 400 000	31 160 039	45 139 919			45 139 919	31 688 644
83	2116	Géologie	4	106 630 000	506 630 000	506 630 000			506 630 000	506 630 000
83	2116	Géologie	5	650 000 000	435 481 000	435 121 272			435 121 272	282 916 975
Total Géologie				831 965 000	1 002 206 039	1 015 826 191	-	-	1 015 826 191	844 063 701
Total Ministère des Mines et de la Géologie				4 011 517 931	3 999 751 401	4 467 433 403	14 986 000	-	4 482 419 403	3 573 610 141
84	1035	COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	2	484 816 922	484 816 922	484 816 922			484 816 922	88 519 646
84	1035	COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	3	284 584 972	282 609 732	352 609 732			352 609 732	339 313 211
84	1035	COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	4	215 000 000	415 000 000	495 000 000		100 000 000	595 000 000	595 000 000
84	1035	COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	5	300 000 000	125 000 000	125 000 000			125 000 000	24 500 000
Total COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE				1 284 401 894	1 307 426 654	1 457 426 654	-	100 000 000	1 557 426 654	1 047 332 857
84	2105	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	2	287 400 000	287 400 000	287 400 000			287 400 000	295 223 484
84	2105	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	3	129 036 516	123 793 711	123 793 711			123 793 711	120 168 352
84	2105	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	5	30 000 000	30 000 000	30 000 000			30 000 000	29 413 213

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts	Crédits payés
84	2105	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	6	15 000 000 000	18 428 571 429	19 041 904 762	1 869 773 500		20 911 678 262	19 661 678 262
Total DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE				15 446 436 516	18 869 765 140	19 483 098 473	1 869 773 500	-	21 352 871 973	20 106 483 311
84	2108	EQUITE SOCIALE	2	22 217 000	22 217 000	22 217 000			22 217 000	11 316 204
84	2108	EQUITE SOCIALE	3	17 050 000	17 047 522	17 047 522			17 047 522	15 546 522
84	2108	EQUITE SOCIALE	4	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000		2 000 000 000	22 000 000 000	21 251 250 000
84	2108	EQUITE SOCIALE	5						-	
84	2108	EQUITE SOCIALE	6	32 100 000 000	32 100 000 000	37 100 000 000			37 100 000 000	37 100 000 000
Total EQUITE SOCIALE				52 139 267 000	52 139 264 522	57 139 264 522	-	2 000 000 000	59 139 264 522	58 378 112 726
Total Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale				68 870 105 410	72 316 456 316	78 079 789 649	1 869 773 500	2 100 000 000	82 049 563 149	79 531 928 894
Total Hors PIC 4				2 989 900 000 000	3 067 500 000 000	3 301 850 000 000	38 205 957 000	229 262 538 363	3 569 318 495 363	3 314 736 328 745

II-2 SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DE PAIEMENT DU BUDGET GENERAL PAR PROGRAMME DU PIC IV

SECTION	CODE_PROGRAMME	LIBELLE_PROGRAMME	TITRE	LFI	LFR 1	LFR 2	Arrêtés de Report	Actes modificatifs	Crédits ouverts calculés	Crédits payés
54	1020	Pilotage, Coordonation et Gestion administrative/SEN/031 - PIC IV - PROGRAMME SANTE ET PROTECTION SOCIALE	5	1 296 667 684	1 296 667 684	1 296 667 684	1 369 112 260		2 665 779 944	911 604 456
54	1020	Pilotage, Coordonation et Gestion administrative/SEN/031 - PIC IV - PROGRAMME SANTE ET PROTECTION SOCIALE	6	838 401 892	838 401 892	838 401 892	22 500 000		860 901 892	860 901 892
Total Pilotage, Coordonation et Gestion administrative				2 135 069 576	2 135 069 576	2 135 069 576	1 391 612 260	-	3 526 681 836	1 772 506 348
59	2077	Développement des offres de formation professionnelle et tec/SEN/032 - PIC IV - PROGRAMME FORMATION PROFESSIONNELLE TECHNIQUE ET EMPLOYABILITE	5	6 178 789 000	5 345 884 810	5 345 884 810	525 591 190		5 871 476 000	457 493 692
59	2077	Développement des offres de formation professionnelle et tec/SEN/032 - PIC IV - PROGRAMME FORMATION PROFESSIONNELLE TECHNIQUE ET EMPLOYABILITE	6	1 679 612 000	1 679 612 000	1 679 612 000			1 679 612 000	1 679 612 000
Total Développement des offres de formation professionnelle et tec				7 858 401 000	7 025 496 810	7 025 496 810	525 591 190	-	7 551 088 000	2 137 105 692
TOTAL PIC 4				9 993 470 576	9 160 566 386	9 160 566 386	1 917 203 450	-	11 077 769 836	3 909 612 040

ANNEXE III : SITUATION D'EXECUTION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT PAR DOTATION ET PROGRAMME SUR RESSOURCES INTERNES

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
10	0001	Dette Publique (Intérêts et commissions)	1	327 000 000 000		309 000 000 000	306 355 345 820
				327 000 000 000	-	309 000 000 000	306 355 345 820
Total Dette Publique				327 000 000 000	-	309 000 000 000	306 355 345 820
21	0002	Présidence de la République	2	9 501 340 560		9 681 340 560	17 436 919 737
21	0002	Présidence de la République	3	8 386 034 000	- 1 668 966 527	6 717 067 473	5 822 658 418
21	0002	Présidence de la République	4	36 119 784 078	10 785 449 907	46 905 233 985	46 905 233 985
21	0002	Présidence de la République	5	2 250 000 000	- 600 000 000	1 650 000 000	-
21	0002	Présidence de la République	6	29 474 000 000	- 851 935 908	28 622 064 092	12 703 493 376
21	0002	Total Présidence de la République		85 731 158 638	7 664 547 472	93 575 706 110	82 868 305 516
Total Présidence de la République				85 731 158 638	7 664 547 472	93 575 706 110	82 868 305 516
22	0003	Assemblée Nationale	4	16 495 015 137	- 190 700 000	16 304 315 137	16 304 315 137
22	0003	Assemblée Nationale	6	8 315 171 359	-	8 315 171 359	2 946 447 518
22	0003	Total Assemblée Nationale		24 810 186 496	- 190 700 000	24 619 486 496	19 250 762 655
Total Assemblée Nationale				24 810 186 496	- 190 700 000	24 619 486 496	19 250 762 655
24	0005	Conseil Economique, Social et Environnemental	2	43 206 000		43 206 000	
24	0005	Conseil Economique, Social et Environnemental	4	7 211 040 284	- 70 000 000	7 141 040 284	7 141 040 284
24	0005	Conseil Economique, Social et Environnemental	6	990 000 000	- 990 000 000	-	-
24	0005	Total Conseil Economique, Social et Environnemental		8 244 246 284	- 1 060 000 000	7 184 246 284	7 141 040 284
Total Conseil Economique Social et Environnemental				8 244 246 284	- 1 060 000 000	7 184 246 284	7 141 040 284
25	0006	Conseil Constitutionnel	2	540 122 400		540 122 400	572 650 858
25	0006	Conseil Constitutionnel	4	750 000 000	-	750 000 000	750 000 000
25	0006	Total Conseil Constitutionnel		1 290 122 400	-	1 290 122 400	1 322 650 858
Total Conseil Constitutionnel				1 290 122 400	-	1 290 122 400	1 322 650 858
27	0007	Cour Suprême	2	1 014 240 000		1 014 240 000	1 032 204 442
27	0007	Cour Suprême	4	1 050 000 000	-	1 050 000 000	1 050 000 000
27	0007	Total Cour Suprême		2 064 240 000	-	2 064 240 000	2 082 204 442
Total Cour Suprême				2 064 240 000	-	2 064 240 000	2 082 204 442
28	0008	Cour des Comptes	2	1 560 614 920		1 560 614 920	1 849 334 307

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
28	0008	Cour des Comptes	4	4 363 453 695	- 200 000 000	4 163 453 695	4 163 453 695
28	0008	Cour des Comptes	6	3 586 029 962	-	3 586 029 962	1 899 157 543
28	0008	Total Cour des Comptes		9 510 098 577	- 200 000 000	9 310 098 577	7 911 945 545
Total Cour des Comptes				9 510 098 577	- 200 000 000	9 310 098 577	7 911 945 545
29	0013	Conseil des Collectivites Territoriales	2	14 546 000		14 546 000	
29	0013	Conseil des Collectivites Territoriales	4	6 300 000 000	- 200 000 000	6 100 000 000	6 100 000 000
29	0013	Conseil des Collectivites Territoriales	6	8 580 000 000	4 400 000 000	12 980 000 000	3 300 000 000
29	0013	Total Conseil des Collectivites Territoriales		14 894 546 000	4 200 000 000	19 094 546 000	9 400 000 000
Total Haut Conseil des Collectivités Territoriales				14 894 546 000	4 200 000 000	19 094 546 000	9 400 000 000
30	0009	Secrétariat général du Gouvernement	2	4 534 606 980		4 534 606 980	4 629 566 906
30	0009	Secrétariat général du Gouvernement	3	4 470 787 703	- 254 166 007	4 216 621 696	4 021 713 909
30	0009	Secrétariat général du Gouvernement	4	6 130 174 496	1 572 632 000	7 702 806 496	7 701 806 496
30	0009	Secrétariat général du Gouvernement	5	500 000 000	45 499 432	545 499 432	214 052 638
30	0009	Secrétariat général du Gouvernement	6	4 005 000 000	2 984 292 000	6 989 292 000	5 954 000 000
30	0009	Total Secrétariat général du Gouvernement		19 640 569 179	4 348 257 425	23 988 826 604	22 521 139 949
Total Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)				19 640 569 179	4 348 257 425	23 988 826 604	22 521 139 949
31	1001	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	1 117 324 000		1 117 324 000	5 320 279 675
31	1001	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	11 151 920 182	- 552 392 745	10 599 527 437	9 382 595 123
31	1001	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	948 814 000	75 000 000	1 023 814 000	881 619 645
31	1001	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	1 776 981 129	- 547 816 508	1 229 164 621	161 444 412
31	1001	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	6	-	260 594 182	260 594 182	260 594 182
31	1001	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		14 995 039 311	- 764 615 071	14 230 424 240	16 006 533 037
31	2001	Coopération bilatérale et multilatérale	2	24 549 628 876		24 549 628 876	22 517 026 737
31	2001	Coopération bilatérale et multilatérale	3	20 519 001 661	870 526 853	21 389 528 514	18 124 660 561
31	2001	Coopération bilatérale et multilatérale	4	2 476 549 950	1 164 181 000	3 640 730 950	2 823 090 919
31	2001	Coopération bilatérale et multilatérale	5	22 600 357 350	685 876 000	23 286 233 350	2 573 907 937
31	2001	Coopération bilatérale et multilatérale	6	3 750 000 000	218 000 000	3 968 000 000	525 000 000
31	2001	Total Coopération bilatérale et multilatérale		73 895 537 837	2 938 583 853	76 834 121 690	46 563 686 154
31	2002	Promotion de la Diplomatie économique	2	42 473 000		42 473 000	35 028 542
31	2002	Promotion de la Diplomatie économique	3	183 369 364	- 121 706 584	61 662 780	-

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
31	2002	Total Promotion de la Diplomatie économique		225 842 364	- 121 706 584	104 135 780	35 028 542
31	2003	Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	2	140 289 000		140 289 000	13 656 155 360
31	2003	Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	3	138 021 450	- 67 087 658	70 933 792	80 916 502
31	2003	Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	4	750 000 000	-	750 000 000	750 000 000
31	2003	Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	5	492 222 222	- 9 867 592	482 354 630	159 309 799
31	2003	Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	6	950 000 000	500 000 000	1 450 000 000	950 000 000
31	2003	Total Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE		2 470 532 672	423 044 750	2 893 577 422	15 596 381 661
Total Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur				91 586 952 184	2 475 306 948	94 062 259 132	78 201 629 394
32	1002	Pilotage coordination et gestion administrative	2	2 913 915 210		2 913 915 210	1 591 310 701
32	1002	Pilotage coordination et gestion administrative	3	2 651 736 355	256 384 340	2 908 120 695	2 794 592 170
32	1002	Pilotage coordination et gestion administrative	4	3 500 000 000	320 900 000	3 820 900 000	3 819 682 900
32	1002	Pilotage coordination et gestion administrative	5	20 700 000 000	- 13 650 000 000	7 050 000 000	1 650 000 000
32	1002	Pilotage coordination et gestion administrative	6	434 000 000	5 527 148 000	5 961 148 000	5 961 148 000
32	1002	Total Pilotage coordination et gestion administrative		30 199 651 565	- 7 545 567 660	22 654 083 905	15 816 733 771
32	2005	Défense du territoire national	2	74 360 680 001		74 360 680 001	74 387 273 925
32	2005	Défense du territoire national	3	33 127 544 635	3 575 529 040	36 703 073 675	36 696 277 406
32	2005	Défense du territoire national	5	33 801 101 740	- 19 261 472 229	14 539 629 511	7 920 296 358
32	2005	Défense du territoire national	6	30 300 000 000	28 668 295 952	58 968 295 952	27 794 295 952
32	2005	Total Défense du territoire national		171 589 326 376	12 982 352 763	184 571 679 139	146 798 143 641
32	2008	Sûreté publique et maintien de l'ordre	2	49 836 966 232		49 836 966 232	48 347 700 741
32	2008	Sûreté publique et maintien de l'ordre	3	14 906 316 812	3 644 402 939	18 550 719 751	18 547 328 281
32	2008	Sûreté publique et maintien de l'ordre	4	60 000 000	410 000 000	470 000 000	470 000 000
32	2008	Sûreté publique et maintien de l'ordre	5	33 803 594 898	- 340 435 000	33 463 159 898	6 011 365 000
32	2008	Sûreté publique et maintien de l'ordre	6	31 777 205 147	9 203 149 000	40 980 354 147	17 091 149 000
32	2008	Total Sûreté publique et maintien de l'ordre		130 384 083 089	12 917 116 939	143 301 200 028	90 467 543 022
Total Ministère des Forces Armées				332 173 061 030	18 353 902 042	350 526 963 072	253 082 420 434
33	1003	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	919 016 000		919 016 000	437 370 413
33	1003	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	1 510 000 000	175 343 809	1 685 343 809	1 633 731 945
33	1003	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	12 897 000 000	1 561 705 087	14 458 705 087	1 268 881 758

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
33	1003	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	6	1 000 000 000	100 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
33	1003	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		16 326 016 000	1 837 048 896	18 163 064 896	4 439 984 116
33	2009	Sécurité publique	2	40 707 932 168		40 707 932 168	38 658 433 331
33	2009	Sécurité publique	3	7 600 000 000	587 655 278	8 187 655 278	8 160 819 392
33	2009	Sécurité publique	4	10 638 000 000	4 590 350 000	15 228 350 000	15 226 377 554
33	2009	Sécurité publique	5	57 880 133 572	371 696 620	58 251 830 192	3 563 665 992
33	2009	Sécurité publique	6	52 221 000 000	29 297 387 451	81 518 387 451	12 300 000 000
33	2009	Total Sécurité publique		169 047 065 740	34 847 089 349	203 894 155 089	77 909 296 269
33	2010	Sécurité civile	2	22 417 241 971		22 417 241 971	20 324 128 908
33	2010	Sécurité civile	3	3 520 000 000	99 174 414	3 619 174 414	3 616 947 681
33	2010	Sécurité civile	4	1 820 000 000	-	1 820 000 000	1 820 000 000
33	2010	Sécurité civile	5	44 488 774 690	856 245 957	45 345 020 647	2 377 166 001
33	2010	Sécurité civile	6	-	4 717 953 971	4 717 953 971	4 567 953 971
33	2010	Total Sécurité civile		72 246 016 661	5 673 374 342	77 919 391 003	32 706 196 561
33	2011	Administration territoriale	2	4 683 842 000		4 683 842 000	28 621 884 635
33	2011	Administration territoriale	3	2 316 588 536	383 162 053	2 699 750 589	2 669 053 211
33	2011	Administration territoriale	4	-	4 542 602 182	4 542 602 182	4 542 602 182
33	2011	Administration territoriale	5	10 738 000 000	- 41 842 903	10 696 157 097	270 726 693
33	2011	Total Administration territoriale		17 738 430 536	4 883 921 332	22 622 351 868	36 104 266 721
33	2012	Gouvernance électorale	2	173 716 000		173 716 000	165 121 289
33	2012	Gouvernance électorale	3	5 100 000 000	- 1 861 217 500	3 238 782 500	3 226 996 306
33	2012	Gouvernance électorale	4	2 294 000 000	-	2 294 000 000	2 294 000 000
33	2012	Gouvernance électorale	6	50 000 000 000	- 39 500 000 000	10 500 000 000	-
33	2012	Total Gouvernance électorale		57 567 716 000	- 41 361 217 500	16 206 498 500	5 686 117 595
Total Ministère de l'Intérieur				332 925 244 937	5 880 216 419	338 805 461 356	156 845 861 262
34	1004	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	1 095 313 000		1 095 313 000	2 237 256 743
34	1004	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	1 002 279 400	41 514 881	1 043 794 281	958 642 033
34	1004	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	2 437 000 000	3 273 000 000	5 710 000 000	5 710 000 000
34	1004	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	2 100 000 000	- 21 718 025	2 078 281 975	81 869 552

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
34	1004	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	6	100 000 000	24 900 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000
34	1004	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		6 734 592 400	28 192 796 856	34 927 389 256	33 987 768 328
34	2014	Justice judiciaire	2	17 032 551 973		17 032 551 973	11 970 176 375
34	2014	Justice judiciaire	3	1 735 075 850	- 36 723 949	1 698 351 901	1 681 263 640
34	2014	Justice judiciaire	4	800 000 000	160 000 000	960 000 000	960 000 000
34	2014	Justice judiciaire	5	5 662 842 604	- 461 404 587	5 201 438 017	314 411 967
34	2014	Total Justice judiciaire		25 230 470 427	- 338 128 536	24 892 341 891	14 925 851 982
34	2015	Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	2	1 212 356 000		1 212 356 000	973 198 870
34	2015	Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	3	1 116 571 120	- 138 486	1 116 432 634	1 102 716 117
34	2015	Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	5	375 000 000	- 119 628 822	255 371 178	208 350 496
34	2015	Total Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant		2 703 927 120	- 119 767 308	2 584 159 812	2 284 265 483
34	2016	Administration pénitentiaire	2	7 538 999 000		7 538 999 000	8 341 888 883
34	2016	Administration pénitentiaire	3	5 745 000 000	- 164 304 005	5 580 695 995	5 559 540 217
34	2016	Administration pénitentiaire	4	150 000 000	166 000 000	316 000 000	316 000 000
34	2016	Administration pénitentiaire	5	7 814 550 381	5 384 725 616	13 199 275 997	4 809 725 616
34	2016	Administration pénitentiaire	6	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000
34	2016	Total Administration pénitentiaire		21 348 549 381	5 386 421 611	26 734 970 992	19 127 154 716
34	2100	Bonne gouvernance et Droits humains	2	188 226 000		188 226 000	29 366 054
34	2100	Bonne gouvernance et Droits humains	3	465 500 000	- 41 803 813	423 696 187	422 159 540
34	2100	Bonne gouvernance et Droits humains	4	155 000 000	-	155 000 000	155 000 000
34	2100	Bonne gouvernance et Droits humains	5	200 000 000	- 13 191 969	186 808 031	184 982 732
34	2100	Total Bonne gouvernance et Droits humains		1 008 726 000	- 54 995 782	953 730 218	791 508 326
Total Ministère de la Justice				57 026 265 328	33 066 326 841	90 092 592 169	71 116 548 835
35	1005	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	497 701 000		497 701 000	4 833 664 093
35	1005	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	584 780 425	269 815 758	854 596 183	846 244 649
35	1005	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		1 082 481 425	269 815 758	1 352 297 183	5 679 908 742
35	2017	Fonction publique	2	1 142 400 643		1 142 400 643	965 570 740
35	2017	Fonction publique	3	663 184 000	- 30 335 282	632 848 718	573 234 104
35	2017	Fonction publique	4	535 000 000	- 35 000 000	500 000 000	500 000 000

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
35	2017	Fonction publique	5	727 000 000	- 272 937 799	454 062 201	421 580 577
35	2017	Total Fonction publique		3 067 584 643	- 338 273 081	2 729 311 562	2 460 385 421
35	2018	Renouveau du service public	2	94 204 000		94 204 000	105 008 290
35	2018	Renouveau du service public	3	254 100 000	- 95 029 719	159 070 281	128 257 603
35	2018	Renouveau du service public	5	773 000 000	- 2 497 417	770 502 583	696 078 632
35	2018	Total Renouveau du service public		1 121 304 000	- 97 527 136	1 023 776 864	929 344 525
Total Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public				5 271 370 068	- 165 984 459	5 105 385 609	9 069 638 688
37	1006	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	448 931 207		448 931 207	282 856 508
37	1006	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	475 112 000	285 550 166	760 662 166	742 656 948
37	1006	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	-	150 000 000	150 000 000	150 000 000
37	1006	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	1 000 000 000	-	1 000 000 000	997 680 922
37	1006	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		1 924 043 207	435 550 166	2 359 593 373	2 173 194 378
37	2019	Gouvernance du marché du travail	2	882 932 000		882 932 000	504 451 643
37	2019	Gouvernance du marché du travail	3	784 450 000	16 119 463	800 569 463	738 464 343
37	2019	Gouvernance du marché du travail	4	950 000 000	-	950 000 000	900 000 000
37	2019	Total Gouvernance du marché du travail		2 617 382 000	16 119 463	2 633 501 463	2 142 915 986
37	2107	Protection sociale des travailleurs	2	69 406 000		69 406 000	22 865 653
37	2107	Protection sociale des travailleurs	3	142 600 000	- 508	142 599 492	127 535 854
37	2107	Total Protection sociale des travailleurs		212 006 000	- 508	212 005 492	150 401 507
Total Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions				4 753 431 207	451 669 121	5 205 100 328	4 466 511 871
40	1008	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	717 101 792		717 101 792	17 279 856
40	1008	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	172 712 150	- 35 259 495	137 452 655	130 898 970
40	1008	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	258 747 040	- 16 785 640	241 961 400	172 190 012
40	1008	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		1 148 560 982	- 52 045 135	1 096 515 847	320 368 838
40	2023	Pêche et Aquaculture	2	1 023 215 000		1 023 215 000	1 059 181 827
40	2023	Pêche et Aquaculture	3	352 594 728	- 23 243 841	329 350 887	325 045 940
40	2023	Pêche et Aquaculture	4	764 000 000	329 832 000	1 093 832 000	1 093 832 000
40	2023	Pêche et Aquaculture	5	9 340 000 000	- 2 894 370 125	6 445 629 875	2 629 044 380
40	2023	Pêche et Aquaculture	6	2 000 000 000	340 233 416	2 340 233 416	2 340 233 416

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
40	2023	Total Pêche et Aquaculture		13 479 809 728	- 2 247 548 550	11 232 261 178	7 447 337 563
40	2024	Economie Maritime	2	22 032 000		22 032 000	25 642 692
40	2024	Economie Maritime	3	46 487 004	- 5 732 778	40 754 226	37 983 319
40	2024	Economie Maritime	4	7 409 537 612	100 000 000	7 509 537 612	7 509 537 612
40	2024	Economie Maritime	5	31 917 766 740	- 30 526 274 169	1 391 492 571	1 391 492 571
40	2024	Economie Maritime	6	51 327 701 010	27 391 481 085	78 719 182 095	5 247 714 345
40	2024	Total Economie Maritime		90 723 524 366	- 3 040 525 862	87 682 998 504	14 212 370 539
Total Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime				105 351 895 076	- 5 340 119 547	100 011 775 529	21 980 076 940
41	1009	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	841 491 908		841 491 908	318 865 825
41	1009	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	685 477 590	39 848 716	725 326 306	699 746 356
41	1009	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	500 000 000	107 847 119	607 847 119	532 849 161
41	1009	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		2 026 969 498	147 695 835	2 174 665 333	1 551 461 342
41	2027	Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	2	113 722 000		113 722 000	119 127 869
41	2027	Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	3	86 886 000	- 8 210 804	78 675 196	71 378 990
41	2027	Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	4	190 000 000	-	190 000 000	190 000 000
41	2027	Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	5	797 992 969 797	- 88 545 922 354	709 447 047 443	-
41	2027	Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	6	13 000 000 000	96 290 190 608	109 290 190 608	58 807 980 350
41	2027	Total Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières		811 383 577 797	7 736 057 450	819 119 635 247	59 188 487 209
41	2028	Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	3	15 000 000	- 28 510	14 971 490	14 969 330
41	2028	Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	4	6 000 000 000	200 000 000	6 200 000 000	6 100 000 000
41	2028	Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	5	11 160 000 000	- 11 133 707 510	26 292 490	26 292 490
41	2028	Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	6	35 000 000 000	- 4 250 000 000	30 750 000 000	30 750 000 000
41	2028	Total Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire		52 175 000 000	- 15 183 736 020	36 991 263 980	36 891 261 820
41	2029	Développement et modernisation des services de transport	2	219 919 000		219 919 000	217 180 025
41	2029	Développement et modernisation des services de transport	3	111 011 758	58 462 505	169 474 263	169 361 629
41	2029	Développement et modernisation des services de transport	4	9 400 000 000	450 000 000	9 850 000 000	9 750 000 000
41	2029	Développement et modernisation des services de transport	5	50 000 000	-	50 000 000	49 993 222
41	2029	Développement et modernisation des services de transport	6	5 975 181 793	- 1 391 181 793	4 584 000 000	4 584 000 000

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
41	2029	Total Développement et modernisation des services de transport		15 756 112 551	- 882 719 288	14 873 393 263	14 770 534 876
Total Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement				881 341 659 846	- 8 182 702 023	873 158 957 823	112 401 745 247
42	1010	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	511 414 840		511 414 840	97 164 516
42	1010	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	874 000 000	- 398 218 561	475 781 439	431 173 773
42	1010	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	650 000 000	- 58 000 000	592 000 000	592 000 000
42	1010	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	355 000 000	- 106 592 718	248 407 282	204 270 545
42	1010	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		2 390 414 840	- 562 811 279	1 827 603 561	1 324 608 834
42	2030	Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	2	58 275 000		58 275 000	55 971 146
42	2030	Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	3	50 000 000	28 859 155	78 859 155	67 268 060
42	2030	Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	4	7 282 000 000	928 000 000	8 210 000 000	7 610 000 000
42	2030	Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	5	7 542 100 000	- 3 671 029 016	3 871 070 984	1 871 207 855
42	2030	Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	6	-	2 658 957 200	2 658 957 200	2 408 957 200
42	2030	Total Sécurisation de la base product et dével des infrast rural		14 932 375 000	- 55 212 661	14 877 162 339	12 013 404 261
42	2031	Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	2	1 387 801 200		1 387 801 200	1 388 159 444
42	2031	Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	3	649 962 474	- 39 499 381	610 463 093	572 848 548
42	2031	Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	4	51 075 000 000	- 1 763 437 722	49 311 562 278	49 311 562 278
42	2031	Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	5	6 443 700 000	- 1 726 959 589	4 716 740 411	3 882 817 042
42	2031	Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	6	10 321 000 000	10 989 325 484	21 310 325 484	21 310 325 484
42	2031	Total Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles		69 877 463 674	7 459 428 792	77 336 892 466	76 465 712 796
42	2033	Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	2	283 870 840		283 870 840	164 789 692
42	2033	Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	3	136 611 194	20 481 593	157 092 787	135 784 427
42	2033	Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	4	8 050 897 000	- 128 645 000	7 922 252 000	7 922 249 800
42	2033	Total Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons		8 471 379 034	- 108 163 407	8 363 215 627	8 222 823 919
Total Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural				95 671 632 548	6 733 241 445	102 404 873 993	98 026 549 810
43	1011	Pilotage, gestion et coordination du MFB	2	3 626 736 373		3 626 736 373	2 586 205 724
43	1011	Pilotage, gestion et coordination du MFB	3	4 133 969 953	- 319 902 377	3 814 067 576	3 283 609 208
43	1011	Pilotage, gestion et coordination du MFB	4	3 807 857 265	900 254 630	4 708 111 895	4 708 111 894
43	1011	Pilotage, gestion et coordination du MFB	5	1 384 365 059	242 552 784	1 626 917 843	1 201 313 224

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
43	1011	Pilotage, gestion et coordination du MFB	6	2 000 000 000	795 000 000	2 795 000 000	2 795 000 000
43	1011	Total Pilotage, gestion et coordination du MFB		14 952 928 650	1 617 905 037	16 570 833 687	14 574 240 050
43	2032	Gestion ressources douanières et protection de l'économie	2	9 467 649 502		9 467 649 502	10 256 218 106
43	2032	Gestion ressources douanières et protection de l'économie	3	1 890 875 762	537 495 222	2 428 370 984	2 189 746 924
43	2032	Gestion ressources douanières et protection de l'économie	4	24 000 000	16 000 000	40 000 000	40 000 000
43	2032	Gestion ressources douanières et protection de l'économie	5	39 208 552 743	2 895 000 000	42 103 552 743	9 300 000 000
43	2032	Gestion ressources douanières et protection de l'économie	6	-	16 449 500 000	16 449 500 000	3 199 232 000
43	2032	Total Gestion ressources douanières et protection de l'économie		50 591 078 007	19 897 995 222	70 489 073 229	24 985 197 030
43	2035	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	2	2 324 212 616		2 324 212 616	2 940 557 276
43	2035	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	3	3 174 890 640	380 440 051	3 555 330 691	3 427 902 958
43	2035	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	4	742 400 000	65 960 569 070	66 702 969 070	63 702 969 070
43	2035	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	5	2 744 118 013	282 952 508	3 027 070 521	2 304 733 520
43	2035	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	6	36 633 358 711	90 022 467 964	126 655 826 675	126 655 826 675
43	2035	Total Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution		45 618 979 980	156 646 429 593	202 265 409 573	199 031 989 499
43	2036	Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	2	3 948 287 520		3 948 287 520	4 054 843 047
43	2036	Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	3	1 910 676 748	- 210 407 749	1 700 268 999	1 630 721 779
43	2036	Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	4	20 000 000	-	20 000 000	20 000 000
43	2036	Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	5	10 254 092 793	- 671 237 652	9 582 855 141	1 114 110 160
43	2036	Total Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics		16 133 057 061	- 881 645 401	15 251 411 660	6 819 674 986
43	2037	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	2	5 474 771 455		5 474 771 455	5 663 986 579
43	2037	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	3	1 564 306 842	- 3 337 444	1 560 969 398	1 539 638 014
43	2037	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	4	28 770 000	23 000 000	51 770 000	51 770 000
43	2037	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	5	4 624 214 825	899 176 051	5 523 390 876	3 968 035 187
43	2037	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	6	4 000 000 000	6 614 241 470	10 614 241 470	10 614 241 470
43	2037	Total Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier		15 692 063 122	7 533 080 077	23 225 143 199	21 837 671 250
43	2038	Gestion du secteur financier	2	269 611 000		269 611 000	247 122 871
43	2038	Gestion du secteur financier	3	636 700 000	- 35 804 520	600 895 480	598 773 637
43	2038	Gestion du secteur financier	4	1 383 119 000	-	1 383 119 000	1 383 119 000
43	2038	Gestion du secteur financier	5	498 000 000	- 53 101 160	444 898 840	428 171 139

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
43	2038	Gestion du secteur financier	6	750 000 000	150 000 000	900 000 000	900 000 000
43	2038	Total Gestion du secteur financier		3 537 430 000	61 094 320	3 598 524 320	3 557 186 647
Total Ministère des Finances et du Budget				146 525 536 820	184 874 858 848	331 400 395 668	270 805 959 462
44	1012	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	409 892 163		409 892 163	57 405 927
44	1012	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	401 000 290	- 69 319 436	331 680 854	324 604 684
44	1012	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	300 000 000	526 603 018	826 603 018	826 603 018
44	1012	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		1 110 892 453	457 283 582	1 568 176 035	1 208 613 629
44	2039	Electrification rurale et Energies renouvelables	3	26 496 131	- 9 252 952	17 243 179	17 200 704
44	2039	Electrification rurale et Energies renouvelables	4	2 800 000 000	- 250 000 000	2 550 000 000	2 550 000 000
44	2039	Electrification rurale et Energies renouvelables	5	20 093 500 000	- 3 972 241 856	16 121 258 144	1 567 084 541
44	2039	Electrification rurale et Energies renouvelables	6	2 720 000 000	6 208 760 000	8 928 760 000	1 311 250 000
44	2039	Total Electrification rurale et Energies renouvelables		25 639 996 131	1 977 265 192	27 617 261 323	5 445 535 245
44	2040	Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	2	34 741 280		34 741 280	28 325 614
44	2040	Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	3	32 949 654	- 7 214 865	25 734 789	25 721 935
44	2040	Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	4	46 715 681 000	11 319 150 325	58 034 831 325	58 034 831 325
44	2040	Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	5	700 000 000	- 252 696 241	447 303 759	373 585 123
44	2040	Total Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles		47 483 371 934	11 059 239 219	58 542 611 153	58 462 463 997
44	2120	Optimisation du système d'offre d'électricité	2	58 254 440		58 254 440	35 064 649
44	2120	Optimisation du système d'offre d'électricité	3	31 699 848	- 7 490 643	24 209 205	22 687 155
44	2120	Optimisation du système d'offre d'électricité	4	1 050 000 000	- 100 000 000	950 000 000	950 000 000
44	2120	Optimisation du système d'offre d'électricité	5	30 225 000 000	- 29 883 149 838	341 850 162	281 082 887
44	2120	Optimisation du système d'offre d'électricité	6	1 000 000 000	- 1 000 000 000	-	-
44	2120	Total Optimisation du système d'offre d'électricité		32 364 954 288	- 30 990 640 481	1 374 313 807	1 288 834 691
Total Ministère du Pétrole et des Energies				106 599 214 806	- 17 496 852 488	89 102 362 318	66 405 447 562
45	1013	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	607 218 309		607 218 309	14 447 199
45	1013	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	259 831 105	- 54 229 818	205 601 287	204 828 731
45	1013	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	470 818 000	350 000 000	820 818 000	820 818 000
45	1013	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		1 337 867 414	295 770 182	1 633 637 596	1 040 093 930

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
45	2041	Développement du marché intérieur et de la consommation	2	1 109 729 000		1 109 729 000	934 650 896
45	2041	Développement du marché intérieur et de la consommation	3	252 587 983	- 5 575 011	247 012 972	239 347 825
45	2041	Développement du marché intérieur et de la consommation	4	895 600 000	775 000 000	1 670 600 000	1 670 600 000
45	2041	Développement du marché intérieur et de la consommation	5	30 443 000 000	- 4 426 925 723	26 016 074 277	1 263 905 370
45	2041	Développement du marché intérieur et de la consommation	6	2 055 000 000	887 500 000	2 942 500 000	2 887 500 000
45	2041	Total Développement du marché intérieur et de la consommation		34 755 916 983	- 2 770 000 734	31 985 916 249	6 996 004 091
45	2042	Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	2	252 437 000		252 437 000	223 820 083
45	2042	Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	3	123 300 010	- 15 949 001	107 351 009	104 968 665
45	2042	Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	4	950 000 000	700 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000
45	2042	Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	5	16 550 000	54 307 118	70 857 118	66 596 942
45	2042	Total Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in		1 342 287 010	738 358 117	2 080 645 127	2 045 385 690
45	2043	Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	2	70 673 000		70 673 000	63 226 976
45	2043	Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	3	223 333 333	61 776 554	285 109 887	279 783 149
45	2043	Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	4	1 400 000 000	- 100 668 870	1 299 331 130	1 299 331 130
45	2043	Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	6	17 000 000 000	- 14 950 000 000	2 050 000 000	800 000 000
45	2043	Total Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI		18 694 006 333	- 14 988 892 316	3 705 114 017	2 442 341 255
45	2044	Promotion et valorisation des produits locaux	4	222 194 000	50 000 000	272 194 000	272 194 000
45	2044	Promotion et valorisation des produits locaux	5	300 000 000	- 200 000 000	100 000 000	-
45	2044	Promotion et valorisation des produits locaux	6	200 000 000	-	200 000 000	200 000 000
45	2044	Total Promotion et valorisation des produits locaux		722 194 000	- 150 000 000	572 194 000	472 194 000
Total Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises				56 852 271 740	- 16 874 764 751	39 977 506 989	12 996 018 966
46	1014	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	790 525 322		790 525 322	516 509 344
46	1014	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	940 916 765	147 553 207	1 088 469 972	1 075 595 348
46	1014	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	2 215 000 000	268 963 386	2 483 963 386	1 151 936 895
46	1014	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		3 946 442 087	416 516 593	4 362 958 680	2 744 041 587
46	2045	Aménagement et développement urbain	2	203 413 000		203 413 000	300 294 057
46	2045	Aménagement et développement urbain	3	256 000 000	- 53 088 183	202 911 817	172 194 460
46	2045	Aménagement et développement urbain	4	300 000 000	38 000 000	338 000 000	338 000 000

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
46	2045	Aménagement et développement urbain	5	2 050 000 000	- 730 456 603	1 319 543 397	1 305 103 909
46	2045	Aménagement et développement urbain	6	15 045 000 000	- 8 470 000 000	6 575 000 000	6 275 000 000
46	2045	Total Aménagement et développement urbain		17 854 413 000	- 9 215 544 786	8 638 868 214	8 390 592 426
46	2046	Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	2	161 310 000		161 310 000	147 597 380
46	2046	Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	3	349 228 423	495 422	349 723 845	338 210 173
46	2046	Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	4	17 450 000 000	- 968 000 000	16 482 000 000	16 482 000 000
46	2046	Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	5	1 970 000 000	- 199 645 975	1 770 354 025	1 767 114 924
46	2046	Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	6	29 718 147 045	- 4 914 004 161	24 804 142 884	7 225 000 000
46	2046	Total Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub		49 648 685 468	- 6 081 154 714	43 567 530 754	25 959 922 477
46	2047	Cadre de vie	2	198 897 000		198 897 000	169 795 358
46	2047	Cadre de vie	3	388 743 141	43 523 513	432 266 654	425 034 026
46	2047	Cadre de vie	4	15 000 000 000	4 930 000 000	19 930 000 000	19 930 000 000
46	2047	Cadre de vie	5	7 943 324 110	- 2 436 187 805	5 507 136 305	4 819 895 036
46	2047	Cadre de vie	6	250 000 000	8 210 844 351	8 460 844 351	7 610 844 351
46	2047	Total Cadre de vie		23 780 964 251	10 748 180 059	34 529 144 310	32 955 568 771
Total Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique				95 230 504 806	- 4 132 002 848	91 098 501 958	70 050 125 261
47	1015	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	313 062 285		313 062 285	666 940
47	1015	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	406 020 998	- 700 076	405 320 922	393 201 699
47	1015	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	40 000 000	200 000 000	240 000 000	240 000 000
47	1015	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		759 083 283	199 299 924	958 383 207	633 868 639
47	2049	compétitivité de l'industrie sénégalaise	2	81 522 000		81 522 000	103 785 800
47	2049	compétitivité de l'industrie sénégalaise	3	36 350 000	- 6 482	36 343 518	31 840 404
47	2049	compétitivité de l'industrie sénégalaise	4	2 663 380 000	1 400 000 000	4 063 380 000	4 063 380 000
47	2049	compétitivité de l'industrie sénégalaise	5	100 000 000	600 000 000	700 000 000	700 000 000
47	2049	compétitivité de l'industrie sénégalaise	6	2 070 000 000	- 470 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000
47	2049	Total compétitivité de l'industrie sénégalaise		4 951 252 000	1 529 993 518	6 481 245 518	6 499 006 204
Total Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie				5 710 335 283	1 729 293 442	7 439 628 725	7 132 874 843
49	1016	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	541 187 149		541 187 149	44 513 014
49	1016	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	257 002 120	- 52 756 141	204 245 979	202 957 071

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
49	1016	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	225 000 000	- 22 048 276	202 951 724	199 903 715
49	1016	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		1 023 189 269	- 74 804 417	948 384 852	447 373 800
49	2050	Développement de l'Offre touristique	2	106 195 000		106 195 000	124 653 554
49	2050	Développement de l'Offre touristique	3	139 075 000	- 25 334 328	113 740 672	112 227 506
49	2050	Développement de l'Offre touristique	4	2 417 500 000	117 807 666	2 535 307 666	2 535 307 666
49	2050	Développement de l'Offre touristique	5	765 000 000	- 66 047 377	698 952 623	688 608 100
49	2050	Développement de l'Offre touristique	6	50 500 000 000	- 42 800 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000
49	2050	Total Développement de l'Offre touristique		53 927 770 000	- 42 773 574 039	11 154 195 961	11 160 796 826
49	2051	développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	2	5 813 000		5 813 000	11 295 124
49	2051	développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	3	22 400 000	- 9 592 743	12 807 257	11 806 560
49	2051	développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	4	857 500 000	- 130 000 000	727 500 000	727 500 000
49	2051	développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	5	655 000 000	- 400 000 000	255 000 000	-
49	2051	développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	6	6 524 000 000	-	6 524 000 000	6 524 000 000
49	2051	Total développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer		8 064 713 000	- 539 592 743	7 525 120 257	7 274 601 684
49	2052	Développement des infrastructures aéroportuaires	2	17 202 000		17 202 000	
49	2052	Développement des infrastructures aéroportuaires	3	22 800 000	- 8 003 214	14 796 786	14 793 286
49	2052	Développement des infrastructures aéroportuaires	4	3 242 000 000	- 721 000 000	2 521 000 000	2 521 000 000
49	2052	Développement des infrastructures aéroportuaires	5	3 400 000 000	- 2 266 403 112	1 133 596 888	133 596 426
49	2052	Développement des infrastructures aéroportuaires	6	6 475 000 000	- 4 262 500 000	2 212 500 000	2 212 500 000
49	2052	Total Développement des infrastructures aéroportuaires		13 157 002 000	- 7 257 906 326	5 899 095 674	4 881 889 712
Total Ministère du Tourisme et des transports aériens				76 172 674 269	- 50 645 877 525	25 526 796 744	23 764 662 022
50	1017	Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	2	68 293 391 952		68 293 391 952	356 105 082 600
50	1017	Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	3	17 235 062 580	2 325 441 642	19 560 504 222	19 384 773 168
50	1017	Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	4	1 657 572 000	500 000 000	2 157 572 000	2 157 571 334
50	1017	Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	5	1 276 206 513	- 50 221 830	1 225 984 683	1 211 439 765
50	1017	Total Pilotage ministériel, gestion et coordination admi		88 462 233 045	2 775 219 812	91 237 452 857	378 858 866 867
50	2053	Education préscolaire	2	6 270 070 000		6 270 070 000	81 972 244
50	2053	Education préscolaire	3	187 645 300	- 10 859 391	176 785 909	128 545 396
50	2053	Education préscolaire	4	139 252 000	-	139 252 000	139 252 000

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
50	2053	Total Education préscolaire		6 596 967 300	- 10 859 391	6 586 107 909	349 769 640
50	2054	Enseignement Élémentaire	2	210 244 670 984		210 244 670 984	33 112 716 437
50	2054	Enseignement Élémentaire	3	28 575 084 982	7 414 350 255	35 989 435 237	35 521 462 144
50	2054	Enseignement Élémentaire	4	5 861 000 000	3 750 000 000	9 611 000 000	9 611 000 000
50	2054	Enseignement Élémentaire	5	7 617 726 226	1 759 328 133	9 377 054 359	6 025 067 289
50	2054	Enseignement Élémentaire	6	302 000 000	300 000 000	602 000 000	602 000 000
50	2054	Total Enseignement Élémentaire		252 600 482 192	13 223 678 388	265 824 160 580	84 872 245 870
50	2055	Enseignement Moyen général	2	100 153 024 520		100 153 024 520	12 443 150 288
50	2055	Enseignement Moyen général	3	2 679 907 380	- 6 844 038	2 673 063 342	2 582 652 874
50	2055	Enseignement Moyen général	5	5 620 848 478	703 810 053	6 324 658 531	2 158 094 540
50	2055	Total Enseignement Moyen général		108 453 780 378	696 966 015	109 150 746 393	17 183 897 702
50	2056	Enseignement secondaire général	2	73 111 606 000		73 111 606 000	54 899 013 675
50	2056	Enseignement secondaire général	3	1 873 570 000	- 109 933 157	1 763 636 843	1 705 818 653
50	2056	Enseignement secondaire général	4	596 700 000	- 3 649 000	593 051 000	593 051 000
50	2056	Enseignement secondaire général	5	15 484 003 030	- 121 870 534	15 362 132 496	2 333 686 995
50	2056	Total Enseignement secondaire général		91 065 879 030	- 235 452 691	90 830 426 339	59 531 570 323
50	2057	Education de base des jeunes et adultes	2	86 096 000		86 096 000	10 895 805
50	2057	Education de base des jeunes et adultes	3	641 414 000	- 353 212 667	288 201 333	269 243 173
50	2057	Education de base des jeunes et adultes	4	1 000 000 000	-	1 000 000 000	1 000 000 000
50	2057	Education de base des jeunes et adultes	5	766 086 080	-	766 086 080	316 461 415
50	2057	Total Education de base des jeunes et adultes		2 493 596 080	- 353 212 667	2 140 383 413	1 596 600 393
Total Ministère de l'Education Nationale				549 672 938 025	16 096 339 466	565 769 277 491	542 392 950 795
52	1018	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	714 741 135		714 741 135	349 946 213
52	1018	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	450 190 400	228 941 228	679 131 628	640 257 158
52	1018	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	260 000 000	2 830 000 000	3 090 000 000	3 090 000 000
52	1018	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	300 000 000	- 23 385 230	276 614 770	88 252 644
52	1018	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		1 724 931 535	3 035 555 998	4 760 487 533	4 168 456 015
52	2058	Développement des ressources humaines et de la formation	2	66 596 780		66 596 780	73 218 460
52	2058	Développement des ressources humaines et de la formation	3	151 650 000	- 7 270 349	144 379 651	143 980 423

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
52	2058	Développement des ressources humaines et de la formation	4	60 000 000	- 24 478 500	35 521 500	35 521 500
52	2058	Développement des ressources humaines et de la formation	5	4 420 000 000	- 218 362 600	4 201 637 400	87 901 400
52	2058	Total Développement des ressources humaines et de la formation		4 698 246 780	- 250 111 449	4 448 135 331	340 621 783
52	2059	Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	2	207 595 280		207 595 280	216 240 108
52	2059	Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	3	5 257 654 180	4 917 817 003	10 175 471 183	10 157 219 509
52	2059	Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	5	27 821 061 189	- 267 270 912	27 553 790 277	5 391 970 483
52	2059	Total Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive		33 286 310 649	4 650 546 091	37 936 856 740	15 765 430 100
Total Ministère des Sports				39 709 488 964	7 435 990 640	47 145 479 604	20 274 507 898
53	1019	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	414 482 286		414 482 286	26 606 078
53	1019	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	914 973 800	45 063 715	960 037 515	949 917 516
53	1019	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		1 329 456 086	45 063 715	1 374 519 801	976 523 594
53	2061	Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	2	546 288 720		546 288 720	502 812 965
53	2061	Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	3	452 532 630	19 922 677	472 455 307	460 157 766
53	2061	Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	4	5 519 096 333	727 840 946	6 246 937 279	6 246 937 279
53	2061	Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	5	17 536 299 547	- 452 201 249	17 084 098 298	1 173 210 991
53	2061	Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	6	1 000 000 000	300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000
53	2061	Total Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives		25 054 217 230	595 562 374	25 649 779 604	9 683 119 001
53	2062	Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	2	34 781 680		34 781 680	45 270 597
53	2062	Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	3	79 884 000	- 341 472	79 542 528	79 412 284
53	2062	Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	4	9 075 256 716	1 324 000 000	10 399 256 716	10 399 256 716
53	2062	Total Développement et Encadrement du Secteur de la Communication		9 189 922 396	1 323 658 528	10 513 580 924	10 523 939 597
53	2063	Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	2	125 073 920		125 073 920	97 439 398
53	2063	Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	3	267 196 000	- 3 280 627	263 915 373	262 544 965
53	2063	Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	4	1 278 646 000	275 000 000	1 553 646 000	1 553 646 000
53	2063	Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	5	6 998 265 580	- 594 419 179	6 403 846 401	2 070 784 787
53	2063	Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	6	5 000 000 000	- 1 250 000 000	3 750 000 000	1 550 000 000
53	2063	Total Promotion et valorisation du Patrimoine culturel		13 669 181 500	-1 572 699 806	12 096 481 694	5 534 415 150
Total Ministère de la Culture et de la Communication				49 242 777 212	391 584 811	49 634 362 023	26 717 997 342

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
54	1020	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	17 342 469 371		17 342 469 371	17 889 010 035
54	1020	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	12 428 887 066	2 060 726 126	14 489 613 192	14 107 153 221
54	1020	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	15 884 299 000	2 767 014 500	18 651 313 500	18 651 209 500
54	1020	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	3 043 619 706	- 148 454 253	2 895 165 453	1 047 782 561
54	1020	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	6	1 450 000 000	- 550 000 000	900 000 000	900 000 000
54	1020	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		50 149 275 143	4 129 286 373	54 278 561 516	52 595 155 317
54	2064	Santé de base	2	12 317 365 575		12 317 365 575	11 638 034 879
54	2064	Santé de base	3	1 723 132 314	- 14 092 160	1 709 040 154	1 656 663 889
54	2064	Santé de base	4	4 327 000 000	1 608 910 000	5 935 910 000	5 935 910 000
54	2064	Santé de base	5	15 925 293 128	- 1 977 402 067	13 947 891 061	857 689 798
54	2064	Santé de base	6	1 475 851 562	12 123 651 100	13 599 502 662	13 334 502 662
54	2064	Total Santé de base		35 768 642 579	11 741 066 873	47 509 709 452	33 422 801 228
54	2066	Santé de référence	2	15 763 075 440		15 763 075 440	14 506 290 954
54	2066	Santé de référence	3	241 643 000	- 5 060 579	236 582 421	230 681 818
54	2066	Santé de référence	4	19 469 715 000	1 059 000 000	20 528 715 000	20 436 215 000
54	2066	Santé de référence	5	9 411 000 000	- 832 994 755	8 578 005 245	4 256 736 645
54	2066	Santé de référence	6	4 955 561 234	200 000 000	5 155 561 234	4 747 000 000
54	2066	Total Santé de référence		49 840 994 674	420 944 666	50 261 939 340	44 176 924 417
54	2067	Protection sociale	2	911 877 620		911 877 620	971 967 074
54	2067	Protection sociale	3	642 205 400	- 24 365 996	617 839 404	601 071 690
54	2067	Protection sociale	4	268 358 000	45 914 500	314 272 500	314 272 500
54	2067	Protection sociale	5	1 371 999 568	- 116 512 543	1 255 487 025	428 757 748
54	2067	Protection sociale	6	550 000 000	- 260 000 000	290 000 000	290 000 000
54	2067	Total Protection sociale		3 744 440 588	- 354 964 039	3 389 476 549	2 606 069 012
Total Ministère de la Santé et de l'Action Sociale				139 503 352 984	15 936 333 873	155 439 686 857	132 800 949 974
55	1021	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	891 553 827		891 553 827	1 160 353 139
55	1021	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	450 803 960	- 45 759 218	405 044 742	399 518 650
55	1021	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	-	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
55	1021	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	1 947 458 901	7 540 075	1 954 998 976	187 021 754

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
55	1021	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		3 289 816 688	1 161 780 857	4 451 597 545	2 946 893 543
55	2068	Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	2	102 636 780		102 636 780	82 048 054
55	2068	Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	3	36 425 200	- 5 767 802	30 657 398	29 899 074
55	2068	Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	5	5 179 394 308	- 2 223 973 923	2 955 420 385	1 860 308 082
55	2068	Total Education à la citoyenneté et promotion du volontariat		5 318 456 288	- 2 229 741 725	3 088 714 563	1 972 255 210
55	2069	Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	2	67 201 860		67 201 860	62 793 845
55	2069	Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	3	403 601 154	469 053 264	872 654 418	871 646 826
55	2069	Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	5	77 500 000	- 2 109 160	75 390 840	67 742 846
55	2069	Total Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement		548 303 014	466 944 104	1 015 247 118	1 002 183 517
55	2070	Promotion socioéconomique des jeunes	4	1 650 000 000	200 000 000	1 850 000 000	1 831 974 700
55	2070	Promotion socioéconomique des jeunes	5	336 525 703	-	336 525 703	200 000 000
55	2070	Promotion socioéconomique des jeunes	6	45 826 047 155	100 000 000	45 926 047 155	6 048 320 802
55	2070	Total Promotion socioéconomique des jeunes		47 812 572 858	300 000 000	48 112 572 858	8 080 295 502
Total Ministère de la Jeunesse				56 969 148 848	- 301 016 764	56 668 132 084	14 001 627 772
56	1022	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	322 698 536		322 698 536	61 903 441
56	1022	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	1 331 575 000	143 291 995	1 474 866 995	1 462 545 515
56	1022	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	50 000 000	66 500 000	116 500 000	116 500 000
56	1022	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	386 350 000	39 755 740	426 105 740	411 513 525
56	1022	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	6	-	110 000 000	110 000 000	110 000 000
56	1022	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		2 090 623 536	359 547 735	2 450 171 271	2 162 462 481
56	2071	Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	2	4 105 408 904		4 105 408 904	4 109 670 858
56	2071	Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	3	1 537 657 485	18 819 256	1 556 476 741	1 546 719 442
56	2071	Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	4	2 070 000 000	1 373 076 923	3 443 076 923	3 420 000 000
56	2071	Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	5	1 145 499 990	3 270 793 106	4 416 293 096	3 932 817 480
56	2071	Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	6	2 241 725 000	1 000 000 000	3 241 725 000	1 241 725 000
56	2071	Total Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres		11 100 291 379	5 662 689 285	16 762 980 664	14 250 932 780
56	2072	Conservation de la biodiversité et gestion des AP	2	2 739 491 000		2 739 491 000	2 874 125 122
56	2072	Conservation de la biodiversité et gestion des AP	3	670 838 763	- 15 683 408	655 155 355	654 234 376
56	2072	Conservation de la biodiversité et gestion des AP	4	351 120 000	-	351 120 000	351 120 000

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
56	2072	Conservation de la biodiversité et gestion des AP	5	665 160 520	3 636 329	668 796 849	655 308 557
56	2072	Total Conservation de la biodiversité et gestion des AP		4 426 610 283	- 12 047 079	4 414 563 204	4 534 788 055
56	2073	Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	2	260 446 000		260 446 000	297 339 960
56	2073	Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	3	412 357 290	- 15 692 662	396 664 628	390 554 521
56	2073	Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	5	399 500 000	214 219 166	613 719 166	592 949 696
56	2073	Total Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC		1 072 303 290	198 526 504	1 270 829 794	1 280 844 177
Total Ministère de l'Environnement et du développement durable				18 689 828 488	6 208 716 445	24 898 544 933	22 229 027 493
58	1023	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	904 517 480		904 517 480	-
58	1023	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	191 662 655	- 21 821 022	169 841 633	160 498 112
58	1023	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	158 890 760	117 962 741	276 853 501	276 835 953
58	1023	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		1 255 070 895	96 141 719	1 351 212 614	437 334 065
58	2098	Famille et genre	2	156 177 600		156 177 600	177 164 129
58	2098	Famille et genre	3	442 201 020	- 8 274 892	433 926 128	423 874 299
58	2098	Famille et genre	4	477 498 400	450 000 000	927 498 400	927 498 400
58	2098	Famille et genre	5	1 121 500 000	77 518 010	1 199 018 010	1 096 895 926
58	2098	Total Famille et genre		2 197 377 020	519 243 118	2 716 620 138	2 625 432 754
58	2101	Enfance	2	92 965 960		92 965 960	45 350 404
58	2101	Enfance	3	272 745 000	- 2 810 911	269 934 089	207 398 595
58	2101	Enfance	4	2 398 334 160	625 418 321	3 023 752 481	2 523 752 081
58	2101	Enfance	5	4 395 000 000	- 763 688 899	3 631 311 101	629 691 485
58	2101	Enfance	6	-	775 000 000	775 000 000	425 000 000
58	2101	Total Enfance		7 159 045 120	633 918 511	7 792 963 631	3 831 192 565
58	2110	Autonomie Economique des femmes	2	181 677 480		181 677 480	179 959 278
58	2110	Autonomie Economique des femmes	3	112 801 824	- 2 676 442	110 125 382	109 861 855
58	2110	Autonomie Economique des femmes	5	2 271 126 876	51 948 371	2 323 075 247	1 883 277 475
58	2110	Autonomie Economique des femmes	6	650 000 000	-	650 000 000	650 000 000
58	2110	Total Autonomie Economique des femmes		3 215 606 180	49 271 929	3 264 878 109	2 823 098 608
Total Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants				13 827 099 215	1 298 575 277	15 125 674 492	9 717 057 992
59	1024	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	5 976 365 671		5 976 365 671	826 461 605

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
59	1024	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	1 212 831 194	140 264 610	1 353 095 804	1 307 640 446
59	1024	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	-	50 000 000	50 000 000	-
59	1024	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		7 189 196 865	190 264 610	7 379 461 475	2 134 102 051
59	2077	Développement des offres de formation professionnelle et tec	2	18 117 126 000		18 117 126 000	18 528 935 264
59	2077	Développement des offres de formation professionnelle et tec	3	5 865 691 584	- 8 109 632	5 857 581 952	5 834 239 960
59	2077	Développement des offres de formation professionnelle et tec	4	940 637 600	33 190 000	973 827 600	948 190 000
59	2077	Développement des offres de formation professionnelle et tec	5	12 148 668 389	- 368 248 550	11 780 419 839	3 253 832 262
59	2077	Développement des offres de formation professionnelle et tec	6	200 000 000	450 000 000	650 000 000	650 000 000
59	2077	Total Développement des offres de formation professionnelle et tec		37 272 123 573	106 831 818	37 378 955 391	29 215 197 486
59	2078	Développement de l'apprentissage	2	96 143 000		96 143 000	201 974 053
59	2078	Développement de l'apprentissage	3	11 899 224	- 1 909 094	9 990 130	8 987 230
59	2078	Développement de l'apprentissage	4	453 000 000	- 50 000 000	403 000 000	403 000 000
59	2078	Développement de l'apprentissage	5	725 000 000	- 435 187 864	289 812 136	289 812 136
59	2078	Développement de l'apprentissage	6	-	475 000 000	475 000 000	375 000 000
59	2078	Total Développement de l'apprentissage		1 286 042 224	- 12 096 958	1 273 945 266	1 278 773 419
59	2103	Développement de l'emploi	2	18 214 000		18 214 000	10 738 248
59	2103	Développement de l'emploi	3	41 800 000	5 466 246	47 266 246	44 177 289
59	2103	Développement de l'emploi	4	1 000 000 000	3 050 000 000	4 050 000 000	4 050 000 000
59	2103	Développement de l'emploi	5	235 000 000	78 446 032	313 446 032	312 697 998
59	2103	Développement de l'emploi	6	-	1 200 000 000	1 200 000 000	-
59	2103	Total Développement de l'emploi		1 295 014 000	4 333 912 278	5 628 926 278	4 417 613 535
Total Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle ,de l'Apprentissage et de l'Insertion				47 042 376 662	4 618 911 748	51 661 288 410	37 045 686 491
60	0010	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	2	51 319 840 912		42 239 840 912	36 029 971 016
60	0010	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	3	100 825 531 000	214 284 339 695	315 109 870 695	171 676 129 027
60	0010	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	4	46 939 873 953	20 078 796 484	67 018 670 437	63 578 714 229
60	0010	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	5	17 176 300 000	- 17 063 976 245	112 323 755	63 697 161
60	0010	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	6	18 600 000 000	37 931 678 411	56 531 678 411	51 947 678 411
60	0010	Total DOTATION CHARGES NON REPARTIES		234 861 545 865	255 230 838 345	481 012 384 210	323 296 189 844
Total Charges non Réparties				234 861 545 865	255 230 838 345	481 012 384 210	323 296 189 844

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
61	1032	Pilotage gestion et coordination administrative	2	400 363 110		400 363 110	401 305 332
61	1032	Pilotage gestion et coordination administrative	3	936 500 314	- 273 052 094	663 448 220	600 210 322
61	1032	Pilotage gestion et coordination administrative	5	1 926 705 832	- 208 629 611	1 718 076 221	457 214 132
61	1032	Pilotage gestion et coordination administrative	6	550 000 000	300 000 000	850 000 000	850 000 000
61	1032	Total Pilotage gestion et coordination administrative		3 813 569 256	- 181 681 705	3 631 887 551	2 308 729 786
61	2022	Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	2	168 989 000		168 989 000	168 847 876
61	2022	Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	3	614 840 536	- 41 759 501	573 081 035	553 245 991
61	2022	Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	4	150 000 000	-	150 000 000	150 000 000
61	2022	Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	5	851 677 146	- 336 199 405	515 477 741	506 755 927
61	2022	Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	6	3 000 000 000	9 340 000 000	12 340 000 000	12 139 999 999
61	2022	Total Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé		4 785 506 682	8 962 041 094	13 747 547 776	13 518 849 793
61	2034	Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	2	482 189 000		482 189 000	528 813 808
61	2034	Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	3	1 193 316 646	- 231 313 825	962 002 821	900 797 129
61	2034	Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	4	7 481 000 000	96 128 685	7 577 128 685	7 577 128 685
61	2034	Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	5	372 000 000	1 443 090	373 443 090	337 402 039
61	2034	Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	6	24 000 000 000	- 100 000 000	23 900 000 000	1 900 000 000
61	2034	Total Economie productive compétitive et créatrice d'emplois		33 528 505 646	- 233 742 050	33 294 763 596	11 244 141 661
Total Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération				42 127 581 584	8 546 617 339	50 674 198 923	27 071 721 240
62	1025	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	2 124 200 327		2 124 200 327	2 006 214 522
62	1025	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	773 390 901	33 672 776	807 063 677	793 688 097
62	1025	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	39 142 000	- 10 000 000	29 142 000	29 142 000
62	1025	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	70 119 117	- 18 123	70 100 994	52 581 874
62	1025	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		3 006 852 345	23 654 653	3 030 506 998	2 881 626 493
62	2079	Productions animales	2	206 995 220		206 995 220	137 086 111
62	2079	Productions animales	3	150 379 059	- 8 107 505	142 271 554	141 612 228
62	2079	Productions animales	4	500 000 000	-	500 000 000	500 000 000
62	2079	Productions animales	5	3 910 940 731	- 1 005 232 432	2 905 685 099	1 862 884 512
62	2079	Productions animales	6	2 021 117 373	6 152 753 866	8 173 871 239	7 911 788 739
62	2079	Total Productions animales		6 789 432 383	5 139 413 929	11 928 823 112	10 553 371 590

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
62	2080	Santé animale et Santé publique vétérinaire	2	140 125 500		140 125 500	102 954 392
62	2080	Santé animale et Santé publique vétérinaire	3	19 000 000	- 3 800 916	15 199 084	14 787 297
62	2080	Santé animale et Santé publique vétérinaire	5	1 133 271 279	- 1 133 271 279	-	-
62	2080	Santé animale et Santé publique vétérinaire	6	-	969 953 430	969 953 430	969 953 430
62	2080	Total Santé animale et Santé publique vétérinaire		1 292 396 779	- 167 118 765	1 125 278 014	1 087 695 119
62	2081	Mise en marché des produits animaux	2	44 026 600		44 026 600	40 096 544
62	2081	Mise en marché des produits animaux	3	16 000 000	- 3 114 169	12 885 831	12 550 368
62	2081	Mise en marché des produits animaux	5	326 899 477	- 164 182 748	162 716 729	149 597 617
62	2081	Total Mise en marché des produits animaux		386 926 077	- 167 296 917	219 629 160	202 244 529
Total Ministère de l'Elevage et des Productions Animales				11 475 607 584	4 828 652 900	16 304 237 284	14 724 937 731
63	1026	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	374 365 957		374 365 957	153 935 388
63	1026	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	194 050 000	- 26 835 667	167 214 333	165 377 925
63	1026	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	40 000 000	-	40 000 000	40 000 000
63	1026	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		608 415 957	- 26 835 667	581 580 290	359 313 313
63	2083	Economie numérique	2	168 781 000		168 781 000	185 482 874
63	2083	Economie numérique	3	66 475 000	- 4 864 349	61 610 651	61 604 182
63	2083	Economie numérique	4	2 400 000 000	700 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000
63	2083	Economie numérique	5	3 222 871 569	- 2 159 952 063	1 062 919 506	1 057 006 093
63	2083	Economie numérique	6	4 050 000 000	1 370 279 803	5 420 279 803	5 270 279 803
63	2083	Total Economie numérique		9 908 127 569	- 94 536 609	9 813 590 960	9 674 372 952
63	2084	Secteur postal	2	29 296 000		29 296 000	8 574 319
63	2084	Secteur postal	3	18 515 000	- 613 311	17 901 689	14 901 689
63	2084	Secteur postal	4	2 600 000 000	-	2 600 000 000	2 600 000 000
63	2084	Secteur postal	5	350 000 000	- 85 284 499	264 715 501	242 449 897
63	2084	Total Secteur postal		2 997 811 000	- 85 897 810	2 911 913 190	2 865 925 905
Total Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications				13 514 354 526	- 207 270 086	13 307 084 440	12 899 612 170
64	1569	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	239 386 468		239 386 468	21 591 008
64	1569	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	536 041 435	118 244 605	654 286 040	651 269 084
64	1569	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	150 000 000	31 553 975	181 553 975	181 463 232

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
64	1569	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		925 427 903	149 798 580	1 075 226 483	854 323 324
64	2102	Promotion de la microfinance	2	37 845 000		37 845 000	14 938 458
64	2102	Promotion de la microfinance	3	17 179 350	9 500 000	26 679 350	19 591 941
64	2102	Promotion de la microfinance	5	703 485 305	- 59 897 954	643 587 351	641 267 820
64	2102	Promotion de la microfinance	6	863 000 000	500 000 000	1 363 000 000	1 363 000 000
64	2102	Total Promotion de la microfinance		1 621 509 655	449 602 046	2 071 111 701	2 038 798 219
64	2118	Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	2	48 360 000		48 360 000	51 679 957
64	2118	Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	3	73 898 039	- 22 310 339	51 587 700	51 100 620
64	2118	Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	6	500 000 000	-	500 000 000	500 000 000
64	2118	Total Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)		622 258 039	- 22 310 339	599 947 700	602 780 577
Total Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire				3 169 195 597	577 090 287	3 746 285 884	3 495 902 120
65	1027	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	448 831 056		448 831 056	-
65	1027	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	252 656 000	- 39 356 062	213 299 938	208 419 091
65	1027	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	6	4 600 000 000	1 700 000 000	6 300 000 000	6 300 000 000
65	1027	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		5 301 487 056	1 660 643 938	6 962 130 994	6 508 419 091
65	2085	Cohérence territoriale	2	73 089 000		73 089 000	60 465 397
65	2085	Cohérence territoriale	3	40 000 000	- 7 554 631	32 445 369	28 422 869
65	2085	Cohérence territoriale	4	1 500 000 000	-	1 500 000 000	1 483 766 700
65	2085	Cohérence territoriale	6	2 340 173 480	1 330 597 909	3 670 771 389	1 757 840 629
65	2085	Total Cohérence territoriale		3 953 262 480	1 323 043 278	5 276 305 758	3 330 495 595
65	2086	Gouvernance territoriale	2	590 186 000		590 186 000	564 003 697
65	2086	Gouvernance territoriale	3	362 161 000	- 2 921 261	359 239 739	349 086 338
65	2086	Gouvernance territoriale	4	340 000 000	-	340 000 000	317 930 700
65	2086	Gouvernance territoriale	5	2 114 000 000	8 228 679	2 122 228 679	425 561 070
65	2086	Total Gouvernance territoriale		3 406 347 000	5 307 418	3 411 654 418	1 656 581 805
65	2087	Financement du développement territorial	2	54 286 000		54 286 000	64 072 732
65	2087	Financement du développement territorial	3	59 010 000	- 5 090 444	53 919 556	48 949 556
65	2087	Financement du développement territorial	4	32 000 000 000	- 1 225 000 000	30 775 000 000	30 715 000 000
65	2087	Financement du développement territorial	6	34 509 826 520	8 639 998 024	43 149 824 544	16 938 496 844

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
65	2087	Total Financement du développement territorial		66 623 122 520	7 409 907 580	74 033 030 100	47 766 519 132
Total Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires				79 284 219 056	10 398 902 214	89 683 121 270	59 262 015 623
68	1028	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	313 678 196		313 678 196	136 466 507
68	1028	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	216 637 667	- 58 419 885	158 217 782	130 354 830
68	1028	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	1 650 000 000	- 50 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000
68	1028	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		2 180 315 863	- 108 419 885	2 071 895 978	1 866 821 337
68	2088	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	2	112 721 000		112 721 000	105 742 266
68	2088	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	3	47 234 308	- 6 617	47 227 691	47 060 348
68	2088	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	4	2 711 432 000	- 200 000 000	2 511 432 000	2 325 772 000
68	2088	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	5	6 367 223 300	- 3 785 048 480	2 582 174 820	202 174 820
68	2088	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	6	350 000 000	3 407 147 500	3 757 147 500	2 932 147 500
68	2088	Total Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau		9 588 610 608	- 577 907 597	9 010 703 011	5 612 896 934
68	2089	Programme d'Accès à l'Eau Potable	2	163 877 900		163 877 900	193 320 754
68	2089	Programme d'Accès à l'Eau Potable	3	153 894 081	- 145 777	153 748 304	152 273 917
68	2089	Programme d'Accès à l'Eau Potable	4	1 897 798 808	- 247 798 808	1 650 000 000	1 650 000 000
68	2089	Programme d'Accès à l'Eau Potable	5	12 510 000 000	- 5 880 755 668	6 629 244 332	4 305 394 668
68	2089	Programme d'Accès à l'Eau Potable	6	6 775 000 000	4 548 403 467	11 323 403 467	11 323 403 467
68	2089	Total Programme d'Accès à l'Eau Potable		21 500 570 789	- 1 580 296 786	19 920 274 003	17 624 392 806
68	2090	Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	2	201 530 000		201 530 000	148 458 378
68	2090	Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	3	161 245 840	- 41 150 840	120 095 000	105 560 081
68	2090	Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	5	22 900 500 000	- 5 601 778 173	17 298 721 827	12 004 587 212
68	2090	Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	6	7 025 000 000	5 132 147 771	12 157 147 771	11 432 500 000
68	2090	Total Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales		30 288 275 840	- 510 781 242	29 777 494 598	23 691 105 671
Total Ministère de l'Eau et de l'assainissement				63 557 773 100	- 2 777 405 510	60 780 367 590	48 795 216 748
71	1570	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	269 050 000	- 29 464 500	239 585 500	159 113 443
71	1570	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	-	375 000 000	375 000 000	375 000 000
71	1570	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		269 050 000	345 535 500	614 585 500	534 113 443
71	2121	Développement de l'artisanat	2	144 145 000		144 145 000	
71	2121	Développement de l'artisanat	3	16 545 000	- 5 200 000	11 345 000	5 215 092

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
71	2121	Développement de l'artisanat	4	1 166 783 000	729 283 867	1 896 066 867	1 241 783 000
71	2121	Développement de l'artisanat	5	2 583 955 499	- 492 240 717	2 091 714 782	1 046 282 888
71	2121	Total Développement de l'artisanat		3 911 428 499	231 843 150	4 143 271 649	2 293 280 980
71	2122	Transformation Encadrement Economie informelle	3	100 000 000	- 48 000 000	52 000 000	12 499 150
71	2122	Transformation Encadrement Economie informelle	5	200 000 000	649 969 044	849 969 044	838 286 046
71	2122	Total Transformation Encadrement Economie informelle		300 000 000	601 969 044	901 969 044	850 785 196
Total Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel				4 480 478 499	1 179 347 694	5 659 826 193	3 678 179 619
75	1029	Pilotage, Gestion et Coordination administrative	2	434 620 405		434 620 405	276 677 240
75	1029	Pilotage, Gestion et Coordination administrative	3	3 477 986 233	313 421 954	3 791 408 187	3 745 092 121
75	1029	Pilotage, Gestion et Coordination administrative	4	340 000 000	-	340 000 000	340 000 000
75	1029	Total Pilotage, Gestion et Coordination administrative		4 252 606 638	313 421 954	4 566 028 592	4 361 769 361
75	2091	Education supérieure	2	132 356 000		132 356 000	141 765 727
75	2091	Education supérieure	3	305 500 000	- 162 988 478	142 511 522	136 677 277
75	2091	Education supérieure	4	81 288 942 094	6 950 075 522	88 239 017 616	87 983 060 027
75	2091	Education supérieure	5	200 676 164 063	- 38 941 512 184	161 734 651 879	9 947 115 213
75	2091	Education supérieure	6	348 768 050	19 454 249 701	19 803 017 751	19 803 017 751
75	2091	Total Education supérieure		282 751 730 207	- 12 700 175 439	270 051 554 768	118 011 635 995
75	2092	OEuvres sociales universitaires	2	39 242 000		39 242 000	45 320 817
75	2092	OEuvres sociales universitaires	3	134 000 000	-11	133 999 989	120 852 948
75	2092	OEuvres sociales universitaires	4	80 398 337 000	44 936 673 255	125 335 010 255	125 333 082 252
75	2092	OEuvres sociales universitaires	5	83 285 494 000	-14 010 147 289	69 275 346 711	26 252 763 023
75	2092	OEuvres sociales universitaires	6	-	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
75	2092	Total OEuvres sociales universitaires		163 857 073 000	31 926 525 955	195 783 598 955	152 752 019 040
Total Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation				450 861 409 845	19 539 772 470	470 401 182 315	275 125 424 396
83	1566	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2	296 095 931		296 095 931	4 944 036
83	1566	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3	260 443 000	- 6 975 048	253 467 952	235 793 658
83	1566	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4	818 000 000	375 000 000	1 193 000 000	1 193 000 000
83	1566	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5	915 000 000	- 268 136 000	646 864 000	593 875 807
83	1566	Total Pilotage, Coordination et Gestion administrative		2 289 538 931	99 888 952	2 389 427 883	2 027 613 501

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021

Section	Programme	Libellé Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
83	2115	Mines	2	124 471 000		124 471 000	142 143 326
83	2115	Mines	3	145 543 000	- 2 820 671	142 722 329	128 751 235
83	2115	Mines	4	620 000 000	175 000 000	795 000 000	795 000 000
83	2115	Total Mines		890 014 000	172 179 329	1 062 193 329	1 065 894 561
83	2116	Géologie	2	28 935 000		28 935 000	22 828 082
83	2116	Géologie	3	46 400 000	- 1 260 081	45 139 919	31 688 644
83	2116	Géologie	4	106 630 000	400 000 000	506 630 000	506 630 000
83	2116	Géologie	5	650 000 000	- 214 878 728	435 121 272	418 161 453
83	2116	Total Géologie		831 965 000	183 861 191	1 015 826 191	979 308 179
Total Ministère des Mines et de la Géologie				4 011 517 931	455 929 472	4 467 447 403	4 072 816 241
84	1035	COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	2	484 816 922		484 816 922	88 519 646
84	1035	COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	3	284 584 972	68 024 760	352 609 732	339 313 211
84	1035	COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	4	215 000 000	380 000 000	595 000 000	595 000 000
84	1035	COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	5	300 000 000	- 175 000 000	125 000 000	24 500 000
84	1035	Total COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE		1 284 401 894	273 024 760	1 557 426 654	1 047 332 857
84	2105	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	2	287 400 000		287 400 000	295 223 484
84	2105	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	3	129 036 516	- 5 242 805	123 793 711	120 590 172
84	2105	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	5	30 000 000	-	30 000 000	29 413 213
84	2105	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	6	15 000 000 000	5 911 678 262	20 911 678 262	19 661 678 262
84	2105	Total DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE		15 446 436 516	5 906 435 457	21 352 871 973	20 106 905 131
84	2108	EQUITE SOCIALE	2	22 217 000		22 217 000	11 316 204
84	2108	EQUITE SOCIALE	3	17 050 000	- 2 478	17 047 522	17 047 522
84	2108	EQUITE SOCIALE	4	20 000 000 000	2 000 000 000	22 000 000 000	21 251 250 000
84	2108	EQUITE SOCIALE	6	32 100 000 000	5 000 000 000	37 100 000 000	37 100 000 000
84	2108	Total EQUITE SOCIALE		52 139 267 000	6 999 997 522	59 139 264 522	58 379 613 726
Total Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale				68 870 105 410	13 179 457 739	82 049 563 149	79 533 851 714
TOTAL SUR RESSOURCES INTERNES				4 777 248 016 917	528 125 984 722	5 278 473 978 439	3 372 335 138 869

ANNEXE IV : SITUATION D'EXECUTION DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

LIBELLES	LFI	LFR 1	LFR 2	Total Prévisions	Réalisations	Ecart
Comptes d'affectation spéciale						
Fonds national de retraite	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	145 145 533 335	- 33 395 533 335
Frais de cont. des stes à partic pub	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 304 098 925	- 804 098 925
Caisse d'encouragement à la pêche	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	1 208 448 151	91 551 849
Fonds de lutte contre l'incendie	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000		200 000 000
Sous-total	113 750 000 000	113 750 000 000	113 750 000 000	113 750 000 000	147 658 080 411	- 33 908 080 411
Comptes de commerce						
Opérations des armées à caractère industriel et com.	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	-	150 000 000
Sous-total	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	-	150 000 000
Comptes de prêts						
Prêts aux particuliers	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	4 589 381 011	16 960 618 989
Sous-total	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	4 589 381 011	16 960 618 989
Comptes de garantie et aval						
Garanties et Avals	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000		500 000 000
Sous-total	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000		500 000 000
Total général	135 950 000 000	152 247 461 422	- 16 297 461 422			

ANNEXE V-1 SITUATION D'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR EN CP

Code Prog.	Nom Programme	Titre	Dotation LFI	LFR 1	LFR 2	Crédits ouverts	Crédits Payés
3005	Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	4	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	116 024 323 904
Total 3005			111 750 000 000	116 024 323 904			
3003	Fonds de lutte contre les incendies	3	126 000 000	126 000 000	126 000 000	126 000 000	-
3003	Fonds de lutte contre les incendies	5	74 000 000	74 000 000	74 000 000	74 000 000	-
Total 3003			200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	-
3004	Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	2	515 000 000	515 000 000	515 000 000	515 000 000	505 555 394
3004	Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	3	300 000 000	197 500 000	174 000 000	174 000 000	162 184 476
3004	Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	4	390 000 000	390 000 000	390 000 000	390 000 000	390 000 000
3004	Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	5	95 000 000	197 500 000	221 000 000	221 000 000	113 802 327
Total 3004			1 300 000 000	1 171 542 197			
3001	Frais de contrôle des entreprises publiques	2	102 800 000	102 800 000	102 800 000	102 800 000	62 571 984
3001	Frais de contrôle des entreprises publiques	3	357 200 000	357 200 000	357 200 000	357 200 000	312 580 234
3001	Frais de contrôle des entreprises publiques	5	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	39 594 900
Total 3001			500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	414 747 118
			113 750 000 000	113 750 000 000	113 750 000 000	113 750 000 000	117 610 613 219
3002	Opérations à caractère industriel et commerciale	3	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	-
Total 3002			150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	-
			150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	-
3006	Gestion des Prêts et Avances	5	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	2 229 010 410
Total 3006			21 550 000 000	2 229 010 410			
			21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	2 229 010 410
3007	Gestion des Garanties et avals	5	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	-
Total 3007			500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	-
			500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	-
			135 950 000 000	119 839 623 629			

ANNEXE V-2 SITUATION D'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR EN AE

Code Prog.	Nom Programme	Catégorie	LFI AE	ACTES MODIFICATIFS	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES
3005	Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	4	111 750 000 000		111 750 000 000	116 024 323 904
Total 3005			111 750 000 000	-	111 750 000 000	116 024 323 904
3003	Fonds de lutte contre les incendies	3	126 000 000		126 000 000	-
3003	Fonds de lutte contre les incendies	5	74 000 000		74 000 000	-
Total 3003			200 000 000	-	200 000 000	-
3004	Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	2	515 000 000		515 000 000	505 555 394
3004	Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	3	300 000 000		174 000 000	162 184 476
3004	Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	4	390 000 000		390 000 000	390 000 000
3004	Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	5	95 000 000		221 000 000	113 802 327
Total 3004			1 300 000 000	-	1 300 000 000	1 171 542 197
3001	Frais de contrôle des entreprises publiques	2	102 800 000		102 800 000	62 571 984
3001	Frais de contrôle des entreprises publiques	3	357 200 000		357 200 000	312 580 234
3001	Frais de contrôle des entreprises publiques	5	40 000 000		40 000 000	39 594 900
Total 3001			500 000 000	-	500 000 000	414 747 118
			113 750 000 000	-	113 750 000 000	117 610 613 219
3002	Opérations à caractère industriel et commerciale	3	150 000 000		150 000 000	-
Total 3002			150 000 000	-	150 000 000	-
			150 000 000	-	150 000 000	-
3006	Gestion des Prêts et Avances	5	21 550 000 000		21 550 000 000	2 229 010 410
Total 3006			21 550 000 000	-	21 550 000 000	2 229 010 410
			21 550 000 000	-	21 550 000 000	2 229 010 410
3007	Gestion des Garanties et avals	5	500 000 000		500 000 000	-
Total 3007			500 000 000	-	500 000 000	-
			500 000 000	-	500 000 000	-
			135 950 000 000	-	135 950 000 000	119 839 623 629

